

JAB
1225 Chêne-Bourg
Postcode 1

Trimestriel - No 23
Mars - März - Marzo 2009

Tirage/Auflage/Tiratura:
20'000



ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
Case postale 148
1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch

Mitgliederbeitrag / Cotisation Membre
Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6

Première Chaire universitaire d'enseignement
des méthodes alternatives en Suisse

Erster Lehrstuhl für Alternativmethoden
in der Schweiz

Ce sera à Genève, pour la rentrée 2009

Lors de la 9 ème remise du Prix Naef pour la recherche in vitro en novembre 2007, le Président de la Fondation, M.Egon Naef, avait déclaré se fixer comme objectif pour l'année suivante, la création d'une Chaire universitaire d'enseignement des méthodes alternatives.

Une année plus tard, alors que l'annonce de son projet avait à l'origine suscité plus de doute que d'enthousiasme, force est de constater que lorsque la volonté est présente, des projets à priori irréalisables deviennent réalité.

Suite p.2

Genf, Schuljahresbeginn 2009

Anlässlich der 9. Verleihung des Egon-Naef-Preises für die In-vitro-Forschung im November 2007 hatte Stiftungspräsident Egon Naef als Ziel für das kommende Jahr angekündigt, an der Universität einen Lehrstuhl für Alternativmethoden schaffen zu wollen.

Statt mit Begeisterung wurde die Ankündigung dieses Projekts skeptisch aufgenommen. Ein Jahr später zeigt sich, dass ein starker Wille auch Projekte ermöglichen kann, die auf Anhieb als unrealistisch erscheinen.

Fortsetzung S. 12

**Prima cattedra universitaria di
insegnamento dei metodi alternativi in Svizzera**

Sarà a Ginevra, per il nuovo anno accademico 2009

Nel corso della 9a cerimonia di consegna del Premio Naef per la ricerca in vitro nel novembre 2007, il Presidente della Fondazione, Egon Naef, aveva dichiarato di essersi fissato come obiettivo per l'anno successivo, la creazione di una cattedra di insegnamento dei metodi alternativi.

Un anno dopo, allorchè il suo annuncio aveva suscitato più scetticismo che entusiasmo, non si può non constatare che quando c'è la volontà, dei progetti che sembrano irrealizzabili diventano realtà.

Segue a p.22

Edito



Chers Membres, Chères amies et Chers amis de la Ligue,

La prochaine Assemblée Générale de la Ligue aura lieu le 28 mars 2009. Vous trouverez ci-dessous la convocation et l'ordre du jour de celle-ci. Le rapport d'activité 2008 est également publié dans ce journal, ainsi que les comptes de la Ligue en pages 32 et 33.

Dans le journal précédent, nous avions évoqué brièvement ce projet de Chaire d'enseignement des méthodes alternatives. Nous vous apportons cette fois plus de précisions sur ce dossier et voulons partager avec vous notre enthousiasme concernant le développement futur de cet enseignement. Nous sommes également très reconnaissants envers Egon Naef pour tout le travail qu'il a effectué et qui a permis la création de cette Chaire.

Dans ce journal, nous lançons également un appel à tous nos Membres désirant s'investir sur le terrain ou dans l'organisation de la Ligue. En 2007 et 2008, nous avons accueilli un grand nombre de nouveaux Membres. Cette nouvelle nous réjouit et nous la prenons comme un encouragement pour poursuivre les buts et les objectifs que nous nous sommes fixés. D'un autre côté, nous devons également faire face à un accroissement de travail dans un domaine purement administratif. Plusieurs actions que nous avons lancées demandent également un suivi régulier. En clair, des Membres du Comité supplémentaires seraient les bienvenus, de même que des personnes actives sur le terrain. Prenez connaissances des annonces que nous publions sur les pages suivantes, et si l'une d'elles vous convient, n'hésitez pas à prendre contact avec le bureau de la Ligue qui vous fournira toutes les informations nécessaires.

Comme indiqué dans notre précédent journal, vous pourrez lire notre article sur les statistiques 2007 des expériences sur les animaux en Suisse. Le communiqué de presse de l'Office vétérinaire fédéral (OVF) et plusieurs tableaux descriptifs sont publiés en page 34, 35 et 36.

Le 05 décembre dernier, nous avons également pris connaissance des réponses édifiantes du Conseil fédéral, suite à l'interpellation (08.3537) du 25 septembre 2008 de la Conseillère nationale Maya Graf au sujet du Botox. Malgré la révélation publique des tests effroyables effectués sur les souris pour contrôler chaque lot de Botox avant sa commercialisation, les autorités fédérales ne jugent pas utile d'intervenir ni pour limiter l'utilisation de ce produit, ni pour réduire la souffrance des animaux ! Ce ne sont pas seulement les réponses du Conseil fédéral qui nous scandalisent, mais également son attitude qui consiste à se décharger de toute implication, laissant le soin : aux cantons (qui ne feront rien) d'intervenir, à swissmedic (qui s'est contenté jusqu'à présent d'un communiqué insignifiant) d'informer la population, et enfin, aux autorités internationales de « trouver une solution » à sa place... Quel programme !

Face à l'inertie de nos autorités fédérales, il est nécessaire de poursuivre nos actions contre le botox. Il est inadmissible que l'homologation ou le développement de nouveaux tests alternatifs soient bloqués en raison d'administrations paresseuses. En fin de journal, nous publions une pétition en français et en allemand contre la production du Botox. Celle-ci est déjà téléchargeable (en français, allemand et italien) depuis quelque temps sur notre site Internet. Elle est également diffusée par plusieurs associations de protection des animaux en Suisse. Mais nous remercions par avance toutes les personnes qui ne l'ont pas encore signée, de le faire dès que possible. Un texte explicatif peut également être consulté au dos de chaque pétition. Ce texte a été conçu par le Dr Markus Deutsch, de l'association alémanique « Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin ». Cette association aborde la question de l'expérimentation animale sous un angle scientifique critique, et son action mérite toute notre soutien. Nous vous invitons également à consulter son site Internet à l'adresse suivante : www.aerztesfuer-tierschutz.ch

En espérant pouvoir compter sur votre présence le 28 mars prochain, nous vous adressons à toutes et tous nos meilleures pensées.

Le Comité

Première Chaire universitaire des méthodes alternatives

Suite de la page 1

Le contrat entre la Fondation Naef et l'Université de Genève a été signé le 29 novembre 2008, à l'issue de la cérémonie de la 10 ème remise du Prix Naef. Cet enseignement des méthodes alternatives sera dispensé par le Professeur Cosson, (lauréat 2004 du Prix Naef) et commencera dès la rentrée 2009.



Prof J.-D.Vassali, Dr F. P. Gruber, M. E. Naef, Prof. P. Cosson

INVITATION

Assemblée générale annuelle

Samedi 28 mars 2009 à 14h00

Restaurant des 3 Communes - Centre sportif

Rte de Sous-Moulin 39, 1226 Thônex-Genève

(Bus n°27, Gare Cornavin: arrêt Sous-Moulin, trajet: 25 minutes). Parking de 300 places

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée
2. Rapport du président
3. Rapport de la trésorière et des vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Election statutaire du Comité
6. Election d'un vérificateur aux comptes
7. Admissions/Démissions
8. Divers

Cette invitation tient lieu de convocation

Accès à la salle par le restaurant

Un contrôle des membres sera effectué à l'entrée. Présentation de la première page du journal avec votre nom et numéro de membre obligatoire.

versitaire d'enseignement natives en Suisse

A ce jour, il n'existe que deux Chaires d'enseignement des méthodes alternatives dans le monde (1). Dès lors, il n'est pas étonnant que seule la pratique de l'expérimentation animale soit envisagée par les jeunes diplômés qui veulent se lancer dans la recherche médicale.

Il est d'ailleurs assez effarant de constater aujourd'hui encore, le nombre de jeunes thésards ou de post doctorants qui n'ont aucune connaissance dans le domaine des alternatives. Ces jeunes scientifiques qui n'ont pas encore

trente ans sont déjà formatés pour travailler durant toute leur carrière avec des souris et des rats, avec l'espoir qu'ils puissent un jour, avoir « la chance » d'obtenir les fonds suffisants pour travailler sur des singes !



Changer les mentalités

Pour modifier en profondeur les pratiques en vigueur dans les laboratoires, protester publiquement et faire état de notre indignation face à l'utilisation d'animaux pour la recherche médicale n'est pas suffisant. Modifier les comportements au sein même des instituts qui pratiquent l'expérimentation animale est aussi capital. De ce fait, quoi de mieux qu'un enseignement sur les méthodes alternatives pour encourager la future génération de chercheurs à se lancer dans des projets de recherches plus éthiques et scientifiques ?

Le choix de l'université de Genève -ou actuellement le pire comme le meilleur s'y côtoient- pour le premier enseignement de ce type en Suisse a également tout son intérêt. S'il est possible de changer la tendance « tout vivisection » qui prévaut actuellement dans cette université, alors il ne fait nul doute que cet enseignement pourra se propager rapidement dans le reste de notre pays, et sera à même de modifier en profondeur les méthodes utilisées jusqu'à présent pour la recherche médicale.

Un budget annuel assuré par des fonds extérieurs

Enfin, précisons que le budget annuel de Fr. 300'000.-- de cette Chaire d'enseignement est assuré durant cinq ans, exclusivement par des fonds extérieurs à l'université... Egon Naef a ainsi réuni plusieurs Fondations et organismes de protection des animaux pour financer la totalité du budget, dont la Ligue qui a donné son accord pour une participation annuelle de Fr. 50'000.--

Prochainement, nous aurons l'occasion de vous fournir plus de détails sur le fonctionnement de cette Chaire, et sur le projet de production d'anticorps in vitro que le Prof. Cosson souhaite mettre en œuvre parallèlement à cette Chaire d'enseignement.

Le Comité de rédaction

(1) Une à Constance (Allemagne), la deuxième à Utrecht (Pays-Bas)



Rapport d'activité 2008 de la Ligue suisse contre la vivisection

Travail administratif

Secrétariat et bureau: Comme en 2007, le seul poste salarié de la Ligue est partagé par Marina Zumkeller et Maja Schmid de la manière suivante : avec un 40%, Marina assure la comptabilité et une permanence au bureau durant ses jours de présence. Avec le 60% restant, Maja assure les principales tâches administratives et les échanges avec nos Membres alémaniques. Max Moret, Président de la Ligue, est présent au bureau tous les matins de 8h00 à 11h00. Luc Fournier, Vice-président, y est présent tous les lundis et mercredis. Tout ce qui touche au fonctionnement de la Ligue ou à sa communication est effectué depuis un peu plus de deux ans par le bureau de la Ligue, ce qui nous permet de réaliser des économies conséquentes. Il s'agit par exemple de la gestion informatique du fichier des Membres, de la conception du journal, des campagnes d'affichages, des mises à jour du site Internet etc.

Comptabilité: Chaque année, nos comptes sont contrôlés par une fiduciaire et soumis au Département des Finances de Genève. Cela nous permet de bénéficier de l'exonération fiscale. Nous en profitons pour vous rappeler que vous avez la possibilité, selon la loi en vigueur dans votre canton, de déduire de votre déclaration fiscale tous les dons (généralement) d'un montant supérieur à 100 CHF faits à la Ligue. Pour connaître les modalités de déduction, il vous suffit de contacter votre administration fiscale ou de consulter le site Internet www.zevo.ch qui tient à jour les diverses conditions cantonales.

Rencontres du Comité

Le Comité national s'est réuni le 8 mars et le 13 décembre au bureau de la Ligue. L'attribution d'aides financières aux développements de méthodes alternatives, des soutiens ponctuels à plusieurs refuges en difficulté et diverses actions ont notamment été décidés. Tout au long de l'année, des séances de travail ont été tenues par plusieurs Membres du Comité afin d'assurer le suivi des actions en cours. Claudine Wehrli ayant démissionné du Comité en décembre, celui-ci regroupe actuellement les personnes suivantes : Président : Maxime MORET, Vice-président : Luc FOURNIER, Trésorière : Marina ZUMKELLER, Membres : Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER, Egon NAEF, Laurianne NICOULIN, Ruth PERDRIZAT et Suzanne WACHTL.

Commissions cantonales de contrôle des laboratoires

En plus de leurs séances de travail cantonales, nos représentants auprès des commissions ont participé aux deux réunions annuelles, qui regroupent les membres actifs de protection des animaux siégeant dans les commissions des cantons de Bâle, Zurich, Berne, Vaud/Valais, Genève et Fribourg. La première a été organisée par la Ligue le 24 mai à Berne, la seconde a été organisée par la PSA et s'est déroulée le 13 novembre dans ses bureaux à Bâle.

Le 19 novembre, la Ligue a interpellé le Conseil d'Etat genevois pour demander la dissolution de sa commission sur l'expérimentation animale, en raison de graves disfonctionnements. Le 8 décembre, tous les membres

de cette commission ont démissionné. Le Conseil d'Etat a reconnu par la suite que le travail effectué par cette commission n'était «*pas satisfaisant*». Il s'est engagé à reformer une nouvelle commission avant juin 2009. Un représentant de la Ligue devrait être prochainement nommé pour siéger dans celle-ci. Nous pourrons vous donner plus de détails dans notre prochain journal.

Un nouveau représentant de la Ligue a également été nommé dans la commission du canton de Vaud. Il s'agit du Dr. Daniel Favre, biologiste, qui est également un des conseillers scientifiques de la Ligue depuis plusieurs années. La Ligue finance également pour la période 2008-2009, le travail de Daniel qui devrait permettre la synthèse de protéines in vitro, à partir de cultures de cellules sans sérum, dans de grands volumes. Si son travail abouti, il permettra le remplacement des milliers de lapins actuellement utilisés chaque année. Ceux-ci sont d'abords anémiés avec de la phénylhydrazine avant d'être tués. Leur sang est ensuite récupéré et centrifugé afin de pouvoir en extraire le lysat de réticulocytes qui sert actuellement à la synthèse des protéines.

Le 26 novembre, nous avons également soumis la candidature de Michèle Loisel, Membre du Comité, pour siéger dans la commission du canton de Neuchâtel. Le service vétérinaire nous a avisés que cette commission allait cesser ses activités au plus tard en automne 2009, en raison des conditions trop contraignantes émises par la nouvelle Ordonnance pour la protection des animaux (OPA). Ce service vétérinaire déléguerait ainsi à un autre canton le soin d'étudier et de contrôler les expériences se déroulant sur son territoire. Etant donné le mode de fonctionnement assez scandaleux de cette commission, l'annonce de sa dissolution est plutôt une bonne nouvelle. Néanmoins, nous continuerons de suivre ce dossier et nous contrôlerons si cette commission cessera réellement ses activités à la période annoncée.

Aides aux méthodes alternatives

Cette année encore, nous avons soutenu financièrement plusieurs projets dont le but est de supprimer totalement l'utilisation d'animaux dans la recherche. Les domaines dans lesquels nous nous sommes investis en 2008 sont les suivants :

- soutien à InterNICHE, chargé de promouvoir l'utilisation des méthodes alternatives auprès des institutions privées ou publiques.
- participation au Comité de rédaction de la revue scientifique « ALTEX », qui regroupe et met à jour tous les projets scientifiques remplaçant l'expérimentation animale.

- financement de plusieurs appareils ou modèles synthétiques permettant de remplacer totalement les animaux lors de la formation des chirurgiens en milieu hospitalier.
- Plusieurs projets de recherche ont également été soutenus.

VETO et Journées des Parlementaires

Maja Schmid et Suzanne Wachtl ont représenté la Ligue lors des réunions du VETO qui ont eu lieu le 3 mars à Zurich et les 10 juin et 30 septembre à Berne. Pour mémoire, le VETO regroupe plusieurs associations suisses de protection des animaux, engagées dans des actions communes.

Maja Schmid et Suzanne Wachtl représentent également la Ligue lors des réunions du Groupe Parlementaire de protection des animaux. Celles-ci ont eu lieu à Berne, généralement lors des trois sessions fédérales. Le 18 mars, l'initiative « Pour l'institution d'un avocat de la protection des animaux » a été débattue, ainsi que les mesures à prendre concernant l'importation de la viande de lapins, dont la révélation de leurs effroyables conditions de détentions a choqué l'opinion publique. Le 10 juin, la discussion a eu pour unique thème le projet de loi sur les chiens dits « dangereux ». Le 30 septembre, l'interdiction de commerce sur les produits dérivés de phoques, l'obligation de déclarer la fourrure sur les vêtements qui en contiennent et le maintien de l'interdiction de transit des transports d'animaux de boucherie à travers la Suisse ont été les trois thèmes discutés.

romands en novembre et décembre 2008. Le slogan « La fourrure sans souffrance n'existe pas » a eu un bon impact auprès du public et nous avons reçu beaucoup de messages nous encourageant à poursuivre nos actions.

En mai, nous avons été informés par la Commission Suisse pour la loyauté que la plainte déposée par le fourreur neuchâtelois « Au Tigre royal » contre notre campagne anti-fourrure de 2007 avait été rejetée. Le plaignant n'a pas fait recours contre cette décision.



Actions : Pétitions, Initiatives et stands

Nous avons soutenu plusieurs pétitions et initiatives en les ajoutant à nos courriers et en les faisant signer sur nos stands. Nous avons également fourni du matériel (affiches, autocollants etc.) à l'en-tête de la Ligue, pour des stands tenus par d'autres associations ou groupements de personnes qui en ont fait la demande.

Sylvie Benoît a représenté la Ligue à Berne le 6 mars, lors de la remise au Parlement de la pétition de SOS Chats Noirague munie de 118'279 signatures. Celle-ci demandait l'interdiction de l'exportation et du commerce de peaux de chats en Suisse. Son message a été entendu puisque le Conseil fédéral a chargé l'Office vétérinaire fédéral (OVF) de modifier en conséquence l'actuelle loi sur la protection des animaux (LPA). Le nouvel article de loi inclura également l'interdiction du commerce et de l'exportation des peaux de chiens.

Notre première manifestation ZUGITIVE « Ensemble contre l'expérimentation animale » (Zusammen gegen Tierversuche) organisée en collaboration avec l'AGSTG et l'ATRA le 27 septembre à Berne a eu un excellent impact auprès du public. Le 8 décembre, Luc Fournier a rencontré Andréas Item (AGSTG) Elena Grisafi Favre et Massimo Tetamanti (ATRA) à Zurich pour discuter de la suite à donner à cette manifestation. Il a été décidé de la reconduire en septembre 2009. Le lieu et la date ne sont pas encore connus, mais elle se déroulera soit à Fribourg, soit à Zurich, soit à Bâle.



Campagne d'annonce

Notre nouvelle campagne publique d'affichage F4 anti-fourrure a été lancée dans tous les cantons alémaniques et

Mailing de nos cartes

Le travail de préparation de nos mailings de cartes, lettres d'accompagnement en trois langues, choix des cartes peintes par Hans Hofstetter de Berne et envoi à 150'000 adresses en Suisse, a été une fois encore généreusement récompensé par votre fidèle soutien.

Nous l'avions indiqué dans le journal n°15 du mois de juin 2007, suite à la discussion lors de notre précédente Assemblée Générale. Comme ce mailing vous est aussi envoyé à titre de Membres, nous joignons depuis cette année un deuxième bulletin de versements dans nos mailings. Le premier (CP n°01-20089-8) est destiné aux personnes souhaitant nous faire un don tout en restant « anonyme ». Le deuxième (CP n°12-2745-6) vous permet de nous faire un don nominatif ou de vous acquitter de votre cotisation annuelle.

Aides aux Refuges en difficulté

Comme en 2007, nous avons soutenu une vingtaine de Refuges suisses. Soit en apport mensuel de nourriture, soit en payant des frais vétérinaires, comme des stérilisations, soit par des participations financières au cas par cas. Ces aides sont attribuées après l'étude de chaque dossier. Un suivi concernant l'utilisation des fonds alloués est également assuré.

Plusieurs campagnes de stérilisations ayant été menées en collaboration avec des Refuges SPA, les sommes engagées ont été reportées dans la rubrique comptable « Aide aux refuges »

Conclusions

Cette année encore, grâce à votre soutien et à votre générosité, nous avons pu lancer les actions qui nous semblaient nécessaires. Si certaines d'entre elles ont pu être menées à bien avec succès, notre satisfaction est restée de courte durée face à tout le travail qu'il reste à faire, ne serait-ce que pour atténuer la souffrance animale des cas dont nous avons connaissance. Vos encouragements sont alors précieux ! Alors à notre tour nous vous remercions tous du fond du cœur pour votre engagement et votre soutien à cette cause.

Max Moret, Président

Salon des animaux de compagnie

animalia

Depuis deux ans, la Ligue dispose d'un stand d'information au Salon Animalia « romand », organisé chaque année au mois d'octobre au Palais de Beaulieu de Lausanne. Cette manifestation attire plus de 20'000 visiteurs durant un week-end. Nous pouvons ainsi toucher un grand nombre de personnes sur le thème de l'expérimentation animale. L'exposition, sur notre stand, de plusieurs modèles alternatifs nous permet également de démontrer que la vivisection n'est pas une fatalité et n'est pas nécessaire pour faire avancer la recherche médicale.

Nous cherchons des volontaires pour tenir notre stand à Saint Gall

Nous souhaiterions également participer cette année au salon Animalia « alémanique », qui se déroulera les 16 et 17 mai prochain à Saint Gall. Mais pour cela, nous avons besoin de Membres acceptant de tenir notre stand. Si vous habitez la région, si vous avez envie de tenir notre stand au minimum une demi-journée, si vous parlez (même un peu) français, merci de contacter Maja (1) au bureau de la Ligue dès que possible, en tous cas avant fin mars afin que nous puissions confirmer notre présence à Saint Gall.

(1) Tous les lundis, mardi matin, mercredi et jeudi matin.

Appel aux juristes, avocats ou notaires sympathisants de la Ligue

Plusieurs dossiers en cours nécessitent que nous ayons recours à un avocat ou un notaire.

Dans certains cas, il ne s'agit que de solliciter un avis juridique ou la rédaction d'un acte qui ne nécessite pas forcément beaucoup de temps pour la personne mandatée, mais que nous payons selon les tarifs en vigueur. Par soucis d'économie, nous nous passons parfois de ce type de services, qui nous permettraient de mieux soutenir certains dossiers.

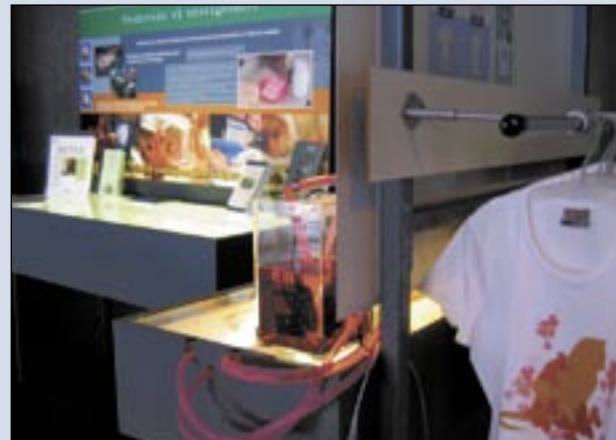
Nous lançons donc un appel à nos membres ou sympathisants qui sont juristes, avocats ou notaires. Si vous avez un peu de temps à nous consacrer, n'hésitez pas à contacter le bureau de la Ligue. Merci par avance.

Envie de participer au Comité national de la Ligue ?

Comme dans toute association, un Comité est appelé à diriger l'association et à gérer au mieux ses avoirs et intérêts.

En tant qu'organisme suisse, la Ligue peut accueillir dans son Comité, sous forme de délégations, des représentants de Suisse alémanique, de Suisse romande et du Tessin.

Si vous avez envie de vous investir au nom de la Ligue dans votre canton, si vous souhaitez participer aux actions et décisions du Comité, nous vous invitons à vous faire connaître auprès du bureau de la Ligue. Par ailleurs, il serait souhaitable que la Ligue puisse avoir à nouveau une délégation dans les cantons de Bâle et de Zurich. Une présence supplémentaire à Berne serait également la bienvenue.



► Protection des animaux en Suisse

Actions positives en 2008



On peut avoir l'impression que la protection des animaux n'évolue pas beaucoup dans notre pays. La répétition d'actes de cruauté, de scandales liés à la mauvaise détention d'animaux, et d'autres cas dénonçant le laxisme des autorités dans l'application de la législation peuvent donner l'impression que les actions des protecteurs des animaux sont vaines et que le sort des animaux suscite peu d'intérêt, notamment auprès de nos représentants politiques élus à Berne.

La réalité est plus mitigée. Il est vrai que peu d'actions en faveur des animaux sont rendues publiques. En 2008, excepté l'action de SOS Chats (NE) demandant l'interdiction du commerce des peaux de chats, fortement relayée par les médias, les avancées pour la protection des animaux ont été discrètement portées à la connaissance du public, quand elles n'ont pas été simplement ignorées par les médias. Mais des actions concrètes en faveur des animaux ont pourtant bien été proposées, discutées, et dans certains cas acceptées par notre Parlement fédéral l'an passé.

Parmi ces actions, on peut rappeler entre autres que :

- le 10 septembre 2008, le Conseil fédéral a accepté la motion (08.3432)¹ du Conseiller national (CN) zurichois Ruedi Aschbacher (Parti évangélique/EVP) demandant que les bases légales soient modifiées le plus rapidement possible afin que **l'importation et le commerce de produits issus de phoques soient interdits en Suisse**.

- le 18 septembre 2008, suite à l'adoption par le Conseil des Etats (CE)² et le CN le 20 mars 2008, et l'approbation du Conseil fédéral le 13 février 2008 de la motion (07.3848) du CN genevois Luc Barthassat (Parti démocrate chrétien/PDC) demandant **l'interdiction du commerce et l'exportation de peaux de chats**, l'Office vétérinaire fédéral (OVF) a été chargé de préparer un texte de loi modifiant l'actuelle loi sur la protection des animaux. Le nouvel article de loi inclura également l'interdiction du commerce et l'exportation des peaux de chiens.

- le 19 septembre 2008, le Conseil fédéral a accepté la motion (08.3356) de la CN zurichoise Tiana Angelina Moser (Parti vert libéral/GLP) demandant la **déclaration obligatoire dans les commerces de la viande de lapins provenant d'élevages en batterie, non conforme aux normes suisses**. Le CN a également accepté cette motion le 03 octobre 2008.

La mention «élevage en batterie non admis en Suisse» est déjà obligatoire pour la vente d'œufs étrangers importés dans notre pays et produits de cette manière.

- l'initiative parlementaire (07.417) déposée le 23 mars 2007 par l'ancienne CN zurichoise Barbara Marty Kälin (malheureusement non réélue en 2008) demandant notamment **l'interdiction de transit d'animaux vivants destinés à l'abattage**, soutenue le 02 novembre 2007 par le CN, rejetée le 21 janvier 2008 par le CE et soutenue à nouveau le 27 juin 2008 par le CN, a finalement été soutenue à son tour par le CE le 14 octobre 2008. Le 25 mai 2008, le canton de St Gall avait à son tour déposé une initiative cantonale (08.315) demandant également l'interdiction du transit par la Suisse des animaux de boucherie.

Il y a également d'autres objets qui sont toujours en cours de traitement. Il s'agit notamment de:

- l'initiative populaire (08.036) **Contre les mauvais traitements envers les animaux et pour une meilleure protection juridique de ces derniers** (Initiative pour l'institution d'un avocat de la protection des animaux) déposée le 26 juillet 2007 par la PSA (STS). Dans son message du 14 mai 2008 (FF 2008 3883), le Conseil fédéral par la voix de Pascal Couchepin a séchement rejeté l'initiative, refusant même de lui opposer un contre-projet. Le CN a également rejeté l'initiative le 23 janvier 2008, mais souhaite lui opposer

un contre-projet indirect. Le CE doit encore se prononcer. Mais tout semble indiquer que plusieurs années vont encore s'écouler avant que le peuple ne puisse se prononcer en votation.

- la motion (08.3154) du CN St Gallois Lukas Reimann (Parti UDC/SVP) déposée le 19 mars 2008, demandant **l'obligation de déclarer la viande d'animaux abattus rituellement**. Le 30 mai 2008, le Conseil fédéral a proposé de rejeter la motion. L'objet sera prochainement traité par le CN.

- la motion (08.3675) demandant **l'obligation de déclarer les fourrures**, déposée le 03 octobre 2008, par la CN zurichoise Tiana Angelina Moser (Parti vert libéral/GLP).

Le même jour, une Interpellation (08.3704) a été déposée par la CN argovienne Pascale Bruder (Parti socialiste/SP) demandant **Transparence et déclaration par l'industrie de la fourrure**.

Malheureusement, plusieurs actions en faveur des animaux ont également été rejetées :

- le 24 octobre 2008, le CN a refusé de donner suite à la pétition (08.2017) déposée par l'AGSTG demandant **l'interdiction des expériences sur les singes**. Le CE avait également refusé de donner suite à la pétition le 02 octobre 2008.

L'initiative parlementaire (06.464) déposée le 05 octobre 2006 par la Conseillère Nationale de Bâle campagne Maya Graf (Parti Vert/GPS) demandant **l'interdiction de l'utilisation de primates dans des expériences sur animaux entraînant des contraintes moyennes ou sévères** avait également été rejetée le 20 décembre 2007 par le CN par 103 non contre 68 oui, ce qui avait été une grande déception. Le résultat des votes avait clairement défini deux groupes : les partis favorables à cette initiative étaient les Verts, les verts libéraux de la fraction PDC, le PEV et le PS. Le parti Radical et l'UDC ont voté non. Certains de leurs membres se sont abstenu (7).

Des actions menées par la protection des animaux en partenariat avec des élus politiques

Pour lancer une action sous la coupole, le concours d'un élu politique est obligatoire. Lui seul a la possibilité d'accéder au Palais fédéral et de soumettre un objet dans le Conseil dans lequel il est élu (Conseil National ou Conseil des Etats). Pour ce faire, plusieurs possibilités s'offrent aux organismes de protection des animaux.

Nous pouvons avoir recours à un lobbyiste.

Aggré pour entrer au Palais fédéral, son activité (généralement rétribuée) consiste à approcher les élus et à les sensibiliser aux objets soumis durant les sessions parlementaires. Il a également accès à certaines informations qui peuvent nous permettre d'agir avant qu'un objet ne soit traité.

Nous pouvons participer au Groupe Parlementaire de protection des animaux

Des Groupes Parlementaires sont constitués au sein des deux Conseils. Ils rassemblent des élus selon leurs affinités politiques ou sur un thème précis. Les groupes examinent notamment les objets avant qu'ils soient soumis aux chambres fédérales.



Le Groupe Parlementaire de protection des animaux est présidé depuis 2006 par l'excellente députée (CN) verte **Maya Graf**. Ce Groupe Parlementaire se réunit généralement une fois à chaque session parlementaire. Il accueille également un certain nombre d'associations, principalement de protection des animaux, qui ont ainsi l'occasion d'approcher directement les élus. Des conférences sont également organisées à chacune de ces séances. Elles peuvent être tenues par le représentant d'un organisme de protection des animaux sur un sujet précis, ou par des Parlementaires. Il s'agit, dans ce cas, soit de soutenir une action en faveur des animaux, soit au contraire de contester une ou des actions menées par les organismes de protection des animaux ou les députés qui les soutiennent.

Fonctionnement de notre Parlement

Pour les personnes qui ne connaissent pas le fonctionnement de nos institutions, en voici une brève explication :

Les conseils

L'Assemblée fédérale suisse constitue ce qu'il est convenu d'appeler un parlement de milice. Les députés sont tenus de siéger quatre fois par an pendant les trois semaines que dure chaque session ordinaire de l'Assemblée fédérale (auxquelles s'ajoutent, le cas échéant, les sessions extraordinaires et les sessions spéciales), de participer dans l'intervalle à nombre de séances de commissions, de groupes parlementaires ou de groupes de travail, et enfin de se consacrer à la nécessaire préparation des dossiers.



Le Conseil national

Représentant le peuple, le Conseil national compte 200 sièges. Chaque canton constitue une circonscription électorale qui élit au moins un député, même si sa population est inférieure à la moyenne nationale d'habitants pour un siège, qui est actuellement de 36'000 habitants. Les conseillers nationaux sont élus au scrutin proportionnel.

Le Conseil des États

Représentant les cantons, le Conseil des États compte 46 sièges répartis à raison de 2 sièges pour chacun des 20 cantons et d'un siège pour chacun des demi-cantons (Obwald, Nidwald, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Appenzell Rhodes-Extérieures et Appenzell Rhodes-Intérieures). Ainsi Zurich, qui compte 1 million d'habitants, élit deux conseillers aux États, tout comme Uri qui a moins de 36'000 habitants.

L'Assemblée fédérale (Chambres réunies)

Assemblée constituée des deux conseils convoqués par la conférence de coordination siégeant sous la présidence du président du Conseil national. Les conseils siègent également en Chambres réunies à l'occasion d'événements particuliers, notamment lors des déclarations du Conseil fédéral.

Votre aide est précieuse

Nous avons bien conscience que ces actions peuvent sembler peu « spectaculaires ». Néanmoins, c'est bien la législation en vigueur qui nous permet d'intervenir à l'encontre de mauvais traitements infligés aux animaux. Le travail effectué auprès de nos élus est donc précieux. Il est lent, demande de la patience, n'est pas toujours récompensé, mais il en vaut la peine.

Ce travail nécessite aussi des moyens financiers. Non seulement pour assurer une représentation à Berne (lobbying), mais également au niveau de l'engagement consenti pour la préparation des dossiers. Les milieux agricoles, pharmaceutiques et autres groupes d'intérêt qui luttent pour que la protection des animaux n'évolue pas en Suisse, disposent de moyens financiers conséquents pour faire entendre leurs doléances dans les chambres fédérales. Les organismes de protection des animaux n'ont que leurs membres pour financer leurs actions. Votre soutien est précieux !

Le Comité de rédaction

¹ Pour connaître les actions des Parlementaires, il est possible de prendre connaissance de l'entier des textes déposés et des rapports annexés. Il suffit d'effectuer une recherche sur le site Internet du Parlement : www.parlament.ch en indiquant dans le menu de recherche situé à gauche de la fenêtre le n° de l'objet indiqué entre parenthèse, par exemple « 08.3704 ». Une version du site est disponible en allemand, français, italien et anglais.

² Chaque objet est traité par la commission compétente de chaque Conseil. Les objets touchant le domaine des animaux ou de leur protection, sont généralement traités par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) du CN (= CSEC-CN) et du CE (= CSEC-CE).

La CSEC-CN pour la législature 2008 - 2011 est composée des 25 Membres du Conseil National suivants : Aubert Josiane (présidente), Füglsteller Lieni (vice-présidente), Bruderer Pascale, Fehr Mario, Fiala Doris, Freysinger Oskar, Galladé Chantal, Gilli Yvonne, Gläuser-Zufferey Alice, Graf Maya, Häberli-Koller Brigitte, Ineichen Otto, Kunz Josef, Mörgeli Christoph, Moser-Tiana Angelina, Müri Felix, Neirynck Jacques, Noser Ruedi, Perrinjaquet Sylvie, Pfister Theophil, Prelicz-Huber Katharina, Riklin Kathy, Schenk Simon, Simoneschi-Cortesi Chiara, Steiert Jean-François.

La CSEC-CE est composée des 13 Membres du Conseil des Etats suivants : Bürgi Hermann (président), Maisen Theo (vice-président), Bieri Peter, Bischofberger Ivo, Burkhalter Didier, Fetz Anita, Gutzwiller Felix, Leumann Helen, Luginbühl Werner, Ory Gisèle, Savary Géraldine, Seydoux-Christe Anne, Stadler Hansruedi.

► Expériences sur les animaux en Suisse en 2007

726'392 animaux ont été utilisés dans nos laboratoires : c'est 110'000 de plus qu'il y a 10 ans !

L'office vétérinaire fédéral (OVF) n'annonce pourtant qu'une « légère hausse »

« 1,5% d'animaux ont été utilisés en plus par rapport à l'année précédente » précise l'OVF dans son communiqué de presse du 30 octobre 2008.

Cela peut sembler « raisonnable » pour le public. La vérité, c'est que ce nombre augmentant chaque année de quelques pour cent, nous en sommes arrivés aujourd'hui au même nombre d'animaux utilisés qu'en 1995 !

Nous avons ainsi fait un bon en arrière de plus de dix ans ! Les raisons de ce gâchis ? Elles sont simples et sont à chercher au sein des institutions publiques, principalement les universités.

Comme l'an passé, l'OVF mentionne que l'expérimentation animale a « sensiblement (sic !) augmenté de 10% dans la recherche fondamentale » (publique), mais diminué de 8% dans la recherche médicale appliquée (principalement privée, soit la pharma)».

Ce que l'on constate, c'est que lorsque qu'une entreprise doit sortir son portefeuille, elle s'applique à ne pas faire de dépenses superflues. Si la pharma débloque chaque année des financements importants pour mettre au point des méthodes qui remplacent les animaux, principalement dans des modèles bioinformatiques (voir notre journal n°21), c'est avant tout dans le but de permettre de réaliser des économies : il y a moins d'erreurs lors d'évaluations de nouvelles substances à but thérapeutique, également moins de frais engagés pour l'achat, l'élevage et l'entretien des animaux dans leurs laboratoires. Les fonds ainsi économisés contribuent à grossir les bénéfices de ces entreprises pour la plus grande satisfaction de leurs actionnaires.

Dans la recherche publique, c'est exactement le contraire qui se produit. Aucun laboratoire public ne met la main à la poche. L'argent distribué provient du contribuable, lequel n'est évidemment pas consulté pour décider de l'affectation de ses contributions. Lorsqu'un citoyen paye ses impôts, une partie va au fonctionnement de l'université de son lieu de résidence. Ainsi, il soutient certes l'enseignement du droit, de la médecine, des sciences sociales et d'autres disciplines. Mais dans la plupart des cas, il soutient également le financement d'expérimentations animales.



A chaque chercheur sa « prestigieuse collection » de souris transgéniques

« Modèle » de recherche (1) annoncé miraculeux et massivement développé à partir du milieu des années 1990, la pharma l'abandonne pourtant progressivement depuis quelques années. Aujourd'hui, la plupart des entreprises pharmaceutiques n'hébergent dans leurs animaleries que des souris dites « conventionnelles ».

Les universités, quant à elles, y croient toujours et produisent à tout va des lignées de souris sur lesquelles on modifie un ou plusieurs gènes. Tous les scientifiques en veulent, persuadés qu'ainsi ils marqueront l'avenir de la recherche. Pour justifier la construction de sa nouvelle animalerie (lire ci-dessous), le doyen de la faculté de médecine de l'université du canton de Genève déclarait notamment (2) : « *Les nouvelles approches scientifiques, indispensables pour les recherches de pointe dans lesquelles la Faculté de Médecine excelle, nécessite son extension. Certains professeurs n'ont pas pu être engagés en raison du manque de place pour héberger leurs collections (d'animaux transgéniques)* ».

Les instances de financement public, comme le FNS (3), soutiennent également cet enthousiasme, malgré les énormes souffrances pouvant être provoquées par ces modifications génétiques.

Des souris qui « crèvent » sans raison, ou « à la simple émission d'un bruit »

Qu'il s'agisse d'animaux transgéniques ou conventionnels, l'utilisation d'animaux à des fins de recherche est de toute façon condamnable si celle-ci leur induit des contraintes ou des douleurs. Mais il faut quand même relever un fait: une souris conventionnelle souffre de l'expérience qui est pratiquée sur elle. Une souris transgénique souffre non seulement de l'expérience pratiquée sur elle, mais dans bien des cas, également des modifications génétiques induites. Alors que les scientifiques minimisent ou occultent généralement ces effets auprès des autorités cantonales chargées d'autoriser leurs « productions », il faut consulter les publications ou communiqués de presse qui émanent de leurs laboratoires, pour connaître réellement l'impact de ces modifications génétiques. On y apprend que tel groupe de souris « crèvent » sans raison (4), ou que tel autre fait de même « à la simple émission d'un bruit » (5).



Nouvelles « usines à souris » pour les universités

Dans la guerre que se livrent les principales universités (ZH, BE, BS, VD, GE) et EPF qui pratiquent l'expérimentation animale, attirer (6) les « stars » actuelles de la recherche devient presque une activité à plein temps.

Pour les accueillir, il faut évidemment des laboratoires en suffisance, mais également des animaleries pour héberger leurs « collections ». Ainsi, les demandes d'agrandissements ou de constructions de nouvelles animaleries sont régulièrement réclamées dans les cantons concernés. En 2005, le peuple du canton de Vaud a clairement refusé en votation un projet démentiel de super-animalerie d'un budget de 12 millions de francs.

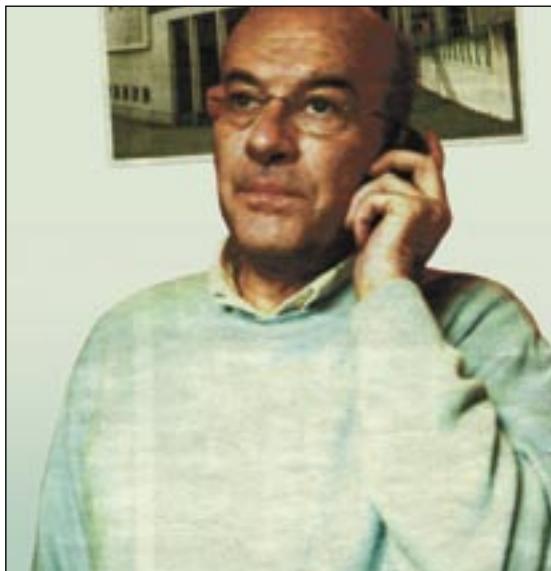
Les habitants du canton de Genève n'auront pas eu la chance d'exprimer leur point de vue sur la construction de la nouvelle usine à souris de son université. Soigneusement intégrée à un projet « *d'extension* » de l'actuel Centre médical universitaire (CMU), lieu dans lequel se déroule la plupart des expérimentations animales de ce canton, son budget de 190 millions de Francs (!) a été voté en mai 2008 par les députés du Grand Conseil genevois. Ce nouveau bâtiment devrait être opérationnel en 2013.

Animalerie démesurée : Genève aura son jouet

Quelqu'un parmi les députés de ce canton a-t-il vraiment évalué ce projet de nouvelle animalerie ? A voir les éléments fournis par l'université, on peut en douter.

Une explication possible est qu'aucun député ne connaît vraiment le milieu expérimental, n'a jamais mis les pieds dans une animalerie et s'est laissé endormir par les explications volontairement trompeuses des représentants de l'université. A la

lecture des différents documents consultés, on se demande vraiment de quelle institution l'université parle lorsqu'elle décrit le fonctionnement de sa Commission « *d'éthique* », du respect des animaux qui prévalent dans ses laboratoires ou de contrôles qui seraient effectués « *plusieurs*



Déclaré « *Dimanche sombre pour la recherche* », le vote Vaudois du 25 novembre 2005 a mis le recteur de l'UNIL dans tous ses états. « *Je dois vite appeler les chercheurs que nous avons attirés pour les convaincre de rester, même si on vient de leur refuser leur outil de travail* » déclarait-il l'air sombre, posant volontiers pour les journalistes le portable vissé à l'oreille. Belle mise en scène mais résultat prévisible: comme d'habitude, personne n'est parti!

fois par mois » par l'autorité cantonale. Mais le plus incroyable vient à la lecture du graphique (7) présentant « *l'évolution probable* » des besoins en animaux pour les chercheurs. L'université présente alors une courbe évolutive partant de la situation actuelle (2005) de 6'186 cages et projetant une croissance annuelle moyenne de 10% (!) pour estimer ses besoins en 2013 à 13'256 cages...

Le plus incroyable n'est pas qu'aucun député ne se soit alarmé devant cette multiplication démesurée de cages, entassant des dizaines de milliers d'animaux.

Après tout, peu d'entre eux ont des connaissances suffisantes pour évaluer le bien-fondé de cette demande.

Le plus incroyable est qu'aucun d'entre eux ne se soit demandé : Où sera trouvé l'argent pour financer autant

de projets d'expérimentation animale nécessitant ces 13'000 cages ?

Cet argent ne sera évidemment jamais trouvé, puisqu'il n'existe pas et n'existera probablement jamais pour financer de simples projets de recherche fondamentale. Pour remplir ces cages et répondre aux caprices des scientifiques, c'est une fois de plus le contribuable de ce canton qui allouera les fonds supplémentaires à l'université, pour qu'elle prenne en charge l'entretien et l'élevage de ces inutiles multiples lignées de souris transgéniques. Et si le Conseil d'Etat de ce canton n'alloue pas les fonds supplémentaires demandés, l'université puisera probablement dans son budget annuel. Avec un recteur et vice-recteur ayant réalisé toute leur carrière dans l'expérimentation animale, les facultés de cette université, jugées moins porteuses en termes de notoriété, pourront se faire du soucis sur la reconduction de leurs budgets.

Augmentation généralisée de l'expérimentation animale

Les dernières statistiques annuelles publiées par l'OVF ne font que confirmer la tendance constatée en Europe, qui faisait également état d'une augmentation de 10% d'animaux utilisés (8).

La raison n'est pas seulement à trouver dans la concurrence que se livrent l'Europe, les Etats-Unis et le Japon pour s'imposer dans le domaine des « sciences du vivant ». Les pays, jusqu'alors déclarés émergents, commencent réellement à émerger et donnent des sueurs froides aux institutions occidentales. Des Pays comme l'Inde ou la Chine -qui comptent déjà plus de scientifiques que les Etats-Unis- disposent de sites de recherche de plus en plus performants.

Pour contrer cette concurrence, l'Europe a créé plusieurs programmes de financements afin d'améliorer la compétitivité de la recherche publique. La Suisse collabore activement à ces programmes en tant que pays associé. Elle verse par exemple chaque année 338 millions de francs pour sa participation au « 7ème programme-cadre de recherche et de développement technologique de l'UE » (PCRD7 2007-2013). Une partie de cet argent lui vient en retour et finance des expériences sur les animaux dans nos laboratoires.

Des méthodes alternatives pour mettre fin à l'expérimentation animale

Face au développement de l'expérimentation animale dans des pays comme la Chine ou l'Inde, imaginer la suppression de cette pratique pour des raisons éthiques liées à la souffrance des animaux paraît bien illusoire. Et lorsque nos autorités et



représentants politiques assurent que la limite de l'expérimentation animale en Suisse entraînerait une délocalisation des sites de recherche et de graves conséquences financières pour notre économie, la plupart des habitants de notre pays ont vite fait leur choix.

Pour une partie du public, si la recherche médicale ne s'effectue plus sur les animaux, elle le sera sur l'être humain. Malgré les progrès effectués dans le domaine des méthodes alternatives et le fait que dans un nombre toujours plus élevé de cas, elles permettent des études plus performantes que celles effectuées sur les animaux, on a l'impression que le public les perçoit toujours, comme de simples flacons remplis d'un bouillon de culture, permettant au mieux, d'effectuer quelques analyses basiques. Cela est probablement dû au fait que la mise au point d'un modèle cellulaire ne suscite aucun intérêt médiatique. Même le modèle, qui aura permis de mettre en évidence les effets secondaires, –non décelés lors de tests sur les animaux d'un médicament ayant envoyé un certain nombre de patient à l'hôpital, ne fera pas l'objet d'un seul article dans un quelconque journal. Par contre, l'étude sur des animaux d'un énième « anticorps » « pouvant ouvrir de nouvelles voies thérapeutiques » suscitera l'intérêt de tous les quotidiens de la place. Même si chacun d'eux sait que la découverte publiée rejoindra, dans 90% des cas, les abîmes des publications scientifiques.

Organismes publics de soutien aux alternatives sans moyen financier et parasités par la pharma

Dans notre pays, le manque d'intérêt pour le développement des méthodes alternatives a plusieurs causes. La principale est due à son absence de soutien, tant au niveau politique qu'au niveau scientifique.

La plupart des élus politiques ont des connaissances limitées dans le domaine de la recherche et « font confiance » aux milieux scientifiques qui assurent, eux : pas de progrès médicaux sans expérimentation animale. Mais celui qui cherche à connaître les organigrammes des sources de financement pour la recherche médicale d'une part et les groupes de recherche en activité dans les universités ou les hôpitaux d'autre part, se rendra compte que « les milieux scientifiques » ne représentent en fait qu'un seul groupe d'intérêt : celui des scientifiques qui font des expérimentations animales et qui occupent tous les postes clés !

Même la Fondation des 3R, créée il y a plus de 20 ans par le Conseil fédéral, pour théoriquement « encourager le développement des méthodes alternatives », est noyautée en toute légalité par des représentants des milieux pharmaceutiques ou des parlementaires directement liés aux intérêts de la pharma. Quant aux moyens

financiers alloués à cette Fondation, à laquelle la Confédération déclare lui fournir « des moyens considérables », elle ne reçoit en réalité qu'un budget annuel misérable d'environ 800'000 Francs ! Dans ces conditions, les chances pour que des projets alternatifs intéressants voient le jour dans nos laboratoires sont quasi nulles, et cela laisse toute liberté aux scientifiques, qui vivent de l'expérimentation animale, de déclarer qu'ils sont les seuls capables de faire évoluer la recherche médicale.

«On ne peut pas se passer entièrement de l'expérimentation animale» écrivait en 2005 la Présidente de la Fondation des 3R et Conseillère aux Etats argovienne Christine Egerszegi-Obrist, en introduction à la brochure réalisée à l'occasion du 20e anniversaire de la Fondation des 3R ! Avec un tel enthousiasme, ce n'est pas étonnant que cette fondation n'ait péniblement soutenu qu'une centaine de projets... en 20 ans !



Inverser les sources de financement

Nous devons maintenant relever nos manches et faire en sorte que les sources de financements s'inversent. C'est à nous de démontrer au public et à nos représentants politiques que l'attribution de subsides est totalement biaisée et ne favorise pas la recherche médicale, mais uniquement l'expérimentation animale.

Nous prévoyons cette année le lancement d'une campagne d'information. Des prises de contacts seront également organisées avec les différents organes influents de notre Parlement.

Vous avez pu constater que, grâce à plusieurs legs, les finances de la Ligue sont bonnes. Nous pouvons sérieusement envisager ce travail d'approche avec l'espoir qu'il se développe en notre faveur.

S'il est essentiel que la tenue de stands ou de manifestations dénonçant la cruauté de l'expérimentation animale se poursuive, il faut également accompagner nos revendications auprès du public, avec des solutions de recharge réalistes.

Supprimer l'expérimentation animale ne nécessite pas d'avoir recours à l'homme, mais d'utiliser des modèles bioinformatiques couplés à des cultures cellulaires, qui permettent l'élaboration de tissus et, bientôt, d'organes et de milieux organiques complexes. Le pessimisme encore justifié il y a quelques années sur la possibilité de développer ces modèles n'est plus de mise. Nous savons maintenant que les contraintes empêchant leur existence ne sont pas scientifiques, mais financières.

Le Comité de rédaction

(1) En modifiant génétiquement un animal (généralement la souris), un chercheur tente de lui faire exprimer une maladie qu'il ne développerait pas « naturellement ». Par exemple une tumeur cancéreuse. Le comble de l'absurdité est atteint lorsque l'on tente en plus de provoquer à un animal une maladie qu'il n'exprimerait jamais à l'état sauvage, par exemple une maladie respiratoire à une souris. Des études « devant permettre une meilleure compréhension des maladies » sont ainsi effectuées sur un modèle animal dont aucun paramètre ne permet une comparaison sérieuse avec une maladie humaine.

(2) Rapport PL 9279-A du 3 janvier 2005, p.18/44

(3) Fonds national suisse pour la recherche scientifique. Doté d'un budget annuel de 500 millions de francs alloué par la confédération, environ 100 millions sont employés pour soutenir la recherche dans les domaines de la médecine et de la biologie, principalement pratiqués dans les universités et EPF.

(4) Interview à la radio suisse romande le 26 février 2008 du directeur du Pôle de recherche national « Frontiers in Genetics».

(5) www.unige.ch/presse/communique/03-04/0615epilepsie.html

(6) Si ces scientifiques « reconnus » dans un domaine de recherche spécifique coûtent cher à l'université (prestations salariales supérieures à la normale, compensations supplémentaires, par exemple par le rachat de la caisse de retraite etc.), celle-ci en retire également des avantages : avoir des scientifiques (qui souvent enseignent également) prestigieux augmente la renommée de l'université et favorise la venue de sources de financement supplémentaires aux contributions cantonales et fédérales.

De leurs côtés, ces professeurs viennent principalement pour faire de la recherche (laquelle a contribué à cette notoriété qui leur permet de négocier un salaire en conséquence) et s'installent après la garantie donnée par l'université de trouver des conditions de travail idéales : laboratoire équipé, équipe de recherche dont les salaires sont tout ou partie pris en charge par l'institution etc.

(7) PL 9995, p.15/55

(8) Les dernières statistiques européennes (publiées en 2005) indiquent que plus de 10 millions d'animaux ont été utilisés en 2002 dans les laboratoires, ce qui représente une augmentation de près de 10% en comparaison des précédentes statistiques publiées en 1999.

News LSCV

Suite de deux de nos dossiers en cours

Dossier « Vivisection autorisées sur 100 jeunes oiseaux »

Pour mémoire, une plainte avait été déposée en mars 2007 contre l'autorité cantonale de Soleure, après qu'elle ait autorisé un biologiste à effectuer des expériences sur des martinets à ventre blanc, provoquant la mort de plusieurs oiseaux.

Après avoir interpellé le Parquet de Soleure sur la lenteur de la procédure (le dossier est ouvert depuis maintenant deux ans !), notre avocat a été avisé en décembre dernier que le dossier a été (pour la troisième fois) transmis à un nouveau juge... On se demande sérieusement si le Parquet de Soleure souhaite réellement traiter cette plainte avant qu'elle ne soit prescrite. Néanmoins, une avancée positive pour ce dossier est quand même perceptible : fin décembre 2008, une demande d'expertise a été officiellement soumise à la Commission zurichoise sur l'expérimentation animale. Parmi les 19 questions posées par le Parquet de Soleure, la Commission zurichoise devra notamment évaluer la procédure expérimentale et la validité de l'autorisation délivrée par le service vétérinaire cantonal de Soleure. La suite de ce dossier dans notre prochain journal.



Produits cosmétiques et d'entretien ménager non testés sur les animaux



En décembre dernier, nous avions parlé de notre projet de collaboration avec l'AGSTG afin d'élaborer une nouvelle liste de produits cosmétiques et d'entretien ménager, non testés sur les animaux. Le projet est en voie d'être finalisé et porte le nom de **KOOTIVE**, contraction de « **Kosmetik ohne Tierversuche** », qui signifie « cosmétiques non testés sur les animaux ».

Le site Internet www.kootive.ch est en cours d'élaboration et sera en ligne prochainement. D'ici là, vous pouvez déjà découvrir ci-contre le logo que nous avons choisi pour notre charte graphique.

Notre collaboration avec l'AGSTG a principalement pour but d'unir nos forces dans ce domaine. Elle nous permettra d'assurer un meilleur suivi des marques référencées et d'effectuer des contrôles plus réguliers sur leurs déclarations. De plus, le site Internet www.kootive.ch sera exclusivement consacré à ces produits. Une base de données devrait, par exemple, permettre de trouver rapidement les types de produits disponibles pour chaque marque ainsi que les points de vente etc. Afin de pouvoir garantir notre totale indépendance vis-à-vis des marques référencées, leurs enregistrements et tous les frais liés à leur présence sur nos divers supports (site Internet, liste, annonces etc.) sont pris en charge par KOOTIVE. Il n'est pas non plus prévu que des espaces publicitaires soient mis à disposition de ces marques sur les différents supports que nous allons utiliser. Néanmoins, le budget alloué à KOOTIVE devrait rester modeste, une partie du travail étant effectué bénévolement ou à des tarifs « sympathisants ».

Envie de tenir des stands d'information pour la LSCV ?

Informer le public sur le sujet de l'expérimentation animale est important. Dans ce domaine, des changements n'interviendront que si nos autorités constatent que le public n'est plus satisfait des méthodes utilisées pour la recherche médicale. Pour ces raisons, nous cherchons des personnes, parmi nos membres ou sympathisants, pour organiser des stands d'information.

Jusqu'à présent, les personnes souhaitant nous aider contactaient le bureau de la Ligue et annonçaient leurs disponibilités pour tenir des stands. Les problèmes suivants ont été constatés :

Dans certains cas, personne ne peut « organiser » de stand dans la région dans laquelle des bénévoles se sont annoncés. Ces bénévoles qui sont prêts à « aider » ne sont donc jamais contactés, faute de pouvoir organiser la tenue d'un stand. Dans d'autres cas, des groupes de personnes sont déjà en place et organisent eux-mêmes la tenue de leurs stands. Ils n'ont pas vraiment besoin des personnes inscrites sur notre liste de bénévoles. Ceux-ci ne sont donc pas contactés non plus. Enfin, lorsque nous faisons appel aux personnes inscrites sur notre liste, il arrive que des téléphones ne soient plus valables, que la disponibilité manque etc.

Pour ces raisons, nous allons essayer de mettre en place une autre façon de procéder. Celle-ci devrait être plus satisfaisante pour les personnes qui désirent être actives sur le terrain, puisque nous souhaitons favoriser la possibilité d'organiser des stands de manière autonome.

Par exemple, pour tenir un stand, si vous êtes seul(e) ou si vous êtes un groupe déjà formé:

- Annoncez-vous au bureau de la Ligue
- Effectuez les démarches auprès de la ville ou commune de votre choix (demande d'autorisation pour un emplacement etc.). En général, ces démarches sont simples. La seule difficulté consiste à trouver un bon emplacement, à savoir dans un lieu de passage, suffisamment visible etc.
- Transmettez-nous le lieu, l'heure et la date de la tenue de votre stand.

Nous proposons :

• La Ligue prend en charge les frais liés à la tenue de ce stand : frais administratifs, déplacements si nécessaire etc. Seule la présence des participants aux stands n'est pas rétribuée et s'effectue à titre bénévole.

• Nous fournissons tout le matériel nécessaire à la tenue du stand : Si vous avez de la place pour stocker du matériel (par ex. un garage), nous pouvons mettre à votre disposition une tente de type structure alu rétractable, des tables et chaises pliables, de la documentation, des affiches etc. Si vous n'avez pas beaucoup de place, nous pouvons mettre à votre disposition un petit stand démontable, des visuels portables etc.

Comme indiqué, nous souhaitons favoriser l'organisation de petits groupes autonomes dans leur façon de fonctionner. Vous offrez votre temps et votre énergie, nous offrons les moyens pour tenir des stands efficaces.

Trois conditions sont émises pour la tenue de ces stands :

- 1) informer le public en respectant les buts et les objectifs de la Ligue.
- 2) vous engager à tenir au moins 4 stands par année et nous communiquer les dates de ceux-ci avant leur tenue.
- 3) Le matériel mis à disposition par la Ligue lui est restitué en cas de fin d'activité.

Intéressé ? N'hésitez pas à contacter le bureau de la Ligue. Si votre envie se concrétise, nous nous déplaçons volontiers pour vous rencontrer et vous fournir le matériel nécessaire.

IMPRESSION **Ligue Suisse Contre la Vivisection**

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV.
PAO et maquette : LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm2 **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Cotisation annuelle des Membres : Minimum CHF 15.-- **CCP 12-2745-6**
Le bureau est ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 : Permanence en français : du lundi au vendredi. **Permanence en allemand :** lundi, mardi matin, mercredi, jeudi matin. **Permanence en italien :** mardi après-midi, jeudi après-midi, vendredi.

Editorial

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga

Am 28. März 2009 findet die nächste Generalversammlung der Liga statt. Beachten Sie dazu die beiliegende Einladung sowie die Traktandenliste. Auf den S. 32 und 33 dieser Zeitung werden auch der Geschäftsbericht sowie die Jahresrechnung der Liga veröffentlicht.

In der letzten Ausgabe berichteten wir über den geplanten Lehrstuhl für Alternativmethoden. Nun möchten wir Sie genauer über das Dossier informieren und Sie mit unserer Begeisterung für die künftige Entwicklung dieser Art von Lehrtätigkeit anstecken. Wir sind Egon Naef, der die Schaffung des neuen Lehrstuhls ermöglicht hat, für seine Arbeit sehr dankbar.

In dieser Zeitung wenden uns mit einem Aufruf an alle Mitglieder, die sich vor Ort oder im Rahmen der Organisation der Liga einsetzen möchten. In den Jahren 2007 und 2008 konnten wir zahlreiche Neumitglieder aufnehmen. Erfreut betrachten wir diese Tatsache als ermutigendes Zeichen, unsere Ziele weiterzuverfolgen. In administrativer Hinsicht haben wir stets mehr Arbeit zu bewältigen. Verschiedene Aktionen, die wir lanciert haben, erfordern ebenfalls eine regelmässige Betreuung. Weitere Vorstandsmitglieder sowie Personen, die vor Ort im Einsatz stehen, sind deshalb herzlich willkommen. Lesen Sie unsere Anzeigen auf den nächsten Seiten gründlich durch und nehmen Sie mit dem Büro der Liga Kontakt auf, wenn Sie interessiert sind. Wir werden Ihnen gerne die erforderlichen Informationen liefern.

Wie in unserer letzten Zeitung erwähnt, finden Sie in dieser Ausgabe auch einen Artikel über die Tierversuchsstatistiken in der Schreiz vom Jahr 2007. Die Pressemitteilung vom Bundesamt für Veterinärwesen (BVET), sowie verschiedene Aufstellungen sind auf den Seiten 34, 35 und 36 publiziert.

Am 5. Dezember 2008 konnten wir Kenntnis nehmen von der erbaulichen Antwort des Bundesrates an Frau Nationalrätin Maya Graf, in Folge ihrer Interpellation (08.3537) vom 25. September 2008 in Bezug auf Botox. Trotz den öffentlichen Enthüllungen über die grausamen Tests die bei jeder Produktionscharge an Mäusen durchgeführt werden, sieht unsere Bundesbehörde keinen Anlass weder zur Intervention oder zur Einschränkung der Verwendung dieses Produktes, noch zur Verminderung der den Tieren zugefügten Leiden ! Wir finden nicht nur diese Antworten des Bundesrates skandalös, sondern auch, dass er sich aller Verpflichtungen entledigt und ein Einschreiten den Kantonen (die nichts unternehmen) überlässt, oder swissmedic (welche bis heute nur eine nichtssagende Mitteilung publiziert hat) beauftragt, die Bevölkerung zu informieren, oder der schlussendlich findet, die internationalen Behörden würden «eine Lösung» an seiner Statt finden ... welch ein Programm ! Angesichts der Trägheit unserer Bundesbehörde, ist es unumgänglich, unsere Aktionen gegen Botox weiterzuführen. Es ist unzulässig, dass die Genehmigung und die Entwicklung neuer, alternativer Testmethoden wegen dem trügen Behördenapparat blockiert wird. Im letzten Teil der Zeitschrift finden Sie eine Petition gegen Botox in Deutsch und Französisch.

Schon seit einiger Zeit können sie diese (auf Deutsch, Französisch und Italienisch) auf unserer Website herunterladen. Sie wird auch von mehreren Schweizer Tierschutzverbänden in Umlauf gebracht. Wir bitten all diejenigen, welche die Petition noch nicht unterzeichnet haben, dies möglichst rasch zu tun. Eine kurze Erklärung finden Sie ebenfalls auf der Rückseite der Petition. Der Text stammt von Dr. Markus Deutsch von der deutschen Vereinigung „Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin“. Sie betrachtet Tierversuche von einem kritischen wissenschaftlichen Standpunkt aus. Die Aktion verdient unsere Unterstützung. Klicken Sie auch die Website der Vereinigung an unter www.aerztefuer tierschutz.ch/de/.

Wir würden uns freuen, Sie am 28. März bei uns willkommen heißen zu dürfen, und grüssen Sie herzlich.

Der Vorstand



Erster Lehrstuhl in der Schweiz

Fortsetzung von S. 1

Zum Abschluss der Feierlichkeiten im Rahmen der 10. Preisverleihung am 29. November 2008 unterzeichnete die Naef-Stiftung den Vertrag mit der Universität Genf. Den Lehrstuhl für Alternativmethoden wird Prof. Cosson (Träger des Egon-Naef-Preises 2004) besetzen, der seine Tätigkeit zum Schuljahresbeginn 2009 aufnehmen wird.



Prof J.-D.Vassali, Dr F. P. Gruber, M. E. Naef, Prof. P. Cosson

EINLADUNG

Jährliche Generalversammlung

Samstag, 28 März 2009 um 14.00 Uhr

Restaurant des 3 Communes Sportzentrum

Rte de Sous-Moulin 39, 1226 Thônex-Genf

(Bus n°27, Bahnhof Cornavin: Haltestelle Sous-Moulin, anfahrt: 25 Minuten). 300 Parkplätze

Traktanden

1. Vorlesung des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht des Präsidenten
3. Bericht der Kassiererin und der Rechnungsprüferinnen
4. Diskussion und Abstimmung betreffend der beiden Berichte
5. Wahl des Vorstandes gemäss den Statuten
6. Wahl eines Rechnungsprüfer
7. Aufnahmen/Austritte
8. Verschiedenes

Diese Einladung gilt als offiziell

Zugang zum Saal via Restaurant

Eine Zählung der anwesenden Mitglieder erfolgt am Eingang. Wir bitten Sie, die erste Seite dieser Zeitung mit Namen und obligatorischer Mitgliedsnummer vorzuweisen.

für Alternativmethoden

Bis anhin bestehen weltweit nur zwei Lehrstühle für Alternativmethoden (1). Somit ist es nicht weiter erstaunlich, dass die jungen Diplomierten, die in der medizinischen Forschung tätig sein möchten, nur ein Vorgehen mittels Tierversuchen in Betracht ziehen. Im Übrigen ist es ungeheuerlich, dass bis heute eine grosse Anzahl junger Doktoranden oder Postdoktoranden über keinerlei Kenntnisse im Bereich der Alternativmethoden verfügt. Diese jungen Wissenschaftler, die noch keine dreissig Jahre alt sind, wurden ausgebildet, um während ihrer ganzen Karriere an Mäusen und Ratten zu forschen. Dabei hoffen sie, eines Tages das „Glück“ zu haben, über genügend Forschungsgelder zu verfügen, um mit Affen arbeiten zu können.



Mentalitäten ändern

Um die in den Labors herrschenden Praktiken zu ändern, reicht es nicht aus, öffentlich zu protestieren und auf unsere Empörung in Anbetracht der Tierversuche in der medizinischen Forschung hinzuweisen. Auch an den Instituten, die Tierversuche durchführen, muss ein Gesinnungswandel stattfinden. Ein Lehrstuhl für Alternativmethoden stellt somit die ideale Voraussetzung dar, um die künftige Forschergeneration zu ermutigen, sich an ethischeren und wissenschaftlicheren Projekten zu beteiligen.

Die Universität Genf – die derzeit äussert erfreuliche, aber auch sehr dunkle Forschungsgeschichte schreibt – bietet den neuen Lehrstuhl aber nicht nur aus selbstlosen Motiven an. Wenn in Genf tatsächlich vom herrschenden Trend abgekommen wird, ausschliesslich auf Tierversuche zu setzen, wird sich die neue Lehrform zweifellos rasch in der übrigen Schweiz verbreiten. In der medizinischen Forschung könnte dies in Bezug die verwendeten Methoden zu einem grundlegenden Wandel führen.

Jahresbudget dank externen Geldern gesichert

Während fünf Jahren ist das Jahresbudget in der Höhe von Fr. 300'000.- für diesen Lehrstuhl ausschliesslich durch externe Gelder gesichert.

Egon Naef konnte verschiedene Stiftungen und Tierschutzorganisationen für sich gewinnen, um das gesamte Budget zu finanzieren. Die Liga beteiligt sich mit einem Betrag von Fr. 50'000.-.

Wir werden Sie demnächst ausführlich über den neuen Lehrstuhl und die In-vitro-Herstellung von Antikörpern informieren, die sich Prof. Cosson als Ergänzung zum Lehrstuhl vorgenommen hat.

Der Redaktionsvorstand

(1) Konstanz (Deutschland) und Utrecht (Niederlande)



Geschäftsbericht 2008 der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Administrative Arbeiten

Sekretariat und Büro: Wie schon 2007 teilten sich Marina Zumkeller und Maja Schmid auch dieses Jahr die einzige bezahlte Stelle der Liga. Im Rahmen eines 40%-Pensums war Marina während ihren Arbeitstagen für die Buchhaltung zuständig und übernahm zudem den Bürodienst. Majas 60%-Pensum beinhaltete die wichtigsten Verwaltungsaufgaben sowie den Kontakt mit unseren Deutschschweizer Mitgliedern. Max Moret, Präsident der Liga, war jeweils am Morgen von 8.00 – 11.00 Uhr im Büro anzutreffen. Vizepräsident Luc Fournier war montags und mittwochs anwesend. Sämtliche Arbeiten im Zusammenhang mit dem Betrieb der Liga und der Kommunikation werden seit über zwei Jahren vom Büro der Liga aus geleistet. Dies ermöglicht uns beträchtliche Einsparungen. Dabei handelt es sich beispielsweise um die Verwaltung der Mitgliederdateien, die Gestaltung der Zeitung, Plakatkampagnen, die Aktualisierung der Website usw.

Buchhaltung: Unsere Buchhaltung wird jedes Jahr von einer Treuhandgesellschaft geprüft und dem Genfer Finanzdepartement vorgelegt. Auf diese Weise ist es möglich, eine Steuerbefreiung zu erhalten. Wir möchten Sie bei dieser Gelegenheit darauf hinweisen, dass Sie gemäss dem in Ihrem Kanton geltenden Gesetz (im Allgemeinen) alle Spenden an die Liga, die mehr als hundert Franken betragen, von den Steuern abziehen können. Bezüglich der Modalitäten kontaktieren Sie Ihre Steuerbehörde oder die Website www.zewo.ch, auf der die aktuellen Bedingungen der einzelnen Kantone aufgeführt sind.

Vorstandssitzungen

Der Vorstand traf sich am 8. März und 13. Dezember im Büro der Liga. Dabei wurde über Finanzhilfen zur Förderung von Alternativmethoden, die punktuelle Unterstützung verschiedener Tierheime in Not und verschiedene Aktionen entschieden. Im Laufe des Jahres fanden mehrere Arbeitssitzungen von Vorstandsmitgliedern statt, um die Weiterführung unserer Aktionen gewährleisten zu können. Im Dezember trat Claudine Wehrli aus dem Vorstand zurück. Diesem gehören derzeit folgende Personen an: Präsident Maxime MORET, Vizepräsident Luc FOURNIER, Rechnungsführerin Marina ZUMKELLER, Mitglieder: Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER, Egon NAEF, Laurianne NICOULIN, Ruth PERDRIZAT und Suzanne WACHTL.

Kantonale Kommissionen für Tierversuche

Zusätzlich zu den kantonalen Arbeitsmeetings nahmen unsere Kommissionsvertreter auch an zwei Jahressitzungen teil. Bei dieser Gelegenheit trafen sich die den Kommissionen angehörenden Aktivmitglieder der Tierschutzverbände der Kantone Basel, Zürich, Bern, Waadt/Wallis, Genf und Freiburg. Die erste Sitzung hielt die Liga am 24. Mai in Bern ab. Im Rahmen der zweiten Sitzung lud der Schweizer Tierschutz (STS) am 13. November in sein Büro nach Basel ein.

Am 19. November wandte sich die Liga an den Genfer Staatsrat und bat diesen, seine Tierversuchskommission wegen schwerwiegender Problemen aufzulösen. Am 8. Dezember traten alle Mitglieder der Kommission zurück.

Der Staatsrat bezeichnete deren Arbeit schliesslich als „nicht zufriedenstellend“. Er setzte sich dafür ein, vor Juni 2009 eine neue Kommission zu bilden. Die Liga wird demnächst einen entsprechenden Vertreter bestimmen. Wir werden Sie in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung genauer darüber informieren.

Auch in die Kommission des Kantons Waadt wurde ein neuer Vertreter der Liga gewählt. Es handelt sich dabei um den Biologen Dr. Daniel Favre, der seit mehreren Jahren als wissenschaftlicher Berater für uns tätig ist. Auch für die Periode 2008/2009 finanziert die Liga Daniels Arbeit, die ausgehend von einer Zellkultur ohne Serum in grossen Volumen eine In-vitro-Proteinsynthese ermöglichen soll. Dies würde Tausenden von Kaninchen das Leben retten, die jedes Jahr im Rahmen von Tierversuchen geopfert werden. Bei solchen Experimenten lässt man die Tiere zuerst mit Phenylhydrazin ausbluten und tötet sie anschliessend. Ihr Blut wird gesammelt und zentrifugiert, um daraus Retikulozytenlysat zu gewinnen. Dieses dient derzeit zur Proteinsynthese.

Am 26. November reichten wir auch die Kandidatur unseres Vorstandsmitglieds Michèle Loisel ein. Sie möchte der Tierversuchskommission des Kantons Neuenburg beitreten. Das Veterinäramt teilte uns mit, wegen den verschärften Bestimmungen im Zusammenhang mit der neuen Tierschutzverordnung (TSchV) werde die Kommission ihre Tätigkeit spätestens im Herbst 2009 aufgeben. In der Folge werde das Veterinäramt einen anderen Kanton mit der Untersuchung und Kontrolle der Tierversuche auf Neuenburger Gebiet beauftragen. In Anbetracht der skandalösen Funktionsweise der Kommission scheint die angekündigte Auflösung eher eine gute Nachricht zu sein. Trotzdem werden wir das Dossier weiterhin im Auge behalten und überprüfen, ob die Kommission ihre Tätigkeit auf den angekündigten Termin hin auch tatsächlich aufgibt.

Förderung von Alternativmethoden

Auch dieses Jahr unterstützten wir verschiedene Projekte, die zur Abschaffung der Tierversuche in der Forschung führen sollen.

Wir waren in folgenden Bereichen tätig:

- Unterstützung von InterNICHE. Diese Vereinigung setzt sich bei privaten oder öffentlichen Institutionen für die Förderung von Alternativmethoden ein und ist hauptsächlich in Europa aktiv.
- Beteiligung am Vorstand der wissenschaftlichen Zeitschrift „ALTEX“. Diese sammelt und aktualisiert alle wissenschaftlichen Projekte zur Ersetzung von Tierversuchen.

- Finanzierung verschiedener Apparate oder synthetischer Modelle zur Ersetzung von Tierversuchungen bei der Ausbildung von Chirurgen im Spital.
- Verschiedene Forschungsprojekte sind im Gang.

VETO und Parlamentariertage

Maja Schmid und Suzanne Wachtl vertraten die Liga an mehreren Sitzungen von VETO, die am 3. März in Zürich und am 10. Juni sowie am 30. September in Bern stattfanden. VETO umfasst verschiedene Schweizer Tierschutzverbände, die sich an gemeinsamen Aktionen beteiligen. Maja und Susanne nahmen für die Liga auch an Versammlungen der Parlamentarischen Gruppe für Tierschutz teil. Diese fanden meist im Rahmen der drei eidgenössischen Sessionen statt. Am 18. März wurden die Tierschutzanwalt-Initiative sowie die Massnahmen behandelt, die in Bezug auf den Import von Kaninchenfleisch zu treffen sind. Berichte über die erbärmlichen Haltebedingungen hatten in der Öffentlichkeit für grosse Empörung gesorgt. Am 10. Juni stand die Diskussion zum Gesetzesentwurf über „gefährliche“ Hunde im Zentrum. Am 30. September wurde über das Handelsverbot mit Seehund-Produkten, die Deklarationspflicht für Pelze und Pelzverbrämungen und die Aufrechterhaltung des Transportverbotes für Tiere debattiert, die zur Schlachtung bestimmt sind.

Werbekampagne

Unsere neue F4-Plakatkampagne gegen das Pelztragen wurde im November und Dezember 2008 in allen Deutsch- und



Westschweizer Kantonen lanciert. Der Slogan „Pelz ohne Leiden gibt es nicht“ stiess in der Öffentlichkeit auf grossen Anklang.

Wir erhielten zahlreiche Botschaften, die uns ermutigten, unsere Aktion weiterzuführen. Im Mai wurden wir von der Schweizerischen Lauterkeitskommission darüber informiert, dass die Beschwerde des Neuenburger Pelzhändlers „Au Tigre royal“ gegen unsere Antipelz-Kampagne abgelehnt worden war. Der Kläger verzichtete auf einen Rekurs gegen diesen Beschluss.

Aktionen – Petitionen, Initiativen und Stände

Wir unterstützten verschiedene Petitionen und Initiativen, indem wir diese jedem Schreiben beilegten und an Ständen Unterschriften sammelten. Für Standaktionen anderer Verbände oder Personengruppen stellten wir auf Anfrage Material (Plakate, Abziehbilder usw.) mit dem Logo der Liga zur Verfügung.



Sylvie Benoît vertrat die Liga am 6. März in Bern, als dem Parlament die Initiative von SOS Chats Noirague überreicht wurde. Für die Initiative, die ein Verbot des Handels mit Katzenfellen und deren Ausfuhr fordert, kamen 118'279 Unterschriften zusammen. Die Botschaft stiess auf Gehör, denn der Bundesrat beauftragte das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) mit einer entsprechenden Änderung des Tierschutzgesetzes (TSchG). Der neue Gesetzesartikel enthält auch ein Verbot des Handels mit Hundefellen und deren Ausfuhr.

Unsere erste Veranstaltung ZUGITIVE (Zusammen gegen Tierversuche), die wir am 27. September in Zusammenarbeit mit der AGSTG und der ATRA durchführten, stiess in der Öffentlichkeit auf regen Anklang. Am 8. Dezember traf Luc in Zürich Andréas Item (AGSTG), Elena Grisafi Favre und Massimo Tetamanti (ATRA), um über die Fortsetzung der Aktion zu sprechen. Dabei wurde beschlossen, diese im September 2009 weiterzuführen. Ort und Datum sind noch nicht bekannt, aber die Veranstaltung wird in Freiburg, Zürich oder Basel stattfinden.

Kartenmailing

Die Vorbereitung unserer Kartenmailings und der dreisprachigen Begleitbriefe, die Auswahl der von Hans Hofstetter in Bern gemalten Karten und der Versand an 150'000 Adressen in der ganzen Schweiz erforderte viel Zeit. Durch Ihre treue Unterstützung wurden wir aber reichlich entschädigt.

Wie schon in unserer Zeitschrift Nr. 15 vom Juni 2007 erwähnt und anlässlich unserer Generalversammlung entschieden, erhalten auch unsere Mitglieder dieses Kartenmailing. Dem Mailing liegen zwei Einzahlungsscheine bei, der Erste (Konto 01-20089-8) ist für «anonyme» Spenden, der Zweite (Konto 12-2745-6) ist für Spenden oder den jährlichen Mitgliederbeitrag vorgesehen.

Unterstützung von Tierheimen in Not

Wie schon im Jahr 2006, unterstützten wir rund zwanzig

Schweizer Tierheime mit monatlichen Beiträgen für Futter und der Übernahme verschiedener Tierarzkosten – beispielsweise für die Sterilisation – sowie punktueller Finanzhilfe. Die Finanzierung erfolgte jeweils nach einer gründlichen Prüfung der Dossiers, wobei die Verwaltung der Gelder regelmässig überprüft wurde. Kastrations- und Sterilisationskampagnen wurden in Zusammenarbeit mit vielen Tierheimen durchgeführt. Die Beträge sind unter der Rubrik «Befreundete Gesellschaften & Hilfe für Tierheime» eingetragen.

Schlussfolgerungen

Auch dieses Jahr konnten wir dank Ihrer Unterstützung und Grosszügigkeit verschiedene Aktionen durchführen, die wir als notwendig erachteten. Einige von ihnen fanden regen Anklang. Trotzdem war unsere Freude von kurzer Dauer, denn auch weiterhin steht viel Arbeit an. Dies gilt nur schon für die Fälle, die uns bekannt sind. Ihre Hilfe ist sehr wertvoll. Wir möchten Ihnen deshalb von ganzem Herzen für Ihren Einsatz und Ihre Unterstützung danken.

Max Moret, Präsident

Ausstellung für Haustiere

animalia

Seit zwei Jahren nimmt die Liga mit einem Informationsstand an der Westschweizer Ausgabe der Ausstellung für Haustiere teil. Diese findet jeweils im Oktober im Lausanner Palais de Beaulieu statt und lockt an einem einzigen Wochenende über 20'000 Besucherinnen und Besucher an. Auf diese Weise können wir eine grosse Anzahl Personen auf das Thema Tierversuche ansprechen. Mit Hilfe verschiedener Alternativmodelle weisen wir darauf hin, dass Vivisektion kein unabänderliches Schicksal darstellt und nicht notwendig ist, um in der medizinischen Forschung Fortschritte zu erzielen.

Freiwillige für unseren Stand in St. Gallen gesucht

Auch dieses Jahr möchten wir gerne an der Deutschschweizer Ausgabe der Animalia teilnehmen, die am 16./17. Mai in St. Gallen stattfindet. Dabei sind wir auf Mitglieder angewiesen, die am Stand anwesend sind. Wenn Sie in der Region St. Gallen wohnen, gerne mindestens einen halben Tag am Stand aushelfen würden und zumindest etwas Französisch sprechen, dann nehmen Sie möglichst rasch, auf jeden Fall aber vor Ende März mit Maja (1) im Büro der Liga Kontakt auf. Anschliessend werden wir Ihre Anwesenheit am Stand in St. Gallen bestätigen.

(1) jeden Montag, Dienstmorgen, Mittwoch und Donnerstagmorgen

Aufruf an Juristen, Rechtsanwälte oder Notare, die mit der Liga sympathisieren

Aufgrund verschiedener Dossiers, die in Bearbeitung begriffen sind, sind wir auf einen Rechtsanwalt oder Notar angewiesen. In gewissen Fällen geht es darum, ein juristisches Gutachten einzuholen oder ein Schreiben zu verfassen. Für die beauftragte Person ist damit kein grosser Zeitaufwand verbunden. Wir bezahlen die Arbeit gemäss den geltenden Tarifen. Aus Spargründen verzichten wir manchmal auf solche Dienstleistungen, obwohl sie bei gewissen Dossiers von Vorteil wären. Wir starten deshalb einen Aufruf an unsere Mitglieder oder Sympathisanten, die als Juristen, Rechtsanwälte oder Notare im Einsatz stehen: Kontaktieren Sie uns, wenn Sie etwas Zeit zur Verfügung haben! Herzlichen Dank im Voraus.

Möchten Sie gerne dem Vorstand beitreten?

Ein Vorstand hat bekanntlich die Aufgabe, einen Verband zu leiten, dessen Interessen zu vertreten und sein Vermögen zu verwalten.

Als Schweizer Organisation kann die Liga in ihrem Vorstand in Form von Delegationen Vertreter aus der Deutsch- und Westschweiz sowie dem Tessin aufnehmen. Wenn Sie für die Liga in Ihrem Kanton tätig sein und sich an Aktionen oder Beschlüssen des Vorstandes beteiligen möchten, nehmen Sie doch Kontakt mit unserem Büro auf. Es wäre wünschenswert, wenn die Liga in den Kantonen Basel und Zürich wieder eine Vertretung hätte. Auch eine weitere Vertretung in Bern wäre eine tolle Sache.



► Tierschutz in der Schweiz

Positive Aktionen im Jahr 2008



Man könnte den Eindruck haben, der Tierschutz komme in unserem Land nicht recht voran. Die wiederholten Akte der Grausamkeit, die Skandale im Zusammenhang mit schlechter Tierhaltung und Fälle, die auf ein schlampiges Vorgehen der Behörden bei der Gesetzgebung hinweisen, könnten das Gefühl nahe legen, die Tierschutzaktionen seien vergeblich und das Schicksal der Tiere interessiere insbesondere unsere politischen Vertreter in Bern nur mässig.

Die Realität ist aber vielschichtiger. In der Tat finden nur wenige Tierschutzaktionen öffentliche Beachtung. Die Aktion von SOS Chats (NE), bei der ein Verbot des Handels mit Katzenpelzen gefordert wurde, stiess auf ein starkes Medienecho. Über alle übrigen Vorstösse im Bereich des Tierschutzes berichteten die Medien aber nur am Rande oder überhaupt nicht.

Trotzdem wurden im letzten Jahr konkrete Aktionen zugunsten der Tiere vorgeschlagen, diskutiert und in gewissen Fällen von unserem Parlament auch akzeptiert.

Wichtige Vorstösse:

- Am 10. September 2008 nahm der Bundesrat die Motion (08.3432)¹ des Zürcher Nationalrates Ruedi Aeschbacher (EVP) an. Dieser verlangte eine möglichst rasche Änderung der Gesetzesgrundlagen, **um den Handel mit Produkten aus kanadischer Robbenschläterei** in der Schweiz zu verbieten.
- Der Genfer Nationalrat Luc Barthassat (CVP) verlangte in seiner Motion (07.3848) ein **Verbot des Handels mit Katzenfellen und deren Ausfuhr**. Diese wurde am 20. März 2008 durch den Ständerat (SR)² und den Nationalrat verabschiedet und am 13. Februar 2008 vom Bundesrat angenommen. Das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) wurde am 18. September 2008 damit beauftragt, einen Gesetzesentwurf vorzubereiten, der eine Änderung des bestehenden Tierschutzgesetzes zur Folge hat. Der neue Gesetzesartikel beinhaltet ein Verbot des Handels mit Hundefellen und deren Ausfuhr.
- Am 19. September 2008 nahm der Bundesrat die Motion (08.3356) der Nationalrätin Tiana Angelina Moser von der Grünliberalen Partei des Kantons Zürich (GLP) an. Diese hatte die

Einführung einer **Deklarationspflicht für importiertes Kaninchenfleisch aus in der Schweiz nicht zulässiger Käfighaltung** gefordert. Der Nationalrat nahm die Motion am 3. Oktober 2008 an. Der Hinweis „aus in der Schweiz nicht zugelassener Käfighaltung“ ist beim Verkauf solcher Importeier bereits obligatorisch.

- Die am 23. März 2007 von der ehemaligen Zürcher Nationalrätin Barbara Marty Kälin (2008 leider nicht wiedergewählt) eingereichte parlamentarische Initiative (07.417) **Grenzkontrollen und Tiertransporte** verlangte insbesondere, dass „**Tiere, die zur Schlachtung bestimmt sind, nicht lebend durch die Schweiz transportiert werden**“. Die Initiative wurde am 2. November 2007 vom Nationalrat angenommen, am 21. Januar 2008 vom Ständerat abgelehnt und am 27. Juni 2008 vom Nationalrat erneut angenommen. Am 14. Oktober 2008 sprach sich auch der Ständerat für die Initiative aus. Am 25. Mai 2008 ersuchte der Kanton St. Gallen seinerseits die Bundesversammlung im Rahmen einer kantonalen Initiative, „**die Durchfuhr von lebenden Schlachttieren durch die Schweiz zu verbieten**“.

Weitere Vorstösse sind in Bearbeitung. Es handelt sich dabei insbesondere um:

- Die am 26. Juli 2007 vom Schweizer Tierschutz STS eingereichte Volksinitiative (08.036) **Gegen Tierquälerei und für einen besseren Rechtsschutz der Tiere** (Tierschutzanwalt-Initiative). In seiner Botschaft vom 14. Mai 2008 (FF 2008 3883) lehnte der Bundesrat mit Pascal Couchepin als Wortführer die Initiative rundweg ab und weigerte sich sogar, einen Gegenvorschlag einzureichen. Der Nationalrat lehnte die Initiative am 23. Januar 2008 ab, möchte aber einen indirekten Gegenvorschlag

einreichen. Die Stellungnahme des Ständerates steht noch aus. Alles scheint jedoch darauf hinzuweisen, dass noch einige Jahre vergehen werden, bis das Volk über die Initiative abstimmen kann.

- Die am 19. März 2008 eingereichte Motion (08.3154) des St. Galler Nationalrates Lukas Reimann (SVP). Dieser forderte den Bundesrat auf, „**eine allgemeine Deklarationspflicht für Schärfleisch vorzuschlagen**“. Am 30. Mai 2008 rief der Bundesrat dazu auf, die Motion abzulehnen. Diese wird demnächst im Nationalrat behandelt.
- Die am 3. Oktober 2008 von der Zürcher Nationalrätin Tiana Angelina Moser (Grünliberale Partei GLP) eingereichte Motion (08.3675) „**Pelzdeklarationspflicht**“. Am gleichen Tag reichte die Aargauer Nationalrätin Pascale Bruder (SP) eine Interpellation (08.3704) ein, welche für die „**Pelzindustrie Transparenz und Deklaration**“ forderte.

Leider wurden auch verschiedene Vorstösse zugunsten der Tiere abgelehnt:

- Am 24. Oktober 2008 lehnte der Nationalrat die von der AGST eingereichte Petition (08.2017) „**Affenversuche abschaffen**“ ab. Der Ständerat hatte die Petition bereits am 2. Oktober 2008 abgelehnt.
- Die am 5. Oktober 2006 von der Nationalrätin Maya Graf (Grüne Baselland) eingereichte parlamentarische Initiative (06.464), die ein „**Verbot von mittel- und schwerbelastenden Tierversuchen an Primaten**“ forderte, wurde am 20. Dezember 2007 vom Nationalrat mit 103 gegen 68 Stimmen abgelehnt. Dies stellte eine grosse Enttäuschung dar. Bei der Abstimmung hatten sich zwei Lager ergeben – auf Befürworterseite standen die Grünen, die Grünliberale der CVP-Fraktion, die EVP und die SP. Die FDP und die SVP stimmten dagegen. Einige ihrer Mitglieder enthielten sich der Stimme (7).



Schweizer Parlament

Hier einige Erklärungen für diejenigen, die nicht wissen, wie unser Parlament funktioniert:

Die Räte

Die Schweizer Bundesversammlung stellt ein Miziparlament dar. Die Abgeordneten treffen sich viermal pro Jahr zu den ordentlichen Sessionen der Bundesversammlung, die jeweils drei Wochen dauern. Dazu kommen ausserordentliche oder Sondersessionen. Zwischen den Sitzungsperioden finden zahlreiche Kommissionssitzungen statt. Die Räte beteiligen sich zudem an parlamentarischen Gruppen oder Arbeitsgruppen und beschäftigen sich mit der Vorbereitung der Dossiers.

Der Nationalrat

Der Nationalrat zählt 200 Mitglieder. Er vertritt das Schweizer Volk. Beim heutigen Bevölkerungsstand kommt auf je 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner 1 Sitz. Jeder Kanton bildet einen Wahlkreis, der mindestens eine Vertreterin oder einen Vertreter wählt. Dies gilt selbst dann, wenn die Bevölkerung unter 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner liegt. Die Nationalräte werden im Proporzverfahren gewählt.



Der Ständerat

Der Ständerat setzt sich aus 46 Vertreterinnen oder Vertretern der Schweizer Kantone zusammen. Jeder Kanton wählt zwei, die Halbkantone Obwalden, Nidwalden, Basel-Stadt, Basel-Land, Appenzell Ausserrhoden und Appenzell Innerrhoden eine Vertreterin oder einen Vertreter. Zürich mit über 1 Million Einwohnerinnen und Einwohnern wählt ebenso zwei Vertreterinnen oder Vertreter wie der Kanton Uri, der rund 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner zählt.

Die Vereinigte Bundesversammlung

Unter dem Vorsitz der Nationalratspräsidentin oder des Nationalratspräsidenten verhandeln National- und Ständerat gemeinsam als Vereinigte Bundesversammlung.

Mit den gewählten Politikern durchgeführte Tierschutzaktionen

Um im Bundeshaus eine Aktion starten zu können, sind wir auf die Unterstützung eines gewählten Politikers oder einer Politikerin angewiesen. Nur sie haben Zugang zum Bundeshaus und können im Rat, dem sie angehören (National- oder Ständerat), einen Vorstoss einreichen. Den Tierschutzverbänden bieten sich dabei verschiedene Möglichkeiten.

Unterstützung durch einen Lobbyisten

Lobbyisten haben Zugang zum Bundeshaus. Ihre (meist entlohnte) Arbeit besteht insbesondere darin, die Politiker anzusprechen und für Geschäfte zu sensibilisieren, die während den parlamentarischen Sitzungen eingereicht werden. Sie haben auch Zugang zu gewissen Informationen, die uns zu reagieren ermöglichen, bevor ein Geschäft behandelt wird.

Beteiligung an der Parlamentarischen Gruppe für Tierschutz

Innerhalb der beiden Räte haben sich die Parlamentarischen Gruppen gebildet. Darin schliessen sich die Parlamentarier ihren politischen Vorlieben gemäss an oder sie tun sich einem bestimmten Thema entsprechend zusammen. Die Gruppen prüfen insbesondere die Vorstösse, die bei den Bundeskammern eingereicht werden.



Die Parlamentarische Gruppe für Tierschutz wird seit 2006 von der ausgezeichneten grünen Politikerin **Maya Graf** geleitet. Gewöhnlich trifft sich die Parlamentarische Gruppe im Rahmen jeder Session einmal. Ihr gehören auch einige Verbände insbesondere aus dem Tierschutzbereich an. Diese haben so die Möglichkeit, die gewählten Politiker direkt anzusprechen. Bei jeder Sitzung werden zudem Vorträge zu bestimmten Themen organisiert. Diese können von Vertretern der Tierschutzverbände oder den Parlamentariern gehalten werden, die sie unterstützen.

Ihre Hilfe ist wertvoll

Wir sind uns bewusst, dass diese Aktionen wenig „spektakülär“ erscheinen mögen. Die bestehende Gesetzgebung ermöglicht es uns aber, gegen Tiermisshandlungen vorzugehen. Deshalb ist die bei unseren Politikern geleistete Arbeit wertvoll. Sie kommt nur langsam voran, benötigt Geduld und führt nicht immer zum erhofften Ergebnis. Trotzdem lohnt sie sich. Diese Arbeit erfordert auch finanzielle Mittel. Nicht nur eine Vertretung in Bern (Lobbying), sondern auch die Vorbereitung der Dossiers muss bezahlt werden. Die landwirtschaftlichen Kreise, die Pharmaindustrie und andere Interessengruppen, die sich dafür einsetzen, dass der Tierschutz in der Schweiz nicht vorankommt, verfügen über die erforderlichen Mittel, um in National- und Ständerat auf ihre Anliegen aufmerksam zu machen. Die Tierschutzverbände sind auf die Mitglieder angewiesen, um Aktionen finanzieren zu können. Ihre Unterstützung ist wertvoll!

Der Redaktionsvorstand

¹ Um sich über die Aktionen der Parlamentarier zu informieren, können alle eingereichten Texte und die dazu gehörenden Berichte eingesehen werden. Möglich ist dies mit Hilfe einer Suche auf der Website des Parlaments unter www.parlament.ch. Dazu wird im Suchmenü links im Fenster die Nummer des in Klammern aufgeführten Vorstosses eingegeben, also beispielsweise „08.3704“. Die Website steht auf Deutsch, Französisch, Italienisch und Englisch zur Verfügung.

² Jeder Vorstoss wird von der zuständigen Kommission jedes Rates behandelt. Vorstösse im Tier- oder Tierschutzbereich werden meist von der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur (WBK) des Nationalrates (WBK-NR) oder des Ständerates (WBK-SR) behandelt.

In der Legislaturperiode 2008-2011 besteht die WBK-NR aus folgenden 25 Mitgliedern des Nationalrates: Aubert Josiane (Präsidentin), Füglsteller Lieni (Vizepräsident), Bruderer Pascale, Fehr Mario, Fiala Doris, Freysinger Oskar, Galladé Chantal, Gilli Yvonne, Glauser-Zufferey Alice, Graf Maya, Häberli-Koller Brigitte, Ineichen Otto, Kunz Josef, Mörgeli Christoph, Moser-Tiana Angelina, Müri Felix, Neirynck Jacques, Noser Ruedi, Perrinjaquet Sylvie, Pfister Theophil, Prelicz-Huber Katharina, Riklin Kathy, Schenk Simon, Simoneschi-Cortesi Chiara und Steiert Jean-François.

Die WBK-SR besteht aus folgenden 13 Mitgliedern des Ständerates: Bürgi Hermann (Präsident), Maissen Theo (Vizepräsident), Bieri Peter, Bischofberger Ivo, Burkhalter Didier, Fetz Anita, Gutzwiller Felix, Leumann Helen, Luginbühl Werner, Ory Gisèle, Savary Géraldine, Seydoux-Christe Anne und Stadler Hansruedi.

► Tierversuche in der Schweiz 2007

726'392 Labortiere: 110'000 mehr als vor zehn Jahren

Nur „leichter Anstieg“ gemäss Bundesamt für Veterinärwesen (BVET)

„Im Vergleich zum Vorjahr wurden 1,5% Tiere mehr eingesetzt“, teilte das BVET in seiner Pressemitteilung vom 30. Oktober 2008 mit. Der breiten Öffentlichkeit mag dies nicht allzu viel erscheinen. Da diese Zahl aber jedes Jahr um einige Prozent zunimmt, sind wir inzwischen auf den Stand von 1995 zurückgefallen.

Wir haben somit einen Rückschritt von über zehn Jahren gemacht. Dafür gibt es einfache Gründe. Diese sind bei den öffentlichen Institutionen und hauptsächlich bei den Universitäten zu suchen.

Das BVET erklärte zudem, wie schon im Vorjahr hätten die Tierversuche in der (öffentlichen) „Grundlagenforschung leicht (sic!) zugenommen“, seien in der angewandten medizinischen Forschung (hauptsächlich privat, also Pharmaindustrie) aber um 8% zurückgegangen».

Diese Zahlen machen deutlich, dass ein Unternehmen auf überflüssige Ausgaben verzichtet, wenn es um sein eigenes Portemonnaie geht. Jedes Jahr werden in der Pharmaindustrie beträchtliche Summen für die Entwicklung von Methoden aufgewendet, mit denen sich Tierversuche ersetzen lassen. Dies gilt insbesondere für bioinformatische Modelle (siehe Ausgabe Nr. 21 unserer Zeitung). Damit sollen hauptsächlich Gelder eingespart werden. Bei der Evaluation neuer Substanzen zu therapeutischen Zwecken treten weniger Fehler auf und es entstehen weniger Kosten für Kauf, Züchtung und Unterhalt der Labortiere. Die so eingesparten Gelder tragen dazu bei, die Gewinne der entsprechenden Unternehmen zu steigern. Dies wiederum freut die Aktionäre sehr.

In der öffentlichen Forschung läuft es genau umgekehrt. Kein öffentliches Labor wendet eigene Gelder auf. Sie stammen vielmehr von den Steuerzahldern, die bezüglich der Verwendung ihrer Beiträge natürlich nicht um Rat gefragt werden. Wenn ein Bürger seine Steuern bezahlt, geht ein Teil davon an die Universität in der Nähe seines Wohnortes. Er unterstützt so den Hochschulunterricht in den Bereichen Recht, Medizin, Sozialwissenschaften usw. In den meisten Fällen trägt er aber auch zur Finanzierung von Tierversuchen bei.



„Wundervolle Sammlungen“ transgener Mäuse

Als wundersames Forschungs-„Modell“ (1) gepriesen, wurden die transgenen Mäuse ab Mitte der Neunzigerjahre immer häufiger eingesetzt. Seit einigen Jahren wendet sich die Pharmaindustrie aber allmählich davon ab. Heute werden in den meisten Tierhaltungsräumen nur noch so genannte „konventionelle“ Mäuse gehalten.

Die Universitäten hingegen glauben immer noch an das Wundermittel und stellen um jeden Preis ganze Zuchlinien von Mäusen her, an denen ein oder mehrere Gene verändert werden. Sämtliche Wissenschaftler möchten diese Mäuse haben, um damit Forschungsgeschichte zu schreiben. Als Rechtfertigung für den neuen Tierhaltungsraum (siehe weiter unten) erklärte der Dekan der medizinischen Fakultät der Universität Genf (2): „Die neuen wissenschaftlichen Vorgehen, die im Bereich der Spitzenforschung angewandt werden, in dem sich die medizinische Fakultät einen Namen gemacht hat, müssen erweitert werden. Gewisse Professoren konnten nicht eingestellt werden, weil sie nicht genügend Platz für ihre Sammlungen (transgener Tiere) hatten.“

Trotz der ungeheuren Leiden, welche für die Tiere mit solchen genetischen Veränderungen verbunden sind, lassen sich sogar öffentliche Finanzierungsinstanzen wie der SNF (3) von der allgemeinen Begeisterung anstecken.

Grundlos oder „weil ein Geräusch erzeugt wurde“ „verreckte Mäuse“

Ob es sich nun um transgene oder konventionelle Mäuse handelt, die Verwendung solcher Tiere zu Forschungszwecken ist auf jeden Fall zu verurteilen, wenn damit Leiden oder Schmerzen verbunden sind. Dabei gilt es eines zu bedenken: Eine konventionelle Maus leidet unter dem Versuch, der an ihr durchgeführt wird. Eine transgene Maus leidet aber nicht nur unter einem solchen Versuch, sondern in vielen Fällen auch unter den genetischen Veränderungen, die an ihr vorgenommen wurden. Die Wissenschaftler spielen solche Auswirkungen beiden kantonalen Behörden, auf deren Bewilligung sie angewiesen sind, meist herunter oder verschleiern sie. Aus den Publikationen und Pressemitteilungen, die aus ihren Labors stammen, geht aber hervor, welche Auswirkungen solche genetischen Veränderungen haben können. So erfährt man beispielsweise, dass eine Gruppe von Mäusen grundlos (4) oder „nur weil ein Geräusch erzeugt wird“ (5) „verrekt“.



Neue „Mäusefabriken“ für die Universitäten

Im erbitterten Kampf, den sich die grössten Universitäten (ZH, BE, BS, VD, GE,) und die Technischen Hochschulen liefern, die Tierversuche betreiben, wird das Anlocken (6) der „Stars“ der heutigen Forschung nahezu zu einer Vollzeitbeschäftigung.

Um solche Kapazitäten für sich gewinnen zu können, sind genügend Labors, aber auch Tierhaltungsräume erforderlich, in denen diese ihre „Sammlungen“ unterbringen können. In den betreffenden Kantonen werden deshalb regelmässig Anträge für den Bau neuer oder die Vergrösserung bereits bestehender Tierhaltungsräume gestellt. Im Jahr 2005 lehnte das Waadtländer Stimmvolk das wahnwitzige Projekt eines Tierhaltungsraumes für 12 Millionen Franken ab.

Die Bewohner des Kantons Genf haben nicht das Glück, zum Bau der neuen Mäusefabrik an ihrer Universität um ihre Meinung gefragt zu werden. Das Budget von 190 Millionen Franken (!) wurde sorgfältig ins „Ausbauprojekt“ des bestehenden Centre médical universitaire (CMU) integriert, in dem die meisten Tierversuche dieses Kantons stattfinden. Im Mai 2008 gaben die Abgeordneten des Genfer Grossen Rates diesbezüglich grünes Licht. Das neue Gebäude soll im Jahr 2013 in Betrieb genommen werden.

Überdimensionierter Tierhaltungsraum: Genf bekommt sein Schmuckstück

In diesem Zusammenhang stellt sich die Frage, ob überhaupt einer der Grossräte des Kantons Genf das Projekt des neuen Tierhaltungsraumes evaluiert hat. Die von der Universität gelieferten Elemente geben jedenfalls Anlass zu Zweifeln. Eine mögliche Erklärung ist, dass sich keiner der Grossräte im Bereich der Tierversuche wirklich auskennt. Die entsprechenden Politiker haben noch nie einen Tierhaltungsraum betreten und liessen sich von den bewusst trügerischen

Erklärungen der Universitätsvertreter einlullen. Beim Durchlesen verschiedener Dokumente fragt man sich wirklich, von welcher Institution die Rede ist, wenn die Universität von der Arbeit ihrer „Ethikkommission“, vom Respekt vor den Labortieren und von den Kontrollen berichtet, welche die kantonalen Behörden angeblich „mehrmais pro Monat“ vornehmen.



Die als „düsterer Sonntag für die Forschung“ bezeichnete Waadtländer Abstimmung vom 25. November 2005 versetzte den Rektor der UNIL in helle Aufregung.

„Ich muss rasch die Forscher anrufen, die wir für unsere Universität gewinnen konnten. Ich muss sie vom Bleiben überzeugen, auch wenn ihnen ihr Arbeitsinstrument verweigert wird“, erklärte er mit düsterer Miene. Mit dem Natel am Ohr setzte er sich voller Freude für die Journalisten in Pose.

Trotz der geglückten Inszenierung war das Resultat absehbar: Auch dieses Mal verliess niemand die Universität.

Eine Unverschämtheit stellt aber die Grafik (7) zur „wahrscheinlichen Entwicklung“ der Anzahl Tiere dar, welche die Forscher benötigen. Die Universität wartet mit einer Entwicklungskurve auf, die von der bestehenden Situation (2005) mit 6'186 Käfigen ausgeht und bei einem durchschnittlichen jährlichen Wachstum von 10% (!) auf einen Bedarf von 13'256 Käfigen im Jahr 2013 schliesst.

Es ist unglaublich, dass keiner der Grossräte in Anbetracht dieser völlig unverhältnismässigen Zunahme von Käfigen zuckschreckt, in denen Zehntausende von Tieren gehalten werden. Allerdings verfügen auch nur die wenigsten von ihnen über das ausreichende Know-how, um die Angemessenheit dieses Antrages beurteilen zu können.

Fast nicht zu glauben ist aber die Tatsache, dass sich keiner von ihnen gefragt hat, woher denn das Geld für so viele Tierversuchebeschafft werden

soll, dass 13'000 Käfige notwendig sind. Dieses wird wahrscheinlich nie aufgetrieben werden, da zur Finanzierung gewöhnlicher Projekte der Grundlagenforschung gar nicht so viel Geld zur Verfügung steht und wohl auch nie stehen wird. Um die Käfige füllen und auf die Spleens der Wissenschaftler eingehen zu können, werden die Steuerzahler der Universität einmal mehr zusätzliche Gelder bewilligen müssen. Nur so ist es möglich, die zahlreichen überflüssigen Zuchtlinien transgener Mäuse zu unterhalten und aufzuziehen. Sollte der Genfer Staatsrat aber die verlangten zusätzlichen Gelder nicht bewilligen, wird die Finanzierung wahrscheinlich über das Jahresbudget der Universität erfolgen. In Anbetracht eines Rektors und eines Vizepräsidenten, die während ihrer gesamten Karriere Tierversuche durchgeführt haben, werden sich die weniger renommierten Fakultäten der Universität Sorgen um ihr Budget machen müssen.

Flächendeckende Zunahme der Tierversuche

Die neuesten vom BVET veröffentlichten Jahresstatistiken bestätigen die in ganz Europa festgestellten Tendenzen. Die entsprechenden Statistiken wiesen auf einen Anstieg der verwendeten Tiere um 10% hin (8).

Dies ist nicht nur auf den Konkurrenzkampf zurückzuführen, den sich Europa, die Vereinigten Staaten und Japan liefern, um in den „Wissenschaften vom Lebendigen“ die Nase vorn zu haben. Die bis anhin als aufstrebende Länder bezeichneten Staaten beginnen tatsächlich aufzustreben und treiben den westlichen Institutionen den Angstschweiß auf die Stirn. Länder wie Indien oder China, die heute bereits mehr Wissenschaftler zählen als die Vereinigten Staaten, verfügen über immer leistungsfähigere Forschungszentren. Um mit dieser Konkurrenz mithalten zu können, hat Europa mehrere Finanzierungsprogramme geschaffen. Damit soll die Wettbewerbsfähigkeit in der öffentlichen Forschung verbessert werden. Als Bündnispartner beteiligt sich die Schweiz aktiv an solchen Programmen. Für ihre Beteiligung am „Sieben Rahmenprogramm für Forschung, technologische Entwicklung und Demonstration (RP7 2007-2013)“ beispielsweise gibt sie jährlich 338 Millionen Franken aus. Einen Teil dieser Gelder erhält sie wieder zurück und finanziert damit Versuche an hiesigen Labortieren.

Alternativmethoden, um den Tierversuchen ein Ende zu bereiten

In Anbetracht der Entwicklung der Tierversuche in Ländern wie China oder Indien, erscheint die Einstellung dieser Praktiken aus ethischen Gründen im Zusammenhang mit dem Leid der Tiere illusorisch zu sein. Wenn unsere Behörden und politischen Vertreter zudem damit drohen, dass eine Einschränkung der



Tierversuche in der Schweiz zu einer Verlagerung der Forschungsstandorte führen würde und für unsere Wirtschaft schwerwiegende Auswirkungen hätte, haben die meisten Bewohnerinnen und Bewohner unseres Landes ihre Meinung rasch gebildet.

Ein Teil der Bevölkerung ist zudem der fälschlichen Ansicht, bei einer Einstellung der Tierversuche würde an Menschen medizinische Forschung betrieben. Trotz unseren Fortschritten im Bereich der Alternativmethoden und der Tatsache, dass in immer mehr Fällen leistungsfähigere Studien möglich sind als bei Tierversuchen, nimmt die Öffentlichkeit unsere Vorgehensweisen immer noch als einfache Fläschchen mit einem Gebräu an Zellkulturen wahr, die es im besten Fall erlauben, einige Grundanalysen vorzunehmen.

Dies ist wahrscheinlich dadurch bedingt, dass die Entwicklung eines Zellmodells von den Medien in keiner Weise beachtet wird. Das gilt sogar für Modelle, die bei Tierversuchen nicht festgestellte Nebenwirkungen von Medikamenten aufzeigen, welche zur Hospitalisierung zahlreicher Patienten geführt haben. Hingegen stürzen sich sämtliche Tageszeitungen auf den x-ten Tierversuch zur Untersuchung von Antikörpern, der neue therapeutische Wege aufzuzeigen soll. Dies obwohl jeder weiß, dass die veröffentlichte Entdeckung in 90% der Fälle einzig dazu dient, die Zahl der unnützen wissenschaftlichen Publikationen zu vermehren.

Mangelnde Unterstützung von Alternativmethoden und Unterwanderung durch Pharmakreise

Das mangelnde Interesse an der Entwicklung von Alternativmethoden in unserem Land hat verschiedene Gründe. Es ist aber hauptsächlich auf die fehlende Unterstützung auf politischer und wissenschaftlicher Ebene zurückzuführen.

Die meisten Politiker verfügen nur über beschränkte Kenntnisse im Forschungsbereich. Naiv „vertrauen“ sie den wissenschaftlichen Kreisen, die im Brustton der Überzeugung behaupten, ohne Tierversuche seien keine wissenschaftlichen Fortschritte möglich. Die Organigramme der Finanzierungsquellen im Bereich der medizinischen Forschung und der Forschungsteams an den Universitäten und Spitäler sprechen aber eine deutliche Sprache. Die „wissenschaftlichen Kreise“ vertreten nur eine einzige Interessengruppe, nämlich diejenige der Wissenschaftler, die Tierversuche durchführen und sämtliche Schlüsselstellen besetzen.

Vor über zwanzig Jahren rief der Bundesrat die Stiftung Forschung 3R ins Leben, welche „die Entwicklung von Alternativmethoden fördern“ sollte. Diese ist aber auf völlig legale Weise von den Pharmakreisen und von Parlamentariern unterwandert, welche die Interessen der Pharmaindustrie vertreten. Nach Aussage des Bundes wurde die Stiftung mit „beträchtlichen

Mitteln“ ausgestattet. In Tat und Wahrheit verfügt sie aber nur über ein armseliges Jahresbudget von CHF 800'000.-. Unter diesen Bedingungen bestehen praktisch keinerlei Chancen auf die Entwicklung interessanter Alternativprojekte in unseren Labors. In der Folge behaupten die von Tierversuchen lebenden Wissenschaftler grossspurig, sie alleine könnten die medizinische Forschung vorantreiben.

„Auf Tierversuche kann nicht vollständig verzichtet werden“, erklärte 2005 die Präsidentin der Stiftung 3R, die Aargauer Ständerätin **Christine Eggerszegi-Obrist**, in der Einleitung der Broschüre Zum 20-jährigen Bestehen der Stiftung 3R. Angesichts einer derartigen Begeisterung ist es nicht weiter verwunderlich, dass die Stiftung in zwanzig Jahren peinlicherweise nur an die hundert Projekte unterstützt hat.



Umkehrung der Finanzierung

Nun liegt es an uns, die Ärmel hochzukrempeln und für eine Umkehrung der Finanzierung zu sorgen. Wir müssen der Öffentlichkeit und unseren politischen Vertretern beweisen, dass Subventionen völlig einseitig gewährt und anstelle der medizinischen Forschung nur Tierversuche unterstützt werden.

Wir beabsichtigen dieses Jahr die Lancierung einer Informationskampagne. Geplant sind auch entsprechende Kontaktaufnahmen zu den verschiedenen Organen, die in unserem Parlament Einfluss nehmen können. Dank verschiedener Legate erfreut sich die Liga einer guten Finanzlage. Wir können diese Arbeit somit ernsthaft angehen und hoffen, dass sich das Blatt zu unseren Gunsten wenden wird.

Selbstverständlich müssen wir unsere Standaktionen und Veranstaltungen weiterführen, um auf die grausamen Tierversuche hinzuweisen. Wir müssen bei unseren öffentlichen Forderungen aber mit realistischen Ersatzlösungen aufwarten. Die Aufhebung der Tierversuche bedeutet nicht, diese durch Versuche am Menschen zu ersetzen. Vielmehr werden bioniformatische Modelle verwendet, die an Zellkulturen gebunden sind und die Erzeugung von Geweben und demnächst auch von komplexen Organen und organischen Milieus ermöglichen. Der im Zusammenhang mit der Entwicklung dieser Modelle herrschende Pessimismus war vor einigen Jahren noch berechtigt. Heutzutage ist er aber völlig überholt. Inzwischen wissen wir, dass die Entwicklung solcher Alternativmethoden nicht durch wissenschaftliche, sondern einzig durch finanzielle Hindernisse gehemmt wird.

Der Redaktionsvorstand

(1) Durch die genetische Veränderung eines Tieres (hauptsächlich Mäuse) versucht ein Forscher, eine Krankheit wie beispielsweise einen Krebstumor zu erzeugen, die bei einem Tier auf „natürliche“ Weise gar nicht auftreten würde. Der Gipfel des Absurden ist erreicht, wenn beim Tier eine Krankheit wie beispielsweise eine Atemerkrankung bei Mäusen erzeugt werden soll, die in der Natur gar nie vorkäme. So werden an einem Tiermodell, dessen Parameter einen ernsthaften Vergleich mit einer menschlichen Krankheit gar nicht erlauben, Studien vorgenommen, „die ein besseres Verständnis der Krankheiten ermöglichen“.

(2) Bericht PL 9279-A vom 3. Januar 2005, S. 18/44

(3) Schweizerischer Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung. Dieser wird vom Bund jährlich mit 500 Millionen Franken unterstützt. Rund 100 Millionen werden für die Forschung in Medizin und Biologie aufgewendet, die hauptsächlich an den Universitäten und der ETH/EPFL betrieben wird.

(4) Interview, das der Direktor des Nationalen Forschungsschwerpunktes „Frontiers in Genetics“ am 26. Februar 2008 dem Westschweizer Radio erteilt.

(5) www.unige.ch/presse/communique/03-04/0615epilepsie.html

(6) Solche in einem spezifischen Forschungsbereich „anerkannten“ Wissenschaftler kommen die Universitäten teuer zu stehen (höhere Löhne als üblich, Zusatzleistungen beispielsweise durch den Einkauf in die Pensionskasse usw.). Diese profitieren aber auch vom Ganzen. Durch renommierte Forscher (die oftmals auch eine Lehrtätigkeit ausüben) steigt das Ansehen einer Universität. Das wiederum fördert die Aussicht auf zusätzliche Finanzierungsquellen nebst den Beiträgen von Bund und Kantonen. Die Professoren ihrerseits wollen an den Universitäten hauptsächlich Forschung betreiben. Diese hat ihnen das Ansehen ermöglicht, dank dem sie ein entsprechendes Gehalt aushandeln können. In der Folge lassen sie sich an der Hochschule nieder, die ihnen ideale Arbeitsbedingungen gewährleistet. Dazu gehören ein gut ausgestattetes Labor, ein Forschungsteam, dessen Löhne ganz oder teilweise von der Institution übernommen werden usw.

(7) PL 9995, p.15/55

(8) Die neuesten (2005 veröffentlichten) europäischen Statistiken weisen darauf hin, dass in den Labors im Jahr 2002 über zehn Millionen Tiere verwendet wurden. Dies bedeutet eine Zunahme von 10% im Vergleich zu den 1999 veröffentlichten Statistiken.

News SLGV

Weiterführung von zwei Dossiers

Dossier „Vivisektion an hundert Jungvögeln bewilligt“

Sie erinnern sich – im März 2007 wurde bei der Behörde des Kantons Solothurn eine Beschwerde eingereicht. Die Behörde hatte einem Biologen erlaubt, an Alpenseglern Versuche durchzuführen, die zum Tod mehrerer Vögel führten.

Nachdem wir uns beim Solothurner Staatsanwalt über das lang anhaltende Verfahren beschwert hatten (Das entsprechende Dossier ist seit zwei Jahren hängig!), wurde unserem Rechtsanwalt im Dezember mitgeteilt, das Dossier sei (zum dritten Mal) einem anderen Richter zugeteilt worden. Man muss sich ernsthaft fragen, ob der Solothurner Staatsanwalt sich tatsächlich mit der Beschwerde befassen möchte, bevor er dazu gezwungen wird. Eine positive Nachricht im Zusammenhang mit diesem Dossier ist zumindest zu vermerken: Ende Dezember wurde bei der Zürcher Tierversuchskommission ein offizieller Antrag auf ein Gutachten eingereicht. Insgesamt stellte der Solothurner Staatsanwalt 19 Fragen. Die Zürcher Kommission wird insbesondere das Versuchsverfahren und die Gültigkeit der vom Solothurner Veterinärsamt erteilten Bewilligung beurteilen müssen.

Über den weiteren Verlauf des Dossiers berichten wir in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung.



Nicht an Tieren getestete Kosmetika und Haushaltprodukte



Im Dezember berichteten wir bereits von unserem Projekt mit der AGSTG, im Rahmen dessen wir eine neue Liste mit Kosmetika und Haushaltprodukten erstellten, die nicht an Tieren getestet worden sind. Das Projekt, das kurz vor seinem Abschluss steht, heisst KOTIVE. Die Abkürzung stellt einen Zusammenzug von „Kosmetik ohne Tierversuche“ dar.

Die Website www.kotive.ch ist im Entstehen begriffen und wird demnächst aufgeschaltet. Jetzt schon vorlegen können wir Ihnen das Logo, das wir für unsere grafische Darstellung gewählt haben. Ziel unserer Zusammenarbeit mit der AGSTG ist es hauptsächlich, Synergien in diesem Bereich zu nutzen. Wir werden so die aufgeführten Marken besser überwachen und ihre Deklarationen regelmässiger kontrollieren können. Die Website www.kotive.ch wird ausschliesslich diesen Produkten gewidmet sein. So sollte es beispielsweise eine Datenbank ermöglichen, die für jeden Markt zur Verfügung stehenden Produktarten sowie die Verkaufsstellen usw. aufzufindig zu machen.

Um unsere vollständige Unabhängigkeit von den Marken zu gewährleisten, übernimmt KOTIVE die Registrierung sowie sämtliche Kosten im Zusammenhang mit ihrer Auflistung auf verschiedenen Datenträgern (Website, Liste, Anzeigen usw.). Es ist nicht vorgesehen, diesen Marken auf den verschiedenen Datenträgern, die wir benutzen werden, Werbeflächen zur Verfügung zu stellen. Trotzdem sollte KOTIVE nur ein bescheidenes Budget benötigen, da die Arbeit teilweise von Freiwilligen oder zu einem „Freundschaftspris“ geleistet wird.

IMPRESSIONUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst.

Desktop Publishing (DTP) und Layout: SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 g/m² **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch www.lscv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **Pschkto 12-2745-6** **Unser Büro ist telefonisch besetzt von Montag bis Freitag jeweils von 9 bis 12 Uhr und von 2 bis 5 Uhr :** **Französisch** von Montag bis Freitag den ganzen Tag; **Deutsch** jeweils vormittags Montag bis Donnerstag; **Italienisch** Dienstag und Donnerstag nachmittags und am Freitag den ganzen Tag.

Möchten Sie sich an Informationsständen der SLGV beteiligen?

Die Öffentlichkeit über das Thema Tierversuche aufzuklären, ist sehr wichtig. In diesem Bereich sind nur Änderungen möglich, wenn unsere Behörden feststellen, dass die breite Öffentlichkeit nicht mehr mit den in der medizinischen Forschung verwendeten Methoden einverstanden ist. Aus diesen Gründen suchen wir unter unseren Mitgliedern oder Sympathisanten Leute, die sich an Informationsständen beteiligen möchten.

Bis anhin nahmen die Personen, die uns unterstützen wollten, mit dem Büro der Liga Kontakt auf. Sie teilten uns ihren Wunsch mit, sich an Standaktionen beteiligen zu wollen. Durch dieses Vorgehen ergaben sich folgende Probleme:

In einigen Fällen konnte niemand den Stand in der Region „organisieren“, in der sich Freiwillige gemeldet hatten. Diese wurden deshalb nie kontaktiert. In der Folge konnten die entsprechenden Standaktionen nicht durchgeführt werden. In anderen Fällen stehen bereits Personengruppen vor Ort im Einsatz, die selber Standaktionen durchführen. Sie sind nicht wirklich auf Leute angewiesen, die sich in unserer Freiwilligenliste eingetragen haben. Auch in diesen Fällen wird deshalb darauf verzichtet, die Freiwilligen zu kontaktieren.

Wenn wir uns schliesslich an Leute wenden wollen, die sich auf der Liste eingetragen haben, sind die Telefonnummern nicht mehr gültig, die entsprechenden Personen stehen nicht mehr zur Verfügung usw.

Aus diesen Gründen ziehen wir ein anderes Vorgehen in Betracht. Dieses sollte für diejenigen, die vor Ort im Einsatz stehen wollen, zufriedenstellender sein. Wir möchten Freiwilligen die Möglichkeit geben, selbstständig Standaktionen durchzuführen.

Vorgehen, wenn Sie alleine oder im Rahmen einer bereits bestehenden Gruppe eine Standaktion durchführen möchten:

- Wenden Sie sich an das Büro der Liga.
- Nehmen Sie mit der Stadt oder Gemeinde Kontakt auf, in der sie Ihre Aktion durchführen möchten (Einholen einer Bewilligung für einen Standort usw.). Das Vorgehen ist meist sehr einfach. Die einzige Schwierigkeit besteht darin, einen guten Standort zu finden. Dieser sollte sich in einer Durchgangszone befinden, gut sichtbar sein usw.
- Teilen Sie uns Ort, Zeit und Datum Ihrer Standaktion mit.

Unsere Beteiligung:

- Die Liga übernimmt alle Kosten im Zusammenhang mit der Standaktion. Dazu gehören administrative Kosten, allfällige Fahrspesen usw. Nur die Anwesenheit der Freiwilligen am Stand wird nicht entlohnt.
- Wir liefern sämtliches Material für die Standaktion: Wenn Sie genügend Platz haben, um das Material zu lagern (z.B. Garage), können wir Ihnen ein zusammenlegbares Aluzelt, Klapptische und Klappstühle, Unterlagen, Plakate usw. zur Verfügung stellen. Wenn Sie nicht genügend Platz haben, können wir Ihnen einen kleinen zusammenlegbaren Stand, tragbares Bildmaterial usw. zur Verfügung stellen.

Wie bereits erwähnt, möchten wir die Bildung kleiner Gruppen fördern, die selbstständig Aktionen durchführen. Sie schenken uns Ihre Zeit und Energie – wir bieten Ihnen die Mittel, um effiziente Standaktionen zu veranstalten.

Dazu sind drei Bedingungen erforderlich:

- 1) Informieren Sie die Öffentlichkeit unter Einhaltung der Ziele der Liga.
- 2) Führen Sie pro Jahr mindestens vier Standaktionen durch und teilen Sie uns im Voraus Ihre Daten mit.
- 3) Geben Sie uns nach der Standaktion das von der Liga zur Verfügung gestellte Material wieder zurück.

Sind Sie interessiert?

Zögern Sie nicht und nehmen Sie mit dem Büro der Liga Kontakt auf. Wenn Sie konkrete Vorstellungen haben, kommen wir auch gerne zu Ihnen und liefern Ihnen das erforderliche Material.

Editoriale

Cari Soci, Care amiche e cari amici della Lega,

La prossima Assemblea Generale della Lega si svolgerà il 28 marzo 2009. Troverete qui appresso la convocazione e l'ordine del giorno. Il rapporto di attività 2008 è pubblicato sul presente numero, come peraltro i conti della Lega a pagina 32 e 33.

Nel nostro numero precedente, avevamo brevemente accennato al progetto di cattedra di insegnamento dei metodi alternativi. Questa volta siamo in grado di darvi ulteriori precisazioni e desideriamo condividerle con voi il nostro entusiasmo per lo sviluppo futuro di questo insegnamento. Siamo profondamente riconoscenti a Egon Naef per tutto quanto ha intrapreso per consentire la creazione di questa cattedra.

Nel presente numero lanciamo un appello a tutti i nostri Soci desiderosi di coinvolgersi sul terreno o nell'organizzazione della nostra Lega. Nel 2007 e 2008 abbiamo accolto un gran numero di nuovi soci, ciò che ci rallegra e ci incoraggia a perseguire gli scopi ed obiettivi che ci siamo prefissati. D'altra parte, dobbiamo far fronte ad un aumento del lavoro prettamente amministrativo. Molte azioni che abbiamo indetto necessitano una supervisione ed un controllo costanti. In altri termini, membri supplementari del Comitato sarebbero i benvenuti, come pure persone attive sul terreno. Vi invitiamo a prendere visione degli annunci che pubblichiamo nelle pagine successive, e se ce ne è uno che vi interessa, non esitate a mettervi in contatto con l'ufficio della Lega che vi fornirà tutte le informazioni necessarie.

Come indicato sul nostro precedente giornale, potrete leggere il nostro articolo sulle statistiche per il 2007 relative agli esperimenti svolti sugli animali in Svizzera. Il comunicato stampa dell'Ufficio Federale di Veterinaria (UFV) e diverse tabelle descrittive sono pubblicati a pagina 34, 35 e 36.

Il 5 dicembre scorso, abbiamo preso visione delle edificanti risposte del Consiglio federale, in seguito all'interpellazione (08.3537) del 25 settembre 2008 della Consigliera nazionale Maya Graf relativa al Botox. Malgrado la rivelazione pubblica degli spaventosi test effettuati sui topi per verificare ogni lotto di Botox prima della sua commercializzazione, le autorità federali non ritengono utile intervenire né per limitare l'utilizzazione di questo prodotto né per ridurre la sofferenza degli animali! Quello che ci scandalizza non sono soltanto le risposte del Consiglio federale ma anche il suo atteggiamento che consiste nell'esimersi da ogni coinvolgimento lasciando: ai cantoni (che non faranno nulla) l'iniziativa di intervenire; a swissmedic (che a tutt'oggi si è accontentato di un comunicato insignificante) l'iniziativa di informare la popolazione; ed infine alle autorità internazionali la responsabilità di "trovare una soluzione" al suo posto... Che programma!

Di fronte all'inerzia delle nostre autorità federali, urge proseguire le nostre azioni contro il Botox. È inammissibile che l'omologazione o lo sviluppo di nuovi test alternativi siano bloccati per colpa di amministrazioni pigre e svogliate. Alla fine del giornale, pubblichiamo una petizione in francese ed in tedesco contro la produzione di Botox. È fin d'ora possibile telecaricare questa petizione (in francese, tedesco ed italiano) sul nostro sito Internet. È inoltre diffusa da diverse associazioni di protezione degli animali in Svizzera. Ma ringraziamo fin d'ora tutte le persone che non l'hanno ancora fatto, di firmarla al più presto. Potete inoltre consultare un testo esplicativo a tergo di ogni petizione. Questo testo è stato redatto dal Dott. Markus Deutsch, dell'associazione svizzera tedesca « Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin ». Questa associazione affronta la questione della sperimentazione animale da un punto di vista scientifico critico e la sua azione merita tutto il nostro sostegno. Vi invitiamo peraltro a consultare il suo sito Internet all'indirizzo seguente: www.aerzefuer tierschutz.ch

Con la speranza di poter contare sulla vostra presenza il 28 marzo prossimo, vi inviamo i nostri più cordiali saluti.

Il Comitato



Prima cattedra di alternativi in Sviz

Segue da pagina 1

Il contratto tra la Fondazione Naef e l'Università di Ginevra è stato siglato il 29 novembre 2008, al termine della cerimonia della 10a consegna del Premio Naef. Questo insegnamento sarà dispensato dal Professor Cosson (laureato 2004 del Premio Naef) ed inizierà a settembre 2009.



Prof J.-D.Vassali, Dr F. P. Gruber, M. E. Naef, Prof. P. Cosson

INVITO

Assemblea generale annua

Sabato 28 Marzo 2008 alle ore 14.00

Restaurant des 3 Communes Centre sportif

Rte de Sous-Moulin 39, 1226 Thônex-Genève

(Bus n°27, Gare Cornavin : fermata Sous-Moulin, tragitto: 25 minuti). Parcheggio di 300 posti

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea
2. Rapporto del Presidente
3. Rapporto della tesoriere e dei revisori dei conti
4. Discussione e voto sui due rapporti precitati
5. Elezione statutaria del Comitato
6. Elezione di un verificatori ai conti
7. Ammissioni/Dimissioni
8. Varie

come convocazione

Accesso alla sala passando dal ristorante

Si procederà ad un controllo dei soci all'entrata. Presentazione obbligatoria della prima pagina del giornale con il vostro nome e numero di socio.

insegnamento dei metodi zera

A tutto'oggi, esistono soltanto due cattedre di insegnamento dei metodi alternativi al mondo (1). Non è pertanto sorprendente che soltanto la pratica della sperimentazione animale sia presa in conto dai giovani laureati desiderosi di lanciarsi nella ricerca medica.

È peraltro sconcertante constatare che ancora oggi la maggior parte dei laureati o dottorandi non hanno la minima nozione in materia di alternative.



Questi giovani scienziati non ancora trentenni sono già "formattati" per lavorare per tutta la loro carriera con topi e ratti, con la speranza di poter un giorno avere la "fortuna" di ottenere i fondi sufficienti per lavorare su scimmie!

Cambiare le mentalità

Per modificare in profondità le pratiche in corso nei laboratori, non basta protestare pubblicamente e manifestare il nostro sdegno di fronte all'utilizzazione di animali per la ricerca medica. Modificare i comportamenti in seno agli istituti che praticano la sperimentazione animale è altrettanto capitale. Dunque, cosa c'è di meglio di un insegnamento sui metodi alternativi per incoraggiare la futura generazione di ricercatori a lanciarsi in progetti di ricerca più etici e scientifici?

La scelta dell'Università di Ginevra – dove attualmente coesistono il meglio ed il peggio – di introdurre questo insegnamento per la prima volta in Svizzera, è particolarmente interessante : è possibile cambiare la tendenza "tutto vivisezione" attualmente prevalente in questa università, allorché è fuori dubbio che questo insegnamento potrà propagarsi rapidamente nel resto del nostro paese e sarà in grado di modificare in profondità i metodi utilizzati fino ad oggi per la ricerca medica.

Un budget annuo assicurato da fondi esterni

Precisiamo infine che il budget annuo di Fr. 300'000.— di questa cattedra di insegnamento è garantito per cinque anni esclusivamente da fondi esterni all'università...

Egon Naef ha pertanto riunito diverse Fondazioni ed organismi di protezione degli animali per finanziare la totalità del budget, tra i quali la Lega che ha dato il proprio accordo per una partecipazione annua di Fr. 50'000.—

Avremo l'occasione di darvi prossimamente maggiori dettagli sul funzionamento di questa cattedra, nonchè sul progetto di produzione di anticorpi in vitro che il Prof. Cosson intende allestire parallelamente a questa cattedra.

Il Comitato di redazione

(1) Una a Costanza (Germania), l'altra a Utrecht (Paesi Bassi)



Rapporto di attività 2008 della Lega svizzera contro la vivisezione

Lavoro amministrativo

Segretariato ed ufficio: Come nel 2007, l'unico posto stipendiato dalla Lega è condiviso da Marina Zumkeller e Maja Schmid secondo la ripartizione seguente: con un 40%, Marina svolge la contabilità ed una permanenza in ufficio durante i suoi giorni di presenza. Con il 60% restante, Maja svolge i principali lavori amministrativi e garantisce gli scambi con i nostri soci della Svizzera tedesca. Max Moret, Presidente della Lega è presente negli uffici tutte le mattine dalle 8.00 alle 11.00. Luc Fournier, Vice presidente, è presente tutti i lunedì e mercoledì. Tutto quanto attiene al funzionamento della Lega e la comunicazione è svolto da poco più di due anni dall'ufficio della Lega, il che ci consente di realizzare risparmi importanti. Si tratta per esempio della gestione informatica dello schedario dei Soci, la concezione del giornale, le campagne pubblicitarie, gli aggiornamenti del sito Internet ecc.

Contabilità: Ogni anno i nostri conti sono controllati da una società commercialista e sottoposti al Dipartimento delle Finanze di Ginevra. Questo ci consente di usufruire dell'esonero fiscale. Cogliamo l'occasione per farvi presente che avete la possibilità, in virtù della legge vigente nel vostro cantone, di detrarre tutti i doni (generalmente) di un importo superiore a 100 CHF fatti alla Lega. Per conoscere le modalità di detrazione, potete contattare la vostra amministrazione fiscale o consultare il sito Internet www.zevo.ch che tiene aggiornate le diverse condizioni cantonali.

Incontri del Comitato

Il Comitato nazionale si è riunito l'8 marzo ed il 13 dicembre presso gli uffici della Lega. Si è deciso lo stanziamento di aiuti finanziari agli sviluppi di metodi alternativi, di sostegni a diversi rifugi in difficoltà nonché diverse azioni. Durante tutto l'anno, si sono svolte sedute di lavoro tra diversi membri del Comitato per garantire il proseguimento ed il controllo delle azioni in corso.

In seguito alle dimissioni di Claudine Wehrli dal Comitato in dicembre, quest'ultimo raggruppa attualmente le seguenti persone: Presidente : Maxime MORET, Vice presidente : Luc FOURNIER, Tesoriera: Marina ZUMKELLER, Membri : Sylvie BENOÎT, Emmanuel BROILLET, Suzann KARAGÖZ, Michèle LOISEL, Ruth MULLER, Egon NAEF, Laurianne NICOULIN, Ruth PERDRIZAT e Suzanne WACHTL.

Commissioni cantonali di controllo dei laboratori

Oltre alle sedute di lavoro cantonali, i nostri rappresentanti presso le commissioni hanno preso parte alle due riunioni annue che riuniscono i membri attivi nella protezione degli animali facenti parte delle commissioni dei cantoni di Basilea, Zurigo, Berna, Vaud/Vallese, Ginevra e Friburgo. La prima è stata organizzata dalla Lega il 24 maggio a Berna, la seconda dall'STS e si è svolta il 13 novembre presso i suoi uffici a Basilea.

Il 19 novembre, la Lega ha interpellato il Consiglio di Stato ginevrino per chiedere lo scioglimento della sua commissione sulla sperimentazione animale per via di gravi malfunzionamenti. L'8 dicembre tutti i membri di detta

commissione hanno dato le dimissioni. Il Consiglio di Stato ha poi riconosciuto che il lavoro svolto da questa commissione non era "soddisfacente". Si è impegnato a costituire una nuova commissione entro giugno 2009. Un rappresentante della Lega dovrebbe essere prossimamente nominato per farne parte. Vi daremo maggiori dettagli sul nostro prossimo numero.

È stato inoltre nominato un nuovo rappresentante della Lega in seno alla commissione del cantone di Vaud. Si tratta del Dott. Daniel Favre, biologo, che è anche uno dei consulenti scientifici della Lega da diversi anni. La Lega finanzia inoltre, per il periodo 2008-2009, il lavoro di Daniel che dovrebbe consentire la sintesi di proteine in vitro a partire dalla coltura di cellule senza siero, in grandi quantità. Se il suo lavoro è coronato da successo, consentirà di sostituire migliaia di conigli attualmente utilizzati ogni anno. Questi conigli sono prima di tutto anemizzati con fenilidrazina prima di essere uccisi. Il loro sangue viene poi recuperato e centrifugato per estrarne il lisato di reticulociti che attualmente serve alla sintesi delle proteine.

Il 26 novembre, abbiamo proposto la candidatura di Michèle Loisel, Membro del Comitato, per far parte della commissione del cantone di Neuchâtel. Il servizio veterinario ci ha informati che questa commissione avrebbe cessato le sue attività al più tardi nell'autunno 2009, per via delle condizioni vincolanti contenute nella nuova Ordinanza per la protezione degli animali (OPAn). Questo servizio veterinario delegherebbe pertanto ad un altro cantone l'esame ed il controllo degli esperimenti che si svolgerebbero sul suo territorio. Data la modalità di funzionamento a dir poco scandalosa di quest'accommisione, l'annuncio del suo scioglimento è tutto sommato una buona notizia. Tuttavia, continueremo a seguire questo dossier e controlleremo se questa commissione cessa realmente le sue attività come preannunciato.

Aiuti ai metodi alternativi

Anche quest'anno abbiamo sostenuto finanziariamente diversi progetti mirati a sopprimere totalmente l'utilizzazione di animali nella ricerca.

I settori in cui abbiamo concentrato i nostri sforzi nel 2006 sono:

- sostegno a InterNICHE, incaricato di promuovere l'utilizzazione dei metodi alternativi presso le istituzioni pubbliche e private.
- partecipazione al comitato di redazione della rivista scientifica « ALTEX », che raggruppa ed aggiorna tutti i progetti scientifici di sostituzione alla sperimentazione animale.

- finanziamento di diversi apparecchi o modelli sintetici che consentono di sostituire totalmente gli animali durante la formazione dei chirurghi.
- sono in corso diversi progetti di ricerca.

VETO e Giornate dei parlamentari

Maja Schmid e Suzanne Wachtl hanno rappresentato la Lega durante le riunioni VETO che si sono svolte il 3 marzo a Zurigo e il 10 giugno e 30 settembre a Berna.

Per memoria, il VETO raggruppa diverse associazioni svizzere di protezione degli animali, coinvolte in azioni comuni. Maja e Susanne rappresentano la Lega anche nelle riunioni del Gruppo Parlamentare di protezione degli animali. Queste riunioni si sono svolte a Berna, generalmente in occasione delle tre sessioni federali. Il 18 marzo, l'iniziativa « Per l'istituzione di un avvocato della protezione degli animali » è stata dibattuta, nonché le misure da adottare relativamente all'importazione di carne di coniglio a seguito delle rivelazioni sulle condizioni di detenzione che avevano profondamente scosso l'opinione pubblica.

Il 10 giugno, la discussione si è articolata esclusivamente attorno ai cani detti « pericolosi ». Il 30 settembre, i tre temi dibattuti sono stati il divieto del commercio dei prodotti derivati dalle foche, l'obbligo di dichiarare la presenza di pelliccia sugli abiti ed il mantenimento del divieto di transito dei trasporti di animali da macello attraverso la Svizzera.

Campagna di affissione

La nostra nuova campagna pubblica di affissione F4 anti-pelliccia è stata indetta in tutti i cantoni tedeschi e romandi in



novembre e dicembre 2008. Lo slogan « La pelliccia senza sofferenza non esiste » ha avuto un buon impatto presso il pubblico

ed abbiamo ricevuto molti messaggi di incoraggiamento a proseguire le nostre azioni.

In maggio, siamo stati informati dalla Commissione Svizzera per la lealtà che la denuncia sporta dal pellicciaio « Au Tigre royal » di Neuchâtel contro la nostra campagna anti pelliccia del 2007 è stata respinta. Il querelante non ha fatto ricorso contro questa decisione.

Azioni: petizioni, iniziative e stand

Abbiamo sostenuto diverse petizioni ed iniziative aggiungendole alle nostre lettere e facendole firmare sui nostri stand. Abbiamo inoltre fornito materiale (manifesti, autoadesivi, ecc.) con l'intestazione della Lega per stand allestiti da altre associazioni o raggruppamenti che ne hanno fatto richiesta.



Sylvie Benoît ha rappresentato la Lega a Berna il 6 marzo, in occasione della consegna al Parlamento della petizione di SOS Chats Noirague munita di 118'279 firme. Questa petizione chiede il divieto dell'esportazione e del commercio di pelli di gatto in Svizzera. Il suo messaggio è stato sentito poiché il Consiglio federale ha incaricato l'Ufficio federale di Veterinaria (UFV) di modificare la legge attualmente vigente sulla protezione degli animali (LPAn). Il nuovo articolo di legge includerà anche il divieto di commercio e l'esportazione delle pelli di cani.

La nostra prima manifestazione ZUGETIVE « Insieme contro la sperimentazione animale » (Zusammen gegen Tierversuche) organizzata in collaborazione con l'AGSTG e l'ATRA il 27 settembre a Berna ha avuto un eccellente impatto presso il pubblico. L'8 dicembre, Luc ha incontrato Andréas Item (AGSTG), Elena Grisafi Favre e Massimo Tetamanti (ATRA) a Zurigo per dibattere sul seguito da dare a questa manifestazione. Si è deciso di ripeterla in settembre 2009. Il luogo e la data non sono ancora conosciuti ma dovrebbe svolgersi a Friborgo, Zurigo o Basilea.

Mailing delle nostre cartoline

Il lavoro di preparazione delle spedizioni di cartoline, lettere di accompagnamento in tre lingue, scelta delle cartoline dipinte da Hans Hofstetter di Berna ed invio a 150'000 indirizzi in Svizzera, è stato ancora una volta generosamente ricompensato dal vostro fedele sostegno.

Come già anticipato sul nostro giornale n°15 di giugno 2007, in seguito alla discussione avuta nell'ambito della precedente Assemblea Generale, essendo questo mailing inviato anche ai nostri Soci, a partire da quest'anno vi alleghiamo un secondo bollettino di versamento. Il primo (CP n°01-20089-8) è destinato alle persone desiderose di farci un dono e di rimanere « anonime ». Il secondo (CP n°12-2745-6) vi consente di effettuare un dono nominativo o di versare la quota annua.

Aiuti ai Rifugi in difficoltà

Come nel 2006, abbiamo sostenuto una ventina di Rifugi svizzeri sotto forma di apporti alimentari mensili, oppure pagando le spese veterinarie, tra cui le sterilizzazioni, oppure con partecipazioni finanziarie di caso in caso. Questi aiuti sono stanziati previo esame di ogni dossier. Inoltre si garantisce un controllo costante dell'utilizzazione dei fondi.

Diverse campagne di sterilizzazione sono state portate avanti in collaborazione con Rifugi SPA, sicché le spese sostenute in questo ambito sono state riportate nella rubrica contabile "Aiuto ai Rifugi".

Conclusioni

Anche quest'anno, grazie al vostro sostegno ed alla vostra generosità, abbiamo potuto indire e portare avanti le azioni che ci sembravano necessarie. Se alcune sono state portate avanti con successo, la nostra soddisfazione è stata di breve durata di fronte al lavoro che resta da compiere, non fosse altro che per alleviare la sofferenza animale nei casi di cui siamo a conoscenza. I vostri incoraggiamenti sono preziosi! A nostra volta, vi ringraziamo di cuore per il vostro coinvolgimento ed il vostro sostegno a questa causa.

Max Moret, Presidente

Salone degli animali di compagnia

animalia

Da due anni, la Lega dispone di uno stand informativo presso il Salone Animalia "romando" organizzato ogni anno nel mese di ottobre al Palais de Beaulieu a Losanna.

Questa manifestazione attira oltre 20'000 visitatori durante un week-end. Possiamo in tal modo toccare un gran numero di persone sulla tematica della sperimentazione animale. L'esposizione sul nostro stand di diversi modelli alternativi ci consente inoltre di dimostrare che la vivisezione non è una fatalità e non è necessaria per far progredire la ricerca medica.

Cerchiamo volontari per il nostro stand a San Gallo

Quest'anno vorremmo inoltre partecipare al salone Animalia della Svizzera tedesca, che si svolgerà il 6 e 17 maggio prossimo a San Gallo. Per questo abbiamo bisogno di soci che accettano di occuparsi del nostro stand.

Se abitate nella Regione, se avete voglia di tenere il nostro stand almeno mezza giornata, se parlate (anche poco) francese, vi preghiamo di contattare Maja (1) presso l'Ufficio della Lega al più presto e comunque entro la fine marzo in modo che possiamo confermare la nostra presenza a San Gallo.

(1) Tutti i lunedì, martedì mattina, mercoledì e giovedì mattina.

Appello ai giuristi, avvocati o notai simpatizzanti della Lega

Per diversi dossier in corso è necessario che facciamo ricorso ad un avvocato o ad un notaio. In certi casi, si tratta unicamente di sollecitare un parere giuridico o la stesura di un atto che non esige molto tempo per la persona incaricata, e che retribuiamo secondo le tariffe vigenti. Per motivi economici, talvolta facciamo a meno di questo tipo di servizi, anche se ci permetterebbero di sostenere meglio certi dossier. Lanciamo pertanto un appello ai nostri soci e simpatizzanti giuristi, avvocati o notai. Se avete un po' di tempo da dedicarci, non esitate a mettervi in contatto con l'ufficio della Lega. Grazie anticipatamente.

Voglia di partecipare al Comitato nazionale della Lega ?

Come in ogni associazione, un Comitato è chiamato a dirigere l'associazione ed a gestire al meglio i suoi averi ed interessi. In quanto organismo svizzero, la Lega può accogliere in seno al suo Comitato, sotto forma di delegazioni, dei rappresentanti della Svizzera tedesca, della Svizzera romanda e del Ticino. Se avete voglia di coinvolgervi a nome della Lega nel vostro cantone, se desiderate prendere parte alle azioni e decisioni del Comitato, vi invitiamo a farvi conoscere presso l'ufficio della Lega. Peraltro, sarebbe auspicabile che la Lega potesse avere di nuovo una delegazione nei cantoni di Basilea e Zurigo. Una presenza supplementare a Berna sarebbe la benvenuta.



► Protezione degli animali in Svizzera

Azioni positive nel 2008



Si potrebbe avere l'impressione che la protezione degli animali non si evolva molto nel nostro paese. La ripetizione di atti di crudeltà legati alle cattive condizioni di detenzione di animali, ed altri casi che denunciano il lassismo delle autorità a livello di attuazione della legislazione possono dare l'impressione che le azioni dei protettori degli animali sono vane e che la sorte degli animali suscita scarso interesse presso i nostri rappresentanti politici eletti a Berna.

La realtà è diversa. È vero che poche azioni in favore degli animali vengono rese pubbliche. Nel 2008, tranne l'azione SOS Chats (NE) che chiedeva il divieto del commercio delle pelli di gatti, di cui i media hanno parlato molto, i progressi per la protezione degli animali sono stati portati discretamente a conoscenza del pubblico quando non sono stati addirittura completamente ignorati dai media.

Ma azioni concrete in favore degli animali sono state proposte, discusse ed in certi casi accettate dal nostro parlamento federale l'anno scorso.

Tra queste azioni, ricordiamo le seguenti:

- il 10 settembre 2008, il Consiglio federale ha accettato la mozione (08.3432)¹ del Consigliere nazionale (CN) zurighese Ruedi Aschbacher (Partito evangelico/EVP) con la quale si chiede che le basi legali siano modificate al più presto affinchè **l'importazione ed il commercio di prodotti derivati da foche siano vietati in Svizzera**.

- il 18 settembre 2008, dopo l'adozione da parte del Consiglio degli Stati (CS)² ed il CN il 20 marzo 2008, e l'approvazione da parte del Consiglio federale il 13 febbraio 2008 della mozione (07.3848) del CN ginevrino Luc Barthassat (Partito democratico cristiano/PDC) che chiede il **divieto del commercio e dell'esportazione di pelli di gatti**, l'Ufficio federale di veterinaria (UFV) è stato incaricato di predisporre un testo di legge che modifica la legge attuale sulla protezione degli animali. Il nuovo articolo di legge includerà inoltre il divieto del commercio e l'esportazione delle pelli di cani.

- il 19 settembre 2008, il Consiglio federale ha accettato la mozione (08.3356) della CN zurighese Tiana Angelina Moser (Partito verde

liberale/GLP) che chiede la **dichiarazione obbligatoria nei commerci della carne di conigli allevati in batteria, non conforme alle regolamentazioni svizzere**. Il CN ha accettato questa mozione il 3 ottobre 2008. La dicitura «allevamento in batteria non ammesso in Svizzera» è già obbligatoria per la vendita di uova estere importate nel nostro paese e prodotti in questo modo.

- l'iniziativa parlamentare (07.417) depositata il 23 marzo 2007 dall'ex CN zurighese Barbara Marty Kälin (che purtroppo non è stata rieletta nel 2008) che chiede in particolare il **divieto di transito di animali vivi destinati al macello**, sostenuta il 2 novembre 2007 dal CN, respinta il 21 gennaio 2008 dal CS e sostenuta nuovamente il 27 giugno 2008 dal CN, è stata poi sostenuta dal CS il 14 ottobre 2008.

Il 25 maggio 2008, il cantone di San Gallo aveva a sua volta depositato un'iniziativa cantonale (08.315) per il divieto di transito in Svizzera degli animali da macello.

Vi sono altri oggetti tuttora in corso di trattamento. Si tratta in particolare di:

- l'iniziativa popolare (08.036) **Contro i maltrattamenti verso gli animali e per una loro migliore protezione giuridica** (Iniziativa per l'istituzione di un avvocato della protezione degli animali) depositata il 26 luglio 2007 dalla PSA (STS). Nel suo messaggio del 14 maggio 2008 (FF 2008 3883), il Consiglio federale, tramite Pascal Couchepin, ha severamente respinto l'iniziativa, rifiutando addirittura di opporre un controprogetto. Il CN ha anche respinto l'iniziativa del 23 gennaio 2008, ma auspica opporre un controprogetto indiretto. Il CS deve ancora pronunciarsi ma tutto sta ad

indicare che dovranno passare ancora molti anni prima che il popolo svizzero possa pronunciarsi in votazione.

- la mozione (08.3154) del CN sangallese Lukas Reimann (Partito UDC/SVP) depositata il 19 marzo 2008, sull'**obbligo di dichiarare la carne di animali uccisi ritualmente**. Il 30 maggio 2008, il Consiglio federale ha proposto di respingere la mozione. L'oggetto sarà prossimamente trattato dal CN.

- la mozione (08.3675) sull'**obbligo di dichiarare le pellicce**, depositata il 3 ottobre 2008, dalla CN zurighese Tiana Angelina Moser (Partito verde liberale/GLP).

Lo stesso giorno, è stata depositata un'interpellazione (08.3704) dalla CN dell'Argovia Pascale Bruder (Partito socialista/SP) che chiede **Trasparenza e dichiarazione da parte dell'industria della pelliccia**.

Purtroppo diverse azioni a favore degli animali sono state respinte:

- il 24 ottobre 2008, il CN ha rifiutato di dar seguito alla petizione (08.2017) depositata dall'AGSTG che chiede il **divieto degli esperimenti sulle scimmie**. Anche il CS aveva rifiutato di dar seguito alla petizione il 2 ottobre 2008.

Anche l'iniziativa parlamentare (06.464) depositata il 5 ottobre 2006 dalla Consigliera nazionale di Basilea campagna Maya Graf (Partito Verde/GPS) che chiede il **divieto dell'utilizzazione di primati negli esperimenti su animali che generano sofferenze medie o gravi** era stata respinta il 20 dicembre 2007 dal CN con 103 "no" e 68 "sì", risultato molto deludente. Il risultato delle votazioni aveva chiaramente indicato due schieramenti: i partiti favorevoli a questa iniziativa erano i Verdi, i Verdi liberali della frazione PDC, il PEV ed il PS. Il Partito Radicale e l'UDC hanno votato contro. Alcuni loro membri si sono astenuti (7).

Azioni portate avanti dalla protezione degli animali in partenariato con eletti politici

Per indire un'azione sotto la cupola federale, è obbligatorio il concorso di un eletto politico, unico ad avere la possibilità di accedere al Palazzo federale e sottoporre un oggetto nel Consiglio in cui è eletto (Consiglio nazionale o Consiglio degli Stati). In questo senso, gli organismi di protezione degli animali hanno diverse possibilità.

Possiamo avvalerci di un lobbista.

Autorizzato ad entrare nel Palazzo federale, la sua attività (generalmente retribuita) consiste nell'avvicinare gli eletti e sensibilizzarli sugli oggetti sottoposti durante le sessioni parlamentari. Ha inoltre accesso a certe informazioni che possono consentirci di agire prima che un oggetto sia trattato.

Possiamo partecipare al Gruppo Parlamentare di protezione degli animali

In seno ai due consigli, operano gruppi parlamentari che raggruppano eletti a dipendenza delle loro affinità politiche oppure su una tematica precisa. I gruppi procedono all'esame dei diversi oggetti prima che vengano sottoposti alle camere federali.



Il Gruppo parlamentare di protezione degli animali è presieduto, dal 2006, dall'eccellente deputata (CN) verde **Maya Graf**.

Questo gruppo parlamentare si riunisce generalmente una volta per ogni sessione parlamentare. Generalmente accoglie anche un certo numero di associazioni, soprattutto di protezione degli animali, che in tal modo hanno l'opportunità di rivolgersi direttamente agli eletti. Sono inoltre organizzate conferenze per ciascuna seduta, che possono essere tenute dal rappresentante di un organismo di protezione degli animali su una tematica precisa oppure da parlamentari. In tal caso, si tratta o di sostenere un'azione in favore degli animali o, al contrario, di contestare una o più azioni portate avanti dagli organismi di protezione degli animali o i deputati che le sostengono.

Il vostro aiuto è prezioso

Siamo consapevoli che queste azioni possono sembrare poco "spettacolari". Tuttavia, è proprio la legislazione vigente che ci consente di intervenire contro i maltrattamenti inflitti agli animali. Il lavoro svolto presso i nostri eletti è dunque prezioso. È lento, richiede pazienza, non è sempre ricompensato, ma ne vale la pena.

Questo lavoro esige inoltre mezzi finanziari, non solo per garantire una rappresentanza a Berna (lobbying) ma anche in termini di coinvolgimento necessario per la preparazione dei dossier. Gli ambienti agricoli, farmaceutici ed altri gruppi di interesse che lottano affinché la protezione degli animali non si evolva in Svizzera, dispongono di mezzi finanziari importanti per far sentire le loro lagnanze nelle camere federali. Gli organismi di protezione degli animali possono contare solo sui loro soci per finanziare le azioni che portano avanti.

Il vostro sostegno è prezioso!

Il Comitato di redazione

¹ Per conoscere le azioni dei parlamentari, è possibile prendere visione della globalità dei testi depositati e dei rapporti allegati. Basta effettuare una ricerca sul sito Internet: www.parlament.ch indicando nel menu di ricerca situato a sinistra, il n° dell'oggetto indicato tra parentesi, per esempio « 08.3704 ». Una versione del sito è disponibile in tedesco, francese, italiano ed inglese.

² Ogni oggetto è trattato dalla Commissione competente di ogni Consiglio. Gli oggetti inerenti al settore degli animali e della loro protezione sono generalmente trattati dalla Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura (CSEC) del CN (= CSEC-CN) e del CS (= CSEC-CE).

La CSEC-CN per la legislatura 2008 - 2011 è composta dai seguenti 25 membri del Consiglio Nazionale : Aubert Josiane (Presidentessa), Füglsteller Lieni (Vice Presidente), Bruderer Pascale, Fehr Mario, Fiala Doris, Freysinger Oskar, Galladé Chantal, Gilli Yvonne, Gläuser-Zufferey Alice, Graf Maya, Häberli-Koller Brigitte, Ineichen Otto, Kunz Josef, Mörgeli Christoph, Moser-Tiana Angelina, Müri Felix, Neirynck Jacques, Noser Ruedi, Perrinjaquet Sylvie, Pfister Theophil, Prelicz-Huber Katharina, Riklin Kathy, Schenk Simon, Simoneschi-Cortesi Chiara, Steiert Jean-François.

La CSEC-CE è composta dai seguenti 13 membri del Consiglio degli Stati: Bürgi Hermann (Presidente), Maissen Theo (Vice Presidente), Bieri Peter, Bischofberger Ivo, Burkhalter Didier, Fetz Anita, Gutzwiller Felix, Leumann Helen, Luginbühl Werner, Ory Gisèle, Savary Géraldine, Seydoux-Christe Anne, Stadler Hansruedi.



Funzionamento del Parlamento

Piccola istruzione civica

Ogni cantone elegge il proprio governo e definisce la propria politica in base a leggi cantonali. Ogni 4 anni, ogni cantone elegge, tramite votazione popolare, i propri rappresentanti al Parlamento federale di Berna.

Il Parlamento (o Assemblea) federale è il potere legislativo e comprende due camere :

- La Camera del popolo, chiamata **Consiglio nazionale**. È composta da 200 membri distribuiti tra i cantoni proporzionalmente alla popolazione rispettiva.
- La Camera dei cantoni, chiamata **Consiglio degli Stati**. Conta 46 seggi.

I deputati delle due camere sono eletti per 4 anni. Eleggono, per 4 anni, i 7 membri (ministri) del Consiglio federale, che rappresenta il potere esecutivo. La presidenza della Svizzera è espletata a turno da uno dei 7 consiglieri federali, per un anno.



Attività del Parlamentare

I Parlamentari sono incaricati di votare le leggi. Queste ultime sono elaborate e previamente negoziate in seno ad una commissione parlamentare composta dai diversi rappresentanti politici. Ogni consiglio dispone di 12 commissioni permanenti. Le commissioni del Consiglio nazionale sono composte da 25 membri, mentre sono 13 i membri delle commissioni del Consiglio degli Stati.

Le Sessioni Parlamentari

La sessione è il periodo durante il quale il Parlamento si riunisce per deliberare. Il Consiglio nazionale ed il Consiglio degli Stati si riuniscono quattro volte all'anno per sessioni ordinarie della durata di tre settimane ciascuna.

► Esperimenti sugli animali in Svizzera nel 2007

726'392 animali sono stati utilizzati nei nostri laboratori, ossia 110'000 in più rispetto a 10 anni fa !

Eppure l'Ufficio federale di veterinaria (UFV) annuncia soltanto un « leggero aumento »

« 1,5% di animali sono stati utilizzati in più rispetto all'anno precedente » precisa l'UFV nel suo comunicato stampa del 30 ottobre 2008.

Può sembrare « ragionevole » per il pubblico. Ma la verità è che aumentando questo numero ogni anno di qualche punto percentuale, oggi siamo giunti allo stesso numero di animali utilizzati nel 1995 !

Abbiamo dunque fatto un balzo indietro di oltre dieci anni! I motivi di questo disastro? Sono semplici e vanno ricercati in seno agli organismi pubblici, principalmente le università.

Come l'anno scorso, l'UFV dichiara che la sperimentazione animale è « sensibilmente (sic !) aumentata del 10% nella ricerca fondamentale (pubblica), ma è diminuita dell'8% nella ricerca medica applicata (principalmente privata, ossia l'industria farmaceutica)».

Quello che si può osservare è che quando un'azienda deve tirare fuori il portafoglio, fa di tutto per non fare spese superflue. Se la farmaceutica sblocca ogni anno finanziamenti importanti per mettere a punto metodi che sostituiscono gli animali, principalmente in modelli bioinformatici (vedi nostro giornale n°21), è anzitutto con lo scopo di realizzare economie: vi sono meno errori nelle valutazioni di nuove sostanze a scopo terapeutico, meno spese per l'acquisto, l'allevamento ed il mantenimento degli animali nei loro laboratori. I fondi così risparmiati contribuiscono ad ingrossare i profitti di queste aziende per il più gran benessere dei loro azionisti.

Nella ricerca pubblica, succede esattamente il contrario. Nessun laboratorio pubblico mette la mano in tasca. Il denaro distribuito proviene dal contribuente, il quale evidentemente non è consultato per decidere della destinazione dei suoi contributi. Quando un cittadino paga le tasse, una parte è destinata al funzionamento dell'università del suo luogo di residenza. Dunque, certamente sostiene l'insegnamento del diritto, della medicina, delle scienze sociali ed altre discipline, ma nella maggior parte dei casi sostiene anche il finanziamento di sperimentazioni animali.



Ad ogni ricercatore la sua « prestigiosa collezione » di topi transgenici

« Modello » di ricerca (1) annunciato come miracoloso e massicciamente sviluppato a partire da metà anni 90, l'industria farmaceutica lo abbandona progressivamente da qualche anno. Oggi la maggior parte delle ditte farmaceutiche ospitano nei loro stabulari soltanto topi detti «convenzionali».

Le università, dal canto loro, ci credono ancora e producono senza tregua stirpi di topi sui quali si modificano uno o più geni. Tutti gli scienziati li vogliono, convinti che in tal modo marcheranno il futuro della ricerca. Per giustificare la costruzione del suo nuovo stabulario (v. qui di seguito), il rettore della facoltà di medicina dell'università del cantone di Ginevra dichiarava tra l'altro (2) : « *I nuovi approcci scientifici, indispensabili per le ricerche di punta in cui la Facoltà di Medicina eccelle, esigono la sua estensione. Certi docenti non hanno potuto essere assunti per via della mancanza di posto per alloggiare le loro collezioni (di animali transgenici)* ».

Le istanze di finanziamento pubblico come l'FNS (3), sostengono questo entusiasmo, malgrado le enormi sofferenze che possono essere cagionate da queste modificazioni genetiche.

Topi che « crepano » senza motivo « o alla semplice emissione di un rumore »

Che si tratti di animali transgenici o convenzionali, l'utilizzazione di animali a fini di ricerca è comunque condannabile se induce lesioni o dolori. È bene comunque sottolineare un fatto: un topo convenzionale soffre dell'esperimento che subisce. Un topo transgenico soffre non solo dell'esperimento praticato ma in molti casi anche delle modificazioni genetiche indotte. Allorchè gli scienziati minimizzano o occultano generalmente questi effetti agli occhi delle autorità cantonali incaricate di autorizzarne le «produzioni», occorre consultare le pubblicazioni o i comunicati stampa che emanano dai loro laboratori per conoscere il reale impatto di queste modificazioni genetiche. Si viene infatti a sapere che un gruppo di topi «crepa» senza motivo (4) mentre un altro crepa alla «semplice emissione di un rumore» (5).



Nuove « fabbriche di topi » per le università

Nella guerra che si sferrano le principali università (ZH, BE, BS, VD, GE) e scuole politecniche federali EPF che praticano la sperimentazione animale, attirare (6) le « star » attuali della ricerca diventa praticamente un'attività a tempo pieno. Per accoglierle, ci vogliono evidentemente laboratori in numero sufficiente, nonchè stabulari per alloggiare le loro « collezioni ». Dunque, le domande di ingrandimento o di costruzioni di nuovi stabulari sono regolarmente presentate nei cantoni interessati. Nel 2005, il popolo del cantone di Vaud ha chiaramente rifiutato in votazione un progetto demenziale di super-stabulario con un budget di 12 milioni di franchi.

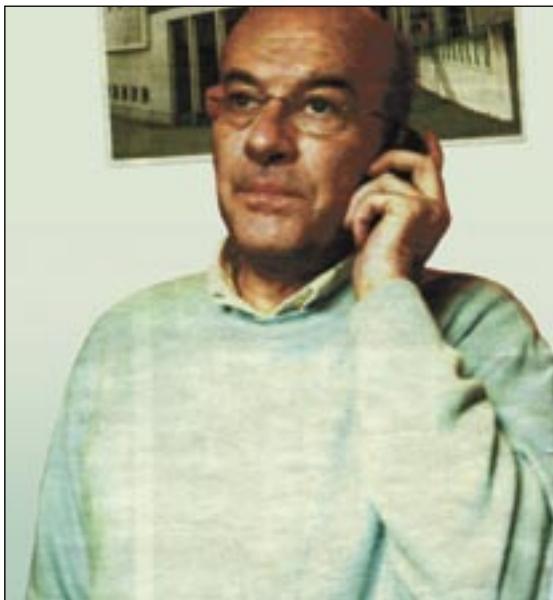
Gli abitanti del cantone di Ginevra non avranno avuto l'opportunità di esprimere il loro punto di vista sulla costruzione della nuova fabbrica di topi della loro università. Accuratamente inglobato in un progetto «*di estensione*» dell'attuale centro medico universitario (CMU), luogo in cui si svolgono la maggior parte delle sperimentazioni animali del cantone, il suo budget di 190 milioni di franchi (!) è stato votato nel maggio 2008 dai deputati del Gran Consiglio ginevrino. Questo nuovo edificio dovrebbe essere operativo nel 2013.

Stabulario smisurato: Ginevra avrà il suo giocattolo

Qualcuno dei deputati di questo cantone ha veramente studiato questo progetto di nuovo stabulario? A giudicare dagli elementi forniti dall'università, c'è da dubitare.

Una spiegazione possibile è che nessun deputato conosca veramente il settore sperimentale, che abbia mai messo i piedi in uno stabulario e che si sia lasciato addormentare dalle spiegazioni

volutamente ingannevoli dei rappresentanti dell'università. Alla lettura dei diversi documenti consultati, c'è da chiedersi di quale istituzione parla l'università quando descrive il funzionamento della sua Commissione «*d'etica*» del rispetto degli animali che prevale nei suoi laboratori o di



Dichiarata «*Domenica nera per la ricerca*», la votazione del cantone di Vaud del 25 novembre 2005 ha profondamente irritato il **rettore dell'UNIL**. «*Devo immediatamente chiamare i ricercatori che abbiamo attirato qui per convincerli di restare, anche se gli abbiamo rifiutato il loro principale strumento di lavoro*» ha dichiarato, col volto scuro, in posa per i giornalisti con il natel all'orecchio.
Bella messa in scena ma risultato prevedibile: come al solito nessuno se ne è andato!

controlli che sarebbero effettuati «*diverse volte al mese*» dall'autorità cantonale. Ma quello che è più incredibile è quanto risulta dalla lettura del grafico (7) che presenta «*l'evoluzione probabile*» dei bisogni in animali per i ricercatori. L'università presenta una curva evolutiva che parte dalla situazione attuale (2005) di 6'186 gabbie e che proietta una crescita annua media del 10% (!) per stimare i bisogni nel 2013 a 13'256 gabbie...

Quello che è più incredibile non è tanto che nessun deputato si sia allarmato davanti a questa moltiplicazione smisurata di gabbie, in cui sono stipate decine di migliaia di animali. Dopo tutto, pochi di loro hanno conoscenze sufficienti per valutare la fondatezza di tale richiesta.

Quello che è più incredibile è che nessuno di loro si sia chiesto:

dove sarà trovato il denaro per finanziare tutti questi progetti di sperimentazioni animali per i quali sono necessarie 13'000 gabbie?

Questo denaro ben inteso non sarà mai trovato poiché non esiste e forse non esisterà mai per finanziare semplici progetti di ricerca fondamentale.

Per riempire queste gabbie e rispondere ai capricci degli scienziati, sarà ancora una volta il contribuente di questo cantone a fornire i fondi supplementari all'università affinché si faccia carico del mantenimento e dell'allevamento di queste molteplici quanto inutili stirpi di topi transgenici. E se il Consiglio di stato di questo cantone non stanzia i fondi supplementari richiesti, l'università attingerà probabilmente nel suo budget annuo. Con un rettore ed un vice rettore che hanno fatto tutta la loro carriera nella sperimentazione animale, le facoltà di questa università giudicate meno interessanti e redditizie in termini di notorietà, hanno di che preoccuparsi per i loro prossimi budget.

Aumento generalizzato della sperimentazione animale

Le ultime statistiche annue pubblicate dall'UFV non fanno che confermare la tendenza osservata in Europa, ossia un incremento del 10% degli animali utilizzati (8). La ragione non è da cercarsi soltanto nella concorrenza feroce tra Europa, Stati Uniti e Giappone per imporsi nel campo delle «scienze del vivente». I paesi fino ad allora dichiarati emergenti, cominciano veramente ad emergere e danno i sudori freddi alle istituzioni occidentali. Paesi come l'India o la Cina, che già ora contano più scienziati degli Stati Uniti, dispongono di siti di ricerca sempre più competitivi ed efficienti.

Per contrastare questa concorrenza, l'Europa ha già allestito diversi programmi di finanziamento volti a migliorare la concorrenzialità della ricerca pubblica. La Svizzera collabora attivamente a questi programmi in qualità di paese associato. Per esempio, versa ogni anno 338 milioni di franchi per la sua partecipazione al «*7° programma-quadro di ricerca e sviluppo tecnologico dell'UE*» (PCRD7 2007-2013). Parte di questi fondi ritorna nelle sue casse e serve a finanziare esperimenti sugli animali nei nostri laboratori.

Metodi alternativi per por fine alla sperimentazione animale

Di fronte allo sviluppo della sperimentazione animale in paesi come la Cina o l'India, immaginare la soppressione di questa pratica per motivi etici connessi alla sofferenza degli animali appare più



illusoria. E quando le nostre autorità ed i nostri rappresentanti politici assicurano che la limitazione della sperimentazione animale in Svizzera provocherebbe la delocalizzazione dei siti di ricerca con gravi conseguenze finanziarie per la nostra economia, la scelta è presto fatta per la maggior parte degli abitanti del nostro paese. Per una parte del pubblico, se la ricerca medica non si effettua sugli animali, allora sarà effettuata sull'essere umano. Malgrado i progressi compiuti nel campo dei metodi alternativi e malgrado il fatto che in un numero sempre più elevato di casi questi metodi consentono studi più efficaci rispetto a quelli svolti sugli animali, si ha l'impressione che il pubblico continui a vederli come semplici provette piene di brodo di coltura che consentono tutt'al più di effettuare qualche analisi di base. Questo è probabilmente dovuto al fatto che la messa a punto di un modello cellulare non suscita il minimo interesse mediatico. Nemmeno il modello che avrà consentito di evidenziare gli effetti secondari, non individuati dai test sugli animali, di un farmaco che ha spedito molti pazienti in ospedale, sarà oggetto del minimo articolo su un giornale qualsiasi. Invece, lo studio sugli animali di un ennesimo "anticorpo in grado di aprire nuove vie terapeutiche" susciterà l'interesse di tutti i quotidiani del posto. Anche se tutti sanno che nel 90% dei casi la scoperta pubblicata finirà negli abissi delle pubblicazioni scientifiche.

Enti pubblici di sostegno alle alternative senza mezzi finanziari e parassitati dall'industria farmaceutica

Nel nostro paese, lo scarso interesse per lo sviluppo dei metodi alternativi ha diverse cause. La principale è la mancanza di sostegno a livello tanto politico che scientifico.

La maggior parte degli eletti politici hanno conoscenze limitate nel campo della ricerca ed hanno fiducia negli ambienti scientifici che garantiscono che non vi sono progressi medici senza sperimentazione animale. Ma chi cerca di conoscere gli organigrammi delle fonti di finanziamento per la ricerca medica da una parte ed i gruppi di ricerca in attività nelle università o negli ospedali dall'altra, si renderà conto che gli ambienti scientifici rappresentano di fatto un solo gruppo di interessi: quello degli scienziati che fanno sperimentazioni animali e che occupano posti chiave!

Persino la Fondazione delle 3R, creata oltre 20 anni fa dal Consiglio federale per teoricamente "incoraggiare lo sviluppo dei metodi alternativi" è infiltrata da rappresentanti degli ambienti farmaceutici o da parlamentari direttamente legati agli interessi dell'industria farmaceutica.

Quanto ai mezzi finanziari stanziati a questa Fondazione, alla quale la Confederazione dichiara di fornire "mezzi considerevoli", di fatto riceve un misero budget annuo di soli 400'000 franchi! In queste condizioni le possibilità che progetti alternativi interessanti vedano la luce nei nostri laboratori sono praticamente nulle, ciò che lascia intera libertà agli scienziati che vivono della sperimentazione animale, di dichiarare di essere gli unici capaci di far evolvere la ricerca medica.

«Non possiamo fare completamente a meno della sperimentazione animale» scriveva nel 2005 la Presidentessa della Fondazione delle 3R nonché Consigliera agli Stati dell'Argovia **Christine Eggerszegi-Obrist**, in introduzione all'opuscolo realizzato «in occasione del ventennale della Fondazione 3R». Visto l'entusiasmo, non è sorprendente che questa fondazione abbia a malapena sostenuto un misero centinaio di progetti.... in 20 anni!



Invertire le fonti di finanziamento

È giunta l'ora di rimboccarci le maniche e fare in modo che le fonti di investimento si capovolgano. Tocca a noi dimostrare al pubblico ed ai nostri rappresentanti politici che l'elargizione di sussidi è totalmente falsata e non favorisce la ricerca medica bensì unicamente la sperimentazione animale.

Prevediamo di indire quest'anno una campagna di informazione. Saranno inoltre organizzate prese di contatto con i diversi organi influenti del nostro Parlamento. Avete potuto constatare che, grazie a diversi lasciti, le finanze della Lega sono buone. Ci sono fondati motivi di affrontare questo lavoro di avvicinamento con la speranza che si sviluppi in nostro favore.

È essenziale proseguire l'allestimento di stand o di manifestazioni per denunciare la crudeltà della sperimentazione animale, ma dobbiamo anche accompagnare le nostre rivendicazioni presso il pubblico con soluzioni di ricambio realiste.

Sopprimere la sperimentazione animale non implica che si debba fare ricorso all'uomo, bensì che si utilizzino modelli bioinformatici abbinati a colture cellulari che consentono l'elaborazione di tessuti e tra poco di organi, nonché di mezzi organici complessi. Il pessimismo fondato ancora qualche anno orsono quanto alla possibilità di sviluppare questi modelli non ha più motivo d'essere. Sappiamo ora che gli ostacoli che ne impediscono l'esistenza non sono di natura scientifica ma finanziaria.

Il Comitato di redazione

(1) Modificando geneticamente un animale (generalmente un topo), un ricercatore cerca di fargli esprimere una malattia che non svilupperebbe "naturalmente", come per esempio un tumore canceroso. Il colmo dell'assurdo è che per di più si cerca di provocare in un animale una malattia che non esprimerebbe mai allo stato brado, per esempio una malattia respiratoria in un topo. Studi "atti a consentire una migliore comprensione delle malattie" sono pertanto effettuati su un modello animale di cui nessun parametro consente un raffronto serio con una malattia umana.

(2) Rapporto PL 9279-A del 3 gennaio 2005, p.18/44

(3) Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica. Dotato di un budget annuo di 500 milioni di franchi stanziato dalla Confederazione, di cui circa 100 milioni sono utilizzati per sostenere la ricerca in medicina e biologia, principalmente praticate nelle università e nelle scuole politecniche federali EPF.

(4) Intervista alla radio svizzera romanda il 26 febbraio 2008 del direttore del Polo di ricerca nazionale «Frontiers in Genetics».

(5) www.unige.ch/presse/communique/03-04/0615epilepsie.html

(6) Se questi scienziati "riconosciuti" in un settore di ricerca specifico costano caro all'università (prestazioni salariali superiori alla normale, compensazioni supplementari, per esempio riacquisto della cassa pensioni, ecc.), l'università ne trae comunque dei vantaggi: contare nei propri ranghi scienziati (che spesso sono anche docenti) prestigiosi accresce la reputazione dell'università e favorisce l'ottenimento di finanziamenti supplementari oltre ai contributi cantonali e federali.

Dal canto loro, questi docenti vengono soprattutto per fare ricerca (la quale ha contribuito a questa notorietà che gli consente di negoziare uno stipendio cospicuo) e si installano con la garanzia data dall'università di trovare condizioni di lavoro ideali: laboratorio attrezzato, team di ricerca, di cui parte o l'integralità degli stipendi sono presi a carico dall'istituzione, ecc.

(7) PL 9995, p.15/55

(8) Stando alle ultime statistiche europee (pubblicate nel 2005) oltre 10 milioni di animali sono stati utilizzati nel 2002 nei laboratori, ciò che rappresenta un incremento di quasi il 10% a fronte delle statistiche precedenti pubblicate nel 1999.

News LSCV

Seguito di due nostri dossier in corso

Dossier « Vivisezione autorizzata su 100 giovani uccelli »

Per memoria è stata sporta denuncia nel marzo 2007 contro l'autorità cantonale di Soletta, dopo che ha autorizzato un biologo ad effettuare esperimenti su rondini a ventre bianco, cagionando la morte di diversi uccelli.

Dopo aver interpellato la Procura di Soletta sulla lentezza della procedura (il dossier è aperto da due anni!), il nostro avvocato è stato informato lo scorso dicembre che il dossier è stato trasmesso (per la terza volta) ad un nuovo giudice... C'è veramente da chiedersi se la Procura di Soletta intende veramente trattare questa querela prima che cada in prescrizione. Tuttavia, si percepisce un leggero progresso per questo dossier: fine dicembre 2008, una richiesta di perizia è stata ufficialmente presentata alla commissione zurighese sulla sperimentazione animale. Tra le 19 domande poste dalla Procura di Soletta, la Commissione zurighese dovrà in particolare valutare la procedura sperimentale e la validità dell'autorizzazione rilasciata dal servizio veterinario cantonale di Soletta.

Il seguito di questo dossier sul nostro prossimo giornale.

Prodotti cosmetici e di pulizia non testati sugli animali

In dicembre avevamo parlato del nostro progetto in collaborazione con l'AGSTG, di predisporre un nuovo elenco di prodotti cosmetici e di pulizia non testati sugli animali. Il progetto è in fase di finalizzazione ed è stato battezzato KOOTIVE, contrazione di « Kosmetik ohne Tierversuche », che significa « cosmetici non testati sugli animali ».

Il sito Internet www.kootive.ch è in corso di elaborazione e sarà prossimamente on-line. Nel frattempo, potete scoprire qui a fianco il logo che abbiamo scelto per la nostra carta grafica.

La nostra collaborazione con l'AGSTG ha come obiettivo principale di unire le nostre forze in questo settore. Ci consentirà di garantire un migliore controllo delle marche referenziate e di effettuare controlli più regolari delle loro dichiarazioni. Inoltre, il sito Internet www.kootive.ch sarà esclusivamente dedicato a questi prodotti. Per esempio, una database dovrebbe consentire di trovare rapidamente i tipi di prodotti disponibili per ogni marca nonché i punti di vendita, ecc.

Per poter garantire la nostra totale indipendenza nei confronti delle marche referenziate, le loro registrazioni e tutte le spese connesse alla loro presenza sui nostri diversi supporti (sito Internet, elenco, annunci, ecc.) sono sostenuti da KOOTIVE. Non sono previsti spazi pubblicitari a disposizione di queste marche sui diversi supporti che utilizzeremo.

Tuttavia, il compenso corrisposto a KOOTIVE dovrebbe rimanere modesto, poiché parte del lavoro sarà svolto su base volontaria o a tariffe « simpatizzanti ».



Voglia di tenere stand informativi per la LSCV ?

Informare il pubblico sulla sperimentazione animale è importante. In questo campo, i cambiamenti interverranno soltanto se le nostre autorità constatano che il pubblico non è più soddisfatto dei metodi utilizzati per la ricerca medica. Per questi motivi, cerchiamo persone tra i nostri soci o simpatizzanti per allestire i nostri stand informativi.

Fino ad oggi, le persone desiderose di darci una mano contattavano l'ufficio della Lega ed annunciano le proprie disponibilità per tenere questi stand. Sono stati osservati i problemi seguenti:

In certi casi, nessuno può "organizzare" uno stand nella regione oppure si sono presentati dei volontari. Questi volontari pronti ad "aiutare" non sono dunque mai contattati perché non si è potuto organizzare uno stand. In altri casi, gruppi di persone sono già presenti sul posto e organizzano loro stessi questi stand. Non hanno veramente bisogno delle persone iscritte nel nostro elenco di volontari, che pertanto, anche in questo caso, non sono contattati. Infine, quando facciamo appello alle persone iscritte sul nostro elenco, succede che certi numeri di telefono non siano validi, che manchino le disponibilità, ecc.

Per questi motivi, cerchiamo di allestire un altro modo di procedere, che dovrebbe essere più soddisfacente per le persone che desiderano essere attive sul terreno, in quanto desideriamo favorire la possibilità di allestire gli stand in modo autonomo.

Per esempio, per tenere uno stand, se siete solo(a) o se siete un gruppo già costituito:

- Annunciatevi all'ufficio della Lega
- Effettuate le procedure necessarie presso la città o il comune di vostra scelta (richiesta di autorizzazione per uno spazio, ecc.). In generale, queste procedure sono semplici. L'unica difficoltà consiste nel trovare una buona ubicazione, ossia un luogo di passaggio abbastanza visibile, ecc.
- Trasmetteteci il luogo, l'ora e la data della tenuta del vostro stand.

Proponiamo:

- La Lega prende a carico le spese connesse alla tenuta dello stand: spese amministrative, spostamenti se necessario, ecc. Solo la presenza dei partecipanti sugli stand non è remunerata e si effettua dunque a titolo volontario.
- Forniamo tutto il materiale necessario per la tenuta dello stand : Se avete posto per depositare il materiale (per es. un garage), possiamo mettervi a disposizione una tenda tipo struttura alluminio pieghevole, tavolo e sedie pieghevoli, documentazione, poster, etc. Se non disponete di molto spazio, possiamo mettervi a disposizione un piccolo stand smontabile, display portatili, ecc.

Come già detto, desideriamo incoraggiare l'allestimento di piccoli gruppi autonomi nel loro modo di funzionamento. Voi date del vostro tempo e delle vostre energie, noi offriamo i mezzi per allestire stand efficaci.

Tre condizioni sono poste alla tenuta di questi stand:

- 1) informare il pubblico rispettando gli scopi ed obiettivi della Lega.
- 2) impegnarvi ad allestire almeno 4 stand all'anno e comunicarcene le date prima della loro tenuta.
- 3) il materiale messo a disposizione dalla Lega, viene restituito a quest'ultima in caso di cessazione dell'attività.

Interessati?

Non esitate a contattare l'ufficio della Lega. Se il vostro desiderio si concretizza, veniamo volentieri ad incontrarvi e fornirvi il materiale necessario.

IMPRINT Lega svizzera contro la vivisezione

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV.
PAO e maquette :LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2 **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - Quota annua dei Soci: Minimo CHF 15.— CCP 12-2745-6
L'ufficio è aperto da lunedì a venerdì dalle 9.00 alle 12.00 e dalle 14.00 alle 17.00 : Permanenza in francese: da lunedì a venerdì. **Permanenza in tedesco:** lunedì, martedì mattina, mercoledì, giovedì mattina. **Permanenza in italiano:** martedì pomeriggio, giovedì pomeriggio, venerdì.

300

Mitteilungen des Bundesamtes für Veterinärwesen

Bulletin de l'Office vétérinaire fédéral

Boletino dell'Ufficio federale di veterinaria

22/08

31.10.2008

Medienmitteilung 30.10.2008**Communiqué de presse** 30.10.2008**Comunicato stampa** 30.10.2008**Tierversuchsstatistik 2007: leichte Zunahme der Tierzahlen**

Im Jahr 2007 ist die Zahl der in Tierversuchen verwendeten Tiere geringfügig um 1,5% auf 726 392 angestiegen. Für Kosmetika wurden auch 2007 keine Tiere eingesetzt.

Im Jahr 2007 sind insgesamt 726 392 Tiere zu Versuchszwecken verwendet worden, gegenüber 716 002 im Jahr zuvor. Einem deutlichen Wachstum in der Grundlagenforschung (+10%) steht eine Abnahme in der angewandten medizinischen Forschung gegenüber (-8%). Die Hälfte der Versuchstiere wurden in der Industrie eingesetzt (-2%), ein Drittel an Hochschulen und Spitätern. Für Kosmetika wurden 2007 wiederum keine Tiere gebraucht. Bei 80% der eingesetzten Tieren handelte es sich um Nagetiere wie Mäuse, Ratten, Hamster oder Meerschweinchen. Weiter wurden Vögel (inkl. Geflügel), Fische, verschiedene Haustierarten, Kaninchen, Amphibien, Affen und weitere Säugetiere verwendet.

Tierversuchs-Bewilligungen werden durch die kantonalen Behörden erlassen. Im Berichtsjahr waren 3075 kantonale Tierversuchsbewilligungen und Entscheide über meldepflichtige Tierversuche gültig (+4%). 1061 Bewilligungen resp. Entscheide wurden neu erteilt, wovon über die Hälfte mit Auflagen; 8 Gesuche wurden abgelehnt (0,7%). Das Bundesamt für Veterinärwesen BVET als Oberaufsichtsbehörde hat bei 8 Bewilligungen weitere Präzisierungen angefordert oder Teile der Versuche beanstandet, hingegen wurde in keinem Fall Beschwerde gegen eine kantonale Bewilligung eingelegt.

Die ausführliche interaktive Tierversuchsstatistik 2007 kann auf der Website des BVET abgerufen werden (www.tv-statistik.bvet.admin.ch).

Expériences sur animaux en 2007: les chiffres sont en légère hausse

Le nombre d'animaux utilisés en 2007 pour l'expérimentation animale (726 392) est en légère hausse (+1,5%) par rapport à l'année précédente. Comme en 2006, aucun animal n'a été utilisé en 2007 pour tester des cosmétiques.

Un total de 726 392 animaux a été utilisé en 2007 à des fins expérimentales contre 716 002 en 2006. L'expérimentation animale a sensiblement augmenté dans la recherche fondamentale (+10%), mais diminué dans la recherche médicale appliquée (-8%). La moitié des expériences a été pratiquée dans l'industrie (-2%), un tiers dans les universités et les hôpitaux. En 2007, comme en 2006, aucun animal n'a été utilisé pour tester des cosmétiques. Quatre-vingts pour cent des animaux utilisés dans les expériences sont des rongeurs de laboratoire (souris, rats, hamsters ou cobayes), le reste est constitué d'oiseaux (y compris la volaille), de poissons, de divers animaux domestiques, de lapins, d'amphibiens, de singes et autres mammifères.

Les autorisations sont délivrées par les instances cantonales. En 2007, le nombre d'autorisations cantonales de pratiquer des expériences sur animaux et de décisions concernant des expériences soumises à annonce s'est élevé à 3075 (+4%). Le nombre de nouvelles autorisations et décisions a été de 1061, dont plus de la moitié assorties de charges; 8 demandes d'autorisation ont été rejetées par l'autorité cantonale (0,7%). Dans 8 cas, l'Office vétérinaire fédéral (OVF), qui exerce la haute surveillance de l'exécution, a demandé des précisions supplémentaires ou contesté des parties d'expérience. Par contre, l'OVF n'a fait recours contre aucune autorisation cantonale. La statistique détaillée interactive des expériences sur animaux réalisées en 2007 peut être consultée sur le site Internet de l'OVF (www.tv-statistik.bvet.admin.ch).

Sperimentazione sugli animali 2007: lieve aumento del numero di animali utilizzati

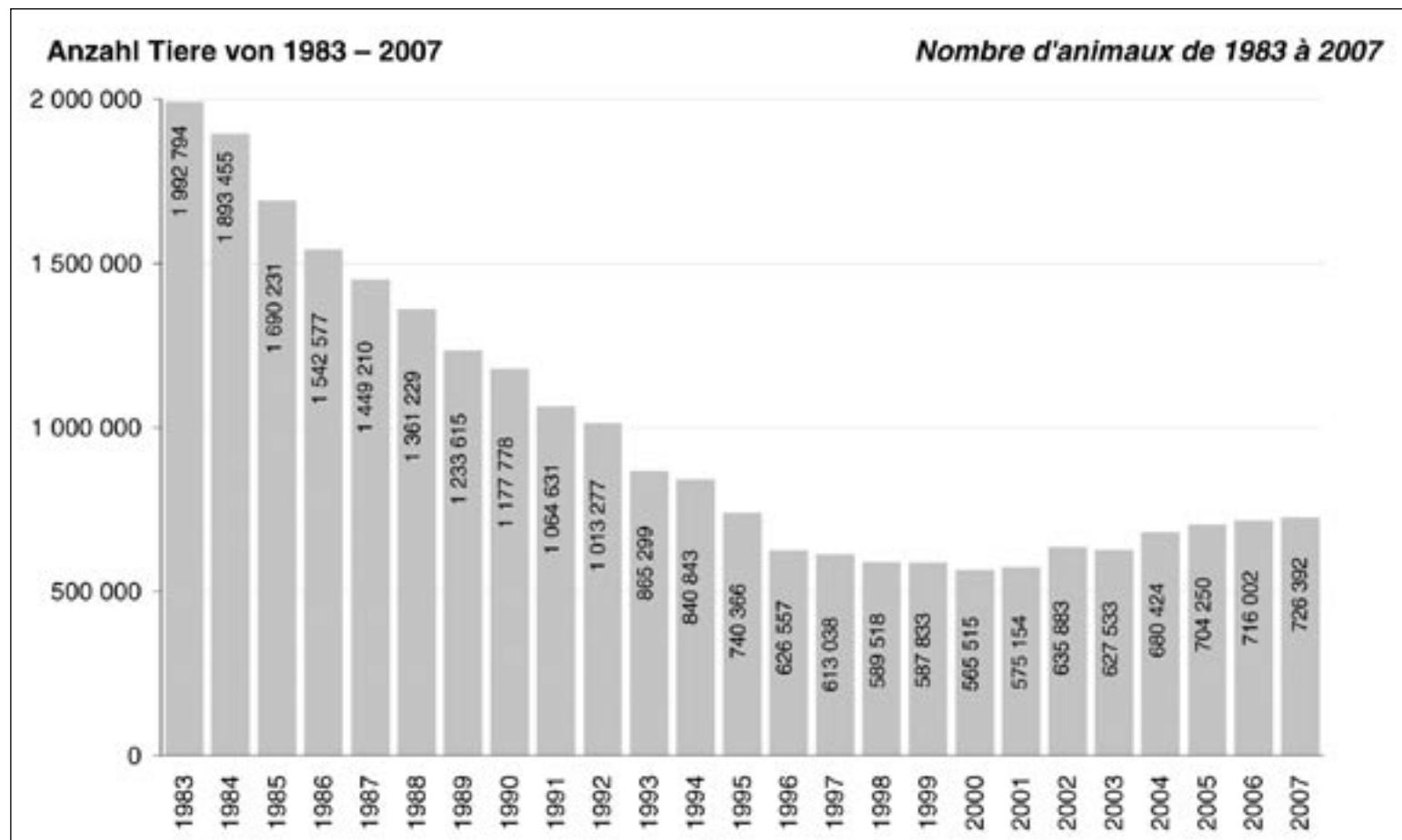
Nel 2007 il numero di animali sottoposti a esperimenti è leggermente aumentato (+1,5%) raggiungendo così una cifra pari a 726 392. Anche nel 2007, nessun animale è stato utilizzato per testare cosmetici.

Nel 2007, per gli esperimenti sono stati utilizzati 726 392 animali contro i 716 002 del 2006.

La sperimentazione sugli animali è aumentata nella ricerca di base (+10%), ma è diminuita nella ricerca applicata (-8%). La metà degli esperimenti è stata effettuata dall'industria (-2%) e un terzo nelle università e negli ospedali. Nel 2007, come nel 2006, nessun animale è stato utilizzato per testare cosmetici. L'80% degli animali adoperati erano roditori (topi, ratti, criceti o porcellini d'India), il resto comprendeva uccelli (pollo-meno incluso), pesci, animali domestici, conigli, anfibi, scimmie ed altri mammiferi.

Le autorizzazioni per esperimenti su animali vengono rilasciate dall'autorità cantonale. Nell'anno in rassegna, le autorizzazioni cantonali relative alla sperimentazione sugli animali e le decisioni sugli esperimenti soggetti alla notifica all'autorità sono state 3075 (+4%). Sono state rilasciate 1061 nuove autorizzazioni e decisioni, delle quali più della metà vincolate a condizioni; 8 domande sono state respinte (0,7%). L'Ufficio federale di veterinaria (UFV), in qualità di autorità di vigilanza, per 8 autorizzazioni ha richiesto ulteriori precisazioni o ha contestato parte degli esperimenti. In nessun caso è stato interposto ricorso contro l'autorizzazione cantonale.

La statistica interattiva degli esperimenti sugli animali 2007 può essere consultata sul sito dell'UFV: www.tv-statistik.bvet.admin.ch



Tierversuche 2007 in der Schweiz

Anzahl Tiere nach Tierart und Verwendungszweck

Expériences sur animaux en 2007 en Suisse

Nombre d'animaux selon les espèces animales et le domaine d'utilisation

	Biologische und medizinische Grundlagenforschung Etudes biologiques et médicales de nature fondamentale	Entwicklung, Entwicklung und Qualitätskontrolle in der Medizin Recherche, développement et contrôle de qualité en médecine	Schutz von Mensch, Tier und Umwelt durch toxikologische Prüfungen Protection de l'homme, de l'animal ou de l'environnement par des tests toxicologiques	Krankheitsdiagnostik Diagnostic des malades	Lehre und Ausbildung Enseignement et formation	andere autres	Total 2007 Total 2007	Veränderung 2007-2006 variation 2007-2006	
Mäuse	221 320	195 109	8 301	1 454	2 749	167	429 100	- 0.9 %	Souris
Ratten	33 377	80 971	25 960	377	2 533	32	143 250	- 5.9 %	Rats
Hamster	148	626	229	79	25	8	1 115	- 52.4 %	Hamster
Meerschweinchen	389	1 710	2 297		134	2	4 532	- 2.7 %	Cobayes
Andere Nager	17	6 246		59	6	4	6 332	+ 19.0 %	autres rongeurs
Kaninchen	693	2 066	2 150	6	274	205	5 394	+ 7.7 %	Lapins
Hunde	608	707	1 366	133	110	78	3 002	+ 24.1 %	Chiens
Katzen	130	318		13	9	2	472	+ 48.0 %	Chats
Primate	100	224				11	335	- 24.0 %	Primates
Rindvieh	371	555	39	80	1 166	1 060	3 271	- 34.7 %	Bovins
Schafe, Ziegen	298	821	2	257	35	164	1 577	- 32.6 %	Moutons, chèvres
Schweine	1 820	186	565	11	413	8 713	11 708	+ 365.5 %	Porcs (incl. minipigs)
Pferde, Esel	121	98		24	133	4	380	- 40.0 %	Chevaux, ânes
Diverse Säugetiere	2 049			124		442	2 615	+ 13.1 %	divers mammifères
Vögel (inkl. Geflügel)	4 202	865	30	1 706	6 093	40 818	53 714	- 12.2 %	Oiseaux (incl. volailles)
Amphibien, Reptilien	14 526	47			94	60	14 727	+ 432.6 %	Amphibiens, reptiles
Fische	13 003		13 128	100	10	18 621	44 862	+ 37.6 %	Poissons
Wirbellose						6	6	- 87.5 %	Invertébrés
Total	293 172	290 549	54 067	4 423	13 784	70 397	726 392	+ 1.5 %	Total
in %	40.4%	40.0%	7.4%	0.6%	1.9%	9.7%			
2006	266 901	315 883	52 784	3 706	7 270	69 458	716 002		2006
Differenz in %	+ 9.8%	- 8.0%	+ 2.4%	+ 19.3%	+ 89.6%	+ 1.4%	+ 1.5%		Différence en %

Tierversuche 2007 in der Schweiz

Expériences sur animaux en 2007 en Suisse

Anzahl Tiere nach Tierart und Schweregrad
Nombre d'animaux selon les espèces animales et les degrés de gravité

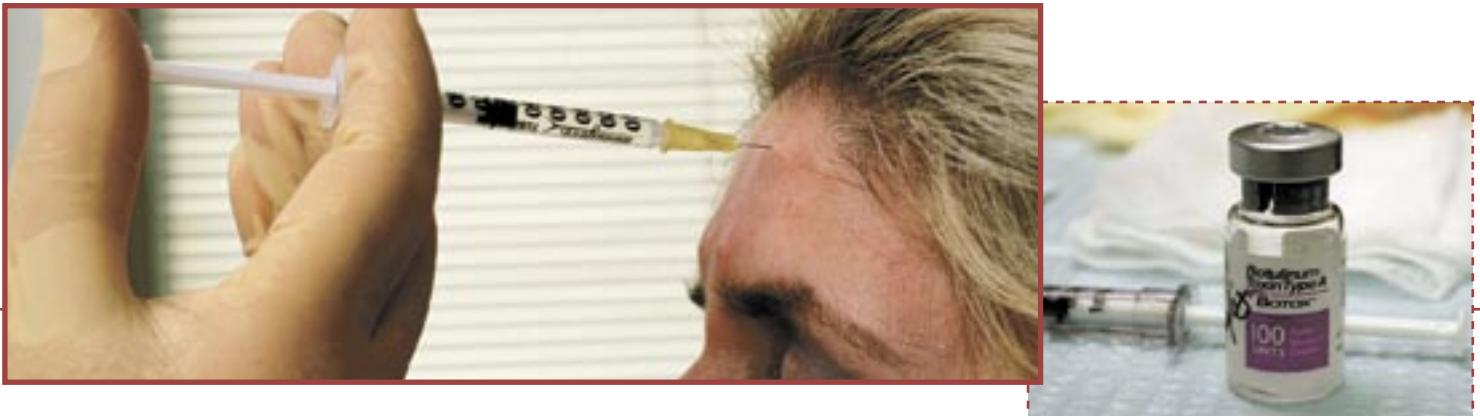
	Schweregrad 0 Degré de gravité 0		Schweregrad 1 Degré de gravité 1		Schweregrad 2 Degré de gravité 2		Schweregrad 3 Degré de gravité 3		Total	
	Mäuse	111 435	26.0 %	218 000	20.3 %	87 003	20.3 %	12 662	3.0 %	
Ratten	30 988	21.6 %		74 142	24.2 %	34 662	24.2 %	3 458	2.4 %	143 250 Rats
Hamster	225	20.2 %		535	31.3 %	349	31.3 %	6	0.5 %	1 115 Hamster
Meerschweinchen	601	13.3 %		2861	21.6 %	977	21.6 %	93	2.1 %	4 532 Cobayes
Andere Nager	322	5.1 %		5296	10.1 %	639	10.1 %	75	1.2 %	6 332 autres rongeurs
Kaninchen	750	13.9 %		3318	22.5 %	1 212	22.5 %	114	2.1 %	5 394 Lapins
Hunde	958	31.9 %		1590	14.3 %	429	14.3 %	25	0.8 %	3 002 Chiens
Katzen	87	18.4 %		292	19.5 %	92	19.5 %	1	0.2 %	472 Chats
Primaten	132	39.4 %		157	12.5 %	42	12.5 %	4	1.2 %	335 Primates
Rindvieh	1 512	46.2 %		1463	9.0 %	295	9.0 %	1	0.0 %	3 271 Bovins
Schafe, Ziegen	144	9.1 %		800	38.9 %	613	38.9 %	20	1.3 %	1 577 Moutons, chèvres
Schweine	10 866	92.8 %		701	1.0 %	121	1.0 %	20	0.2 %	11 708 Porcs (incl. minipigs)
Pferde, Esel	337	88.7 %		43	0.0 %		0.0 %		0.0 %	380 Chevaux, ânes
Diverse Säuger	864	33.0 %		1721	0.6 %	15	0.6 %	15	0.6 %	2 615 divers mammifères
Vögel (inkl. Geflügel)	50 245	93.5 %		3050	0.8 %	412	0.8 %	7	0.0 %	53 714 Oiseaux (incl. volailles)
Amphibien, Reptilien	12 647	85.9 %		2041	0.3 %	39	0.3 %		0.0 %	14 727 Amphibiens, reptiles
Fische	33 663	75.0 %		9139	0.3 %	138	0.3 %	1 922	4.3 %	44 862 Poissons
Wirbellose	6	100.0 %		0	0.0 %		0.0 %		0.0 %	6 Invertébrés
Total	255 782	35.2 %		325 149	44.8 %	127 038	17.5 %	18 423	2.5 %	726 392 Total
2006	245 256	34.3 %		329 102	46.0 %	124 846	17.4 %	16 798	2.3 %	716 002 2006
Differenz	+ 4.3 %	- 1.2 %			+ 1.8 %		+ 9.7 %		+ 1.5 %	Différence en %

Tierversuche 2007 in der Schweiz

Expériences sur animaux en 2007 en Suisse

Bewilligungen für Tierversuche nach Kanton
Autorisations pour expériences sur animaux selon les cantons

	2007 gültige Bewilligungen Autorisations valables en 2007			2007 neu erteilte Bewilligungen Autorisations délivrées en 2007			Intervention des BVET beim Kanton Intervention de l'OVIF auprès du canton	Ressort des BVET gegen Bewilligungserteilung Recours de l'OVIF contre l'autorisation délivrée
	Anzahl Nombre	davon mit Auflagen oder Einschränkungen davon délivrées avec des charges ou des restrictions	davon unbefristet davon non utilisées	Anzahl Nombre	Mit Auflagen oder Einschränkungen erteilt Délivrées avec des charges ou des restrictions	Gesuch durch Kanton abgelehnt Demande rejetée par le cantón		
AG	29	15	4	4	1			
BE	395	144	84	118	51	5		
BL	252	50	59	65	18		1	
BS	571	326	171	230	134			
FR	127	33	23	71	21			
GE	381	216	89	138	76	1	2	
GR	56	36	6	15	8			
LU	7			6				
NE	9	1	1	1				
SG	19	5	1	12	4		1	
SO	3	3		2	1			
SZ	3	1						
TG	35		5	19				
TI	19		3	5		1		
VD	485	269	96	141	100		1	
VS	7	2		5	2			
ZG	9	1	2	2				
ZH	668	539	134	227	178	1	3	
Total	3 075	1 641	678	1 061	594	8	8	0
2006	2953	1486	638	1 178	625	2	13	0
Differenz	+ 4.1%	+ 10.4%	+ 6.6%	- 9.9%	- 5.0%	+ 300.0%	- 38.5%	



Botox – Was Ihre Patienten Sie fragen werden

Den meisten Ärzten, die Botox oder die analogen Produkte Dysport und Vistabel verwenden, ist kaum bewusst, dass zur Herstellung von jeder einzelnen Charge Botox massiv belastende Tierversuche durchgeführt werden müssen. Durch die Sendung Kassensturz vom 20. November 2007 ist die Problematik der hiermit verbundenen leidvollen Tierversuche der Öffentlichkeit bekannt geworden. Wir möchten die Ärzteschaft deshalb mit diesen Zeilen über diese Problematik von Botox informieren.

Was ist das Problem mit Botox?

Da Botox ein starkes Nervengift ist, das rasch einmal tödlich überdosiert werden könnte, muss der Gehalt an Botox in jeder Produktionseinheit (Charge) überprüft werden. Hierzu spritzt man Mäusen Botox in die Bauchhöhle und bestimmt die Dosis, die es braucht, bis 50 % der Tiere tot sind (sogenannter LD50-Test).

Diese Tiere sterben aber nicht einfach so, sondern erleiden einen qualvollen Tod durch die Nervenlähmungen, bis sie schliesslich an der Lähmung der Atmung ersticken. Dies kann mehrere Tage dauern.

Sind diese Versuche nicht alle schon längst vorbei, so dass die jetzige Verwendung keine neuen Tiere quält?

Leider nein. Pro Produktionseinheit müssen die Tests immer wieder neu durchgeführt werden. Das heisst: Je mehr Botox verbraucht wird, desto mehr Tierversuche werden gemacht.

Wie werden die Tierversuche zur Produktion von Botox von Fachleuten eingeschätzt?

Hier die Aussage des Baselbieter Kantontierarztes Ignaz Bloch, Mitglied der Eidgenössischen Tierversuchskommission, im «Kassensturz» vom 20. November 2007: «Ein solcher Tierversuch würde bei uns nie bewilligt werden, weder von mir noch von der kantonalen Tierversuchskommission». Botox dürfte also nach Schweizer Gesetzen weder bewilligt noch produziert werden.

Wie viele Mäuse müssen für Botox jährlich qualvoll sterben?

Diese Zahlen werden von den Produzenten streng geheimgehalten. Ein Insider, Prof. Hans Bigalke, Toxikologe in Hannover, der

eine Alternativmethode entwickelt, schätzt die jährliche Anzahl Mäuse auf 100 000, es können gemäss Prof. Bigalke aber auch 200 000 oder 300 000 Tiere sein. Nachdem die Hersteller seit Jahren jegliche Stellungnahme zu den Versuchstierzahlen ablehnen, kann man getrost davon ausgehen, dass die effektiven Zahlen höher und nicht tiefer liegen.

Um wieviel Geld geht es bei Botox?

Gemäss dem Jahresbericht 2006 von Allergan (Hersteller von Botox) wurde Botox zum Blockbuster. 982 Millionen US-Dollar wurden 2006 umgesetzt, hinzu kommt der Umsatz in Japan und China. Der Umsatz von Botox stieg von 2005 auf 2006 um 24 % und derjenige im kosmetischen Bereich gar um 32 %.

Gibt es keine Alternativen zu diesen Tierversuchen?

Das Problem ist von der Industrie erkannt. Es gibt eine Reihe von Alternativen zu diesem LD50-Test (SNAP-25 Endopeptidase Activity Assay, Intercostalmuskelpräparat, Nervus phrenicus- Zwerchfellpräparat, ELISA-Tests). Die Tierversuchszahlen konnten laut Angaben der Industrie vermindert werden. Der Ersatz der LD50-Tests scheitert bisher aber offenbar vor allem an der fehlenden Kooperation der herstellenden Firmen untereinander, die sich auf einen gemeinsamen Alternativtest einigen müssten.

Ist Botox ein Medikament oder ein Kosmetikartikel?

Die Geschäftsberichte der letzten vier Jahre von Allergan zeigen: Der Umsatz von Botox machte im kosmetischen Bereich 2003 40 % aus, 42 % im Jahr 2004, 43 % 2005 und 2006 bereits 48 %. Die Hälfte von Botox wird also aus kosmetischer Indikation eingesetzt.

Sind Produktion und Vertrieb eines Produkts, das vorwiegend ein Kosmetikartikel ist, mit dem Tierschutzgesetz vereinbar?

Tierversuche für Kosmetika werden in der Schweiz seit einigen Jahren nicht mehr durchgeführt und werden europaweit abgeschafft. Wie oben erwähnt dürften die für Botox notwendigen Tierversuche in der Schweiz nicht durchgeführt werden. Um so weniger ist zu verstehen, warum Botox dann für kosmetische Verwendung im Ausland getestet und in die Schweiz importiert werden darf.

Was können wir gegen diese Tierversuche tun?

Wir können das Produkt zumindest bei kosmetischen Indikationen meiden, bis akzeptable Alternativmethoden anerkannt sind. Dies würde auch den Druck auf die Herstellerfirmen erhöhen, besser zusammenzuarbeiten und die Alternativmethoden zu etablieren.

*Markus Deutsch
für den Vorstand der Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin*

Korrespondenz:
Dr. med. Markus Deutsch
FMH Innere Medizin
Dürntnerstrasse 20
CH-8340 Hinwil
Tel. 044 937 42 40
Fax 044 937 42 41

vorstand@aerzefuer tierschutz.ch
www.aerzefuer tierschutz.ch



 Ärzte gegen Tierversuche e.V.



Stoppt Botox-Tierversuche!

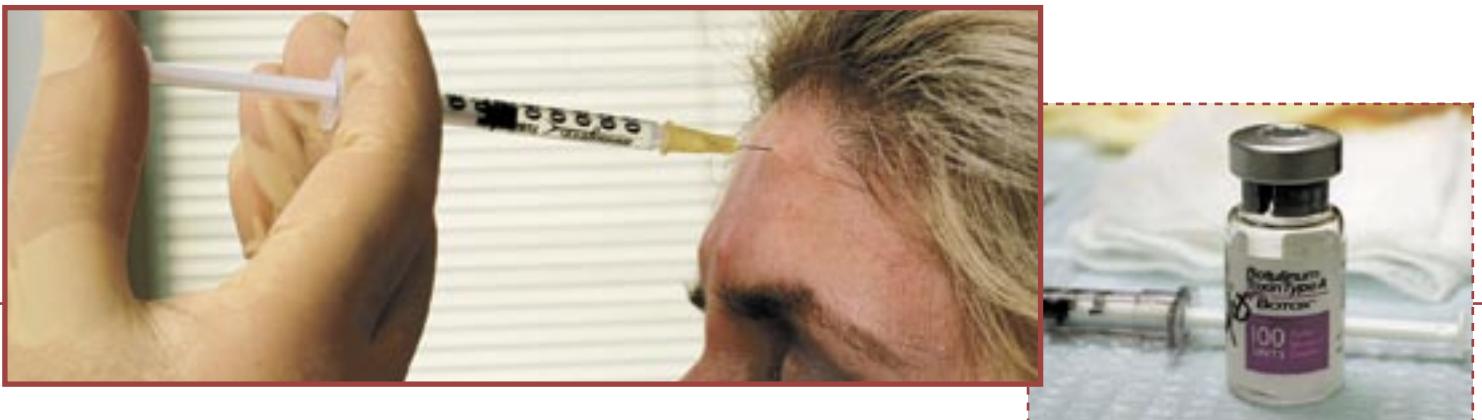
Botox ist ein Handelsname für eines der drei weltweit erhältlichen Präparate aus dem Nervengift Botulinumtoxin. Das Gift wird zu medizinischen und mit steigender Tendenz auch zu kosmetischen Zwecken eingesetzt. Eine kleine Injektion und die Falten im Gesicht sind für einige Monate verschwunden. Doch den Preis für jugendliches Aussehen zahlen derzeit unnötigerweise Tausende von Mäusen. Die EU schreibt einen qualvollen Tierversuch für jede Produktionseinheit vor. Allein in Deutschland sterben hierfür jedes Jahr mindestens 30.000 Mäuse einen schrecklichen Erstickungstod.

Mit meiner Unterschrift fordere ich, dass der Mäuse-Test für Botox-Produkte umgehend durch tierversuchsfreie Testverfahren ersetzt wird.

Volle Liste bitte an: Ärzte gegen Tierversuche e.V., Landsbergerstr. 103, 80339 München, Deutschland

oder: **Schweizer Liga gegen vivisektion**, CP 148, 1226 Thônex

Die Listen werden an die verantwortlichen EU-Gremien übergeben. Ihre persönlichen Daten werden ausschließlich zu diesem Zweck verwendet.



Botox – Les questions que vos patients vous poseront

La plupart des médecins ignorent que pour chaque lot de Botox, Dysport et Vistabel des expériences de type 3 sont pratiquées sur les animaux. L'émission «Kassensturz» du 20 novembre 2007 a rendu le grand public attentif à ce problème. De ce fait, nous désirons informer les médecins sur la problématique du Botox.

Quel est le problème du Botox?

Botox est un poison paralysant les nerfs qui peut être mortel à une certaine dose. C'est pour cela que chaque lot (Charge) d'une unité de production est testé sur des animaux. Le Botox est injecté dans le ventre de souris et l'on décide de la dose nécessaire pour que 50% des animaux meurent (LD50). Ces animaux ne meurent pas immédiatement, mais ils souffrent une mort pénible qui leur paralyse lentement les nerfs jusqu'aux voies respiratoires. Cela peut durer des jours.

Est-ce que toutes ces expériences ne font pas déjà partie du passé?

Non. Chaque lot doit encore être testé. En d'autres termes: plus le Botox est utilisé, plus il y a d'expérimentations sur les animaux.

Que pensent les professionnels de ces expériences?

Voici ce qu'a dit Monsieur Ignaz Bloch, vétérinaire cantonal de Bâle et membre de la commission sur l'expérimentation animale, lors de l'émission TV le 20.11.2007: «De telles expériences ne seront jamais autorisées chez nous, ni de mon bureau ni de la commission». Selon la loi Suisse, le Botox ne pourrait être produit et son utilisation autorisée.

Combien de souris meurent chaque année à cause du Botox?

Ce sont des chiffres que les producteurs ne veulent pas publier. Le Prof. Hans Bigalke, toxicologue de Hanovre, qui est en train de tester une méthode alternative, pense qu'il s'agit d'environ 100'000 animaux,

mais, toujours selon le Prof. Bigalke, peut-être de 200 à 300'000. Depuis des années, les producteurs refusent toute communication et l'on peut donc supposer que le chiffre réel est beaucoup plus élevé.

Quand est-il du budget?

Selon le rapport annuel 2006 d'Allergan (producteur du Botox), le Botox est devenu leur cheval de bataille. En 2006, le chiffre d'affaires s'élevait à 982 millions de Dollars. S'ajoute encore le chiffre d'affaires du Japon et de la Chine. Le chiffre d'affaires du Botox a crû de 24 % entre 2005 et 2006, et même de 32% dans l'utilisation cosmétique.

Des méthodes alternatives n'existent-elles pas?

Le problème est bien connu par l'industrie. Des alternatives au test LD50 existent (SNAP-25 Endopeptidase Activity Assay, Intercostalmuskelpräparat, Nervus-phrenicus-Zwerchfell-präparat, tests ELISA). Le nombre d'animaux a pu être diminué, selon les dires de l'industrie. L'utilisation des méthodes se heurte encore à une coopération quasi inexiste entre les sociétés qui devraient se mettre d'accord pour utiliser la même méthode.

Est-ce que le Botox est un médicament ou un article de cosmétique?

Les quatre derniers rapports annuels d'Allergan le prouvent: en cosmétique le chiffre d'affaires en 2003 était de 40%, en 2004 de 42%, en 2005 de 43% et en 2006 déjà de 48%. Donc, la moitié du Botox est utilisée pour des raisons cosmétiques.

Est-ce que la production et la distribution d'un produit utilisé principalement en cosmétique est compatible avec la loi pour la protection des animaux?

Depuis quelques années des expériences sur les animaux pour les produits cosmétiques ne sont plus autorisées et ne le seront bientôt plus dans l'UE non plus. Comme citée ci-dessus, cette expérimentation ne serait pas autorisée en Suisse. Il est d'autant plus étonnant que le Botox peut être testé à l'étranger et importé en Suisse.

Que pouvons-nous faire contre ces expériences?

Nous pouvons renoncer à l'utilisation de ce produit, au moins pour des raisons cosmétiques, jusqu'à ce que des méthodes alternatives aient été trouvées. Par cette attitude, la pression sur les producteurs augmenterait. Ils se donneraient peut-être alors plus de peine pour collaborer et trouver d'autres méthodes de tests.

*Markus Deutsch
für den Vorstand der Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin*

Correspondance:
Dr. med. Markus Deutsch
FMH Innere Medizin
Dürntnerstrasse 20
CH-8340 Hinwil
Tel. 044 937 42 40
Fax 044 937 42 41

vorstand@aerztfueriertierschutz.ch
www.aerztfueriertierschutz.ch



**Stoppez les expériences sur
animaux pour le Botox !**



Botox est le nom commercial de l'une des trois préparations disponibles dans le monde à base du toxique nervin qu'est la toxine botulinique. Ce poison est employé à des fins médicales et la tendance à l'utiliser aussi à des fins cosmétiques est en hausse. Une petite injection et les plis du visage disparaissent pour quelques mois. Mais le prix de ce rajeunissement apparent, ce sont des milliers de souris qui le paient inutilement. L'UE prescrit une atroce expérience sur animaux pour chaque unité de production. Rien qu'en Allemagne, chaque année au moins 30 000 souris meurent pour cela par asphyxie dans des souffrances atroces.

Par ma signature, j'exige que l'essai sur les souris pour les produits Botox soit remplacé immédiatement par une procédure d'essai sans expériences sur animaux.

Veuillez retourner la liste complétée à : Ärzte gegen Tierversuche e.V., Landsbergerstr. 103, D-80339 Munich, Allemagne
ou : Ligue Suisse contre la vivisection, CP 148, 1226 Thônex

Les listes seront remises à tous les organes de l'UE responsables. Vos données personnes seront utilisées exclusivement à cette fin.